

Maurice Halbwachs (1913)

# La classe ouvrière et les niveaux de vie

Recherches sur la hiérarchie des besoins  
dans les sociétés industrielles contemporaines

## Livre III

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron,  
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
et collaboratrice bénévole

Courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Site web: [http://www.geocities.com/areqchicoutimi\\_valin](http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"  
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,  
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec  
courriel: <mailto:mabergeron@videotron.ca>  
site web: [http://www.geocities.com/areqchicoutimi\\_valin](http://www.geocities.com/areqchicoutimi_valin)

à partir de :

Maurice Halbwachs (1913)

## **La classe ouvrière et les niveaux de vie.** Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines

### **Livre III**

Une édition électronique réalisée du livre de Maurice Halbwachs, **La classe ouvrière et les niveaux de vie.** Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines. Thèse de doctorat présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris. 1<sup>re</sup> édition, Félix Alcan, 1913, 495 pages.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition complétée le 13 février 2003 à Chicoutimi, Québec.  
Tableaux réalignés correctement le 15 février 2003.



# Table des matières

Introduction

## Livre I

### Les limites et l'unité de la classe ouvrière

Chapitre I. – Les groupements ruraux.

I. Les groupements ruraux et la classe ouvrière. – II. La technique du travail agricole. – III. La condition juridique des paysans. – IV. Vie urbaine et vie rurale.

Chapitre II. – Les conditions techniques et juridiques du travail ouvrier.

I. La classe ouvrière et les industries. – II. Les métiers et la division du travail. – III. La notion de salarié. – IV. Résumé.

## Livre II

### Les dépenses dans la classe ouvrière

Chapitre I. – Les deux aspects de la vie ouvrière : travail et consommation.

Chapitre II. – Les sources. – Choix et examen critique des données.

I. Préparation des livrets et contrôle. – II. La durée de l'enquête. – III. Le nombre des budgets. – IV. Les différentes espèces de dépenses. – V. Moyennes fictives et moyennes valables. – VI. L'expression de la grandeur des familles. – VII. Employés et ouvriers.

Chapitre III. – Les dépenses dans les villes et dans les métiers différents. – La composition des revenus suivant les métiers.

I. Les influences locales et la répartition des dépenses. – II. Les métiers et la répartition des dépenses. – III. Les diverses sources du revenu.

Chapitre IV. – La répartition des dépenses dans les ménages ouvriers de composition et de dépense totale différentes.

A. – L'enquête de l'Office impérial allemand de statistique. – I. L'élaboration des données. – II. La grandeur des familles et la répartition des dépenses. – III. Le chiffre de la dépense totale et la répartition des dépenses. –

B. – L'enquête de la Fédération des ouvriers des métaux en Allemagne. – IV. L'état des données. – V. La grandeur des familles et la répartition des dépenses. – VI. La dépense totale et la répartition des dépenses. – VII. Les résultats des deux enquêtes.

Chapitre V. – La nourriture et le logement des ouvriers.

I. Le détail de la dépense nourriture. – II. La valeur absolue du prix du loyer. – III. Résumé.

## **Livre III**

### Les tendances consommatrices

Chapitre I. – Les tendances consommatrices. – Contribution à une théorie sociologique des besoins.

I. La théorie individualiste.

II. Les besoins et la société.

– A. – La forme des besoins.

– B – La matière des besoins. – 1° Les objets des besoins. – 2° Les principes des besoins. –

III. Conclusion. – La famille et la classe ouvrière.

ANNEXE I. – Les enquêtes par budgets de familles. – Bibliographie et remarques critiques.

A. – Les budgets proprement dits (réellement tenus). 1° Les budgets tenus spontanément. – 2° Les budgets tenus sur la demande de l'enquêteur. – 3° Les budgets tenus une année ou plus. – 4° Les budgets tenus moins d'une année. –

B. – Les budgets établis sur indications verbales. 1° Les budgets établis par approximation. – 2° Les budgets établis par questionnaire (méthode extensive). – 3° Les budgets établis par la méthode monographique.

ANNEXE II. – Tableau établi d'après les données de l'enquête de l'Office impérial allemand de statistique. – Les ménages ouvriers, classés d'après leur composition, le chiffre de leur revenu, et la répartition de leurs dépenses.

La classe ouvrière  
et les niveaux de vie

# Livre III

## Les tendances consummatrices

[Retour à la table des matières](#)

Livre III : les tendances consommatrices

# Chapitre I

---

## Contribution à une théorie sociologique des besoins

### I

#### La théorie individualiste

[Retour à la table des matières](#)

On peut classer les besoins des hommes de beaucoup de manières. Nous aurions dû, semble-t-il, nous demander, avant d'étudier les habitudes consommatrices des ouvriers, si la distinction de leurs besoins en quatre ou cinq catégories (nourriture, logement, etc.) correspondait à quelque réalité. Mais nous étions bien obligés de l'accepter, puisque c'est sous ces chefs que leurs dépenses nous sont présentées dans toutes les enquêtes. Au reste, si cette classification a été choisie par les enquêteurs, acceptée par les enquêtés, elle doit avoir une raison d'être. Enfin, elle nous a conduit à constater des rapports certains entre les diverses catégories de dépenses ainsi distinguées et telles ou telles conditions sociales. Si cette division était tout artificielle, comment les expliquer ? – Il nous faut maintenant chercher quelle en est la base, et quelle théorie des besoins en peut rendre compte.

Nous allons d'abord supposer qu'il n'y a pas de consciences ni de représentations sociales, qu'il n'y a point, non plus, de besoins sociaux, c'est-à-dire de besoins qui ne s'expliquent pas simplement par l'addition, la juxtaposition, la combinaison de besoins individuels. Il faut écarter alors provisoirement tout l'appareil de la vie sociale, et chercher dans la seule conscience individuelle les principes et la réelle nature de tous les besoins. C'est là un effort bien difficile. Les psychologues qui y ont le mieux réussi nous apprennent qu'à mesure qu'on fait abstraction des habitudes contractées dans la société, on aperçoit qu'à des catégories et divisions simples et tranchées se substitue toute la diversité des tendances individuelles. Plaçons-nous un moment à ce point de vue.

Nous parlons du besoin nourriture ; mais pourquoi n'en point séparer le besoin de boisson, et encore le besoin de légumes, le besoin de viande, le besoin de charcuterie, le besoin de lait, le besoin de pain, le besoin d'épices, le besoin de sucre, etc.? On dira que ce sont là autant de moyens différents de satisfaire un même besoin. Mais rien n'est plus arbitraire. Certains de ces besoins spéciaux ont un développement indépendant, peuvent se subordonner tous les autres, au moins leur imposer de sérieuses limitations. Entre eux il y a souvent conflit, puisque d'une part on ne possède pas les moyens pécuniaires de les satisfaire tous s'ils s'exagèrent, que, d'autre part, l'organisme lui-même ne supporte pas que tous s'accroissent extrêmement. – De même on distinguera du besoin nourriture celui qui se rapporte à la façon dont les mets sont préparés et servis, à la quantité et à la qualité de la vaisselle, à l'emploi d'une nappe, et, pour les classes sociales plus élevées, aux divers ornements de la table, à l'éclairage de la salle à manger, au nombre des domestiques, etc. On verra là autant de besoins accessoires, d'une autre origine que les besoins élémentaires rassemblés, et arbitrairement rattachés, sous le nom de besoin nourriture. C'est par habitude que nous les aurions associés à ceux-ci.

On raisonnera exactement ainsi sur les autres besoins. Le besoin vêtement n'est pas simple. La liste des divers instincts que l'on confond sous ce nom comprendra : l'instinct de se défendre contre les intempéries, l'instinct de décence, l'instinct de propreté (en ce qui concerne surtout le linge de corps qui ne se voit pas), l'instinct de correction, l'instinct de plaire, l'instinct de luxe, et quelques autres encore. Est-ce réellement au même besoin qu'obéit la paysanne quand le linge, les serviettes et les draps s'empilent dans ses armoires, l'ouvrière ou l'employée dont la mise dénote avant tout le souci de la correction, et l'artiste chorégraphique même en tenue de ville ? S'il nous intéresse, socialement, de connaître à quel point le goût du luxe, ou le simple goût de la correction extérieure est développé dans un groupe, pense-t-on que le chiffre moyen de la dépense vêtement dans ce groupe nous en instruira ? La distinction des vêtements de travail et vêtements du dimanche ne serait ici qu'une première approximation. Il ne faut pas croire qu'un ménage détermine d'abord le chiffre de la dépense

vêtement, en tenant compte de ce qu'il doit dépenser pour son loyer, pour sa nourriture, etc., puis que, de la somme ainsi définie, il attribue telle part aux pièces de l'habillement indispensables pour le travail, au linge, au blanchissage, etc., et, encore, aux détails du vêtement dont la raison d'être est de plaire aux yeux des autres, ou de leur imposer une certaine idée de la richesse de celui qui les porte. Mais telle dépense luxueuse, l'achat d'une robe pour le dimanche, etc., sera peut-être effectuée sans qu'on se préoccupe des souliers nécessaires, du loyer à régler bientôt, et quitte à prendre à crédit les aliments habituels. La dépense vêtement ne sera donc que la moyenne de dépenses qui répondent à des besoins divers, dont chacune est peut-être faite sans égard aux autres « dépenses vêtement » ; elle aura encore moins d'homogénéité que celle où l'on grouperait les dépenses alcool, chauffage et pardessus, sous prétexte que tout cela protège du froid. N'appellera-t-on pas également imprévoyant celui qui, au lieu d'acheter des souliers pour lui et les siens, fera des dépenses excessives en cravates, cannes, etc., ou en repas coûteux où il invitera des amis ? Et comment mieux saisir l'indépendance des divers besoins que dans les conflits où ils s'opposent ainsi les uns aux autres ? En réalité, si nous parlons quand même du besoin vêtement, c'est parce que nous avons pris l'habitude de rattacher dans notre pensée, les uns aux autres, divers besoins dont les objets portent parfois le même nom, se rangent dans les mêmes armoires, se vendent dans les mêmes magasins ; mais c'est là un lien tout artificiel, et qui n'efface pas leur diversité fondamentale, lorsqu'on les étudie dans notre organisme ou dans notre conscience.

Le besoin logement a-t-il plus d'unité ? Songeons aux questions qu'on se pose quand on en cherche un. Déjà l'homme des cavernes devait préférer celle où il serait le mieux abrité contre les bêtes ou ses ennemis, mais aussi où il pourrait le mieux se chauffer, et encore où il aurait le plus de place (exigences parfois contradictoires). On ne tient pas compte seulement du cubage d'air et de la hauteur du plafond, mais de la clarté, de la disposition générale, puis de l'étage, de la situation (sur la rue ou sur la cour), et, dans une large mesure, du quartier, de la commodité du lieu par rapport à ses affaires, et aussi du niveau social de ses habitants (sans compter bien d'autres détails). Mais ces divers caractères répondent à des besoins qui n'ont rien ou presque rien de commun. Ils sont apparus et se sont développés pour des raisons indépendantes. Nous les envisageons en bloc, parce qu'on ne nous présente pas en effet un tableau sur lequel se trouverait indiqué un tarif complexe, où seraient appréciés isolément l'étendue, l'étage, le nombre des fenêtres, le quartier, etc., si bien que, dans le loyer total, se distinguerait sans peine la part afférente à chacun de ces éléments. Si nous consentons à le payer ce prix, c'est qu'en définitive le logement satisfait en moyenne jusqu'à tel point ces divers besoins. Mais ils n'en restent pas moins distincts. Ils se peuvent encore dissocier : par exemple, lorsqu'on cherche un logement qui ne diffère de celui qu'on quitte que par l'emplacement, quand, sans changer de lieu, on se prive d'une chambre ou de deux pour un sous-locataire. Si les loyers sont dans un rapport assez



régulier avec la grandeur de la famille et l'élévation du revenu, cela tient sans doute à ce que, dans un état de civilisation et de culture donné, les besoins d'hommes de même situation, en ce qui touche ces divers objets, sont à peu de chose près les mêmes. Au reste il convient tout aussi bien de rattacher à ces besoins celui d'un mobilier de telle ou telle nature ; il n'a ni plus ni moins de rapport avec le besoin d'un logement de telle étendue que le besoin d'un logement de telle situation ; ces besoins sont, en réalité, tous irréductibles les uns aux autres.

Il est enfin tout aussi artificiel de constituer les « autres besoins » en une catégorie indépendante. On reconnaît sans doute implicitement, puisqu'on les désigne de ce nom, qu'ils sont, hétérogènes. Mais, à les opposer aux autres, on leur communique quand même quelque unité, comme s'ils représentaient la marge laissée dans chaque groupe aux individus, pour satisfaire leurs besoins exceptionnels ou de luxe. Or ce caractère ne les différencie pas des autres. On pourrait aussi bien ranger dans ce groupe le besoin de faux cols et de chapeaux chez les ouvriers, le besoin de tabac (qu'on rattache au besoin nourriture), et, chez les non-ouvriers, le besoin d'un ascenseur, ou de champagne, qui ne sont pas en étroit rapport avec les autres besoins vêtement, logement ou aliments. En revanche, pourquoi ne pas rattacher aux divers besoins nourriture qui ont pour objet la conservation et le renouvellement de l'organisme, le besoin service de santé ? – En réalité, tous ces rapprochements n'ont de raison d'être que des associations d'idées, qui elles-mêmes reposent sur les habitudes de la langue, du commerce, etc. Qu'avec le logement on reçoive le déjeuner du matin, on hésitera à inscrire celui-ci au chapitre de la nourriture. Qu'on ne désigne plus du même nom les vêtements de travail et ceux qu'on porte le dimanche, peut-être sera-t-on porté à distinguer plus nettement les deux espèces de dépenses. Mais parler, comme de tendances indépendantes, des besoins nourriture, vêtement, logement, « autres dépenses », c'est leur prêter une réalité substantielle, sans nous dire d'où ils la pourraient tirer.

Mais il faut aller plus loin. Non seulement on ne doit point parler du besoin nourriture en général, mais du besoin boisson, du besoin légumes, etc. En réalité chacun de ces besoins est si différent de lui-même, suivant les circonstances, les dispositions, suivant la nature des autres besoins auxquels il se trouve accidentellement lié, qu'on ne devrait pas le désigner par un seul mot. Le besoin d'eau, le besoin d'un liquide sucré, le besoin de vin, le besoin d'alcool sont à distinguer. Et chacun d'eux en comprend encore beaucoup d'autres. Voici, par exemple, le besoin d'eau : quel rapport existe, à ne considérer que nos tendances et leur base physiologique, entre le besoin d'eau pour boire, pour donner à boire à son cheval, pour se laver, pour laver sa maison, etc. ? Il n'y a pas là un même besoin, le besoin d'eau, qui augmente ou diminue, mais un même objet, qui permet de satisfaire différents besoins, et qui est d'ailleurs incapable, semble-t-il, de communiquer à leur groupe une unité qu'il ne posséderait pas, si les besoins ne sont en réalité que des tendances individuelles.

Ainsi plus on serre de près les besoins en leur forme d'états de conscience individuels, plus on les voit se résoudre en une diversité de dispositions psychologiques, et plus paraît artificielle l'unité qu'on prête à chacun de ceux qui sont dits essentiels, et qu'on désigne d'ordinaire d'un même nom dans la société.

Mais, si cette analyse est exacte, si l'unité des besoins nourriture, vêtement, logement, n'est que l'unité d'un nom, d'où vient que nous ayons pu relever des rapports très réguliers et très définis entre le chiffre de la dépense consacrée à chacun d'eux et le chiffre de la dépense totale, suivant qu'on passe d'une catégorie de revenus à l'autre ? Une telle régularité est inexplicable, si l'on n'admet pas que chaque ménage ait prévu d'avance, au moins en gros, la part de son revenu qu'il voulait consacrer à chaque dépense, et qu'il ait pu ainsi résister à des entraînements momentanés, et rétablir au besoin l'équilibre rompu par certaines abstinences compensatrices. En d'autres termes, un ménage ne pourra pas prévoir ses dépenses, maintenir chacune d'entre elles dans des limites définies, à moins de les grouper en un petit nombre de catégories. Mais si ces catégories sont artificielles, si elles n'expriment pas des relations de parenté réelles, naturelles, entre les besoins ainsi rapprochés, on ne voit pas pourquoi elles apparaîtront *les mêmes* dans tous les ménages, pourquoi la répartition des dépenses semblera inspirée chez tous d'un plan qui comporte *le même* nombre de cadres, et *les mêmes* cadres. Or, qu'il en soit ainsi, c'est ce qui ressort, comme nous l'avons montré, de l'examen des faits.

Invoquera-t-on la nature humaine ? Elle resterait à peu près la même chez l'individu à travers le temps, et elle serait identique chez les divers membres d'un groupe. Elle consisterait en un ensemble de besoins dont chacun doit être satisfait dans une mesure déterminée, et ne comporterait qu'un nombre limité de types distincts. Mais il y a eu évidemment trop de déformations, trop d'habitudes, l'homme a trop subi l'influence des circonstances diverses où il s'est trouvé, pour qu'on puisse expliquer sa ressemblance actuelle, sous le rapport des besoins, avec certains autres, par la subsistance, en lui comme en ceux-ci, d'un type physiologique naturel défini à l'origine, – de même qu'après tous les incidents et à travers tout le désordre d'une bataille les divers corps de troupe demeurent distincts. Aucun psychologue n'admettra que les besoins primitifs, par le seul fait de leur satisfaction à tel degré et dans telles circonstances, ne changent pas à la fois d'intensité et de forme. Surtout, un des résultats les plus certains de nos analyses, c'est que l'ordre des dépenses est en rapport avec la composition des ménages et le taux du revenu : ce serait un miracle que les hommes de même nature se ressemblassent précisément sous ces deux rapports.

Si la nature humaine se transforme, du moins la mémoire et l'expérience ne permettent-elles pas aux hommes de comparer leurs diverses satisfactions et d'adopter

des règles ? Sans doute il y a des cas où les besoins sont si nouveaux pour ceux qui les éprouvent, si étrangers ou si obscurs pour ceux qui possèdent l'objet qui les doit satisfaire, qu'on apprécie un peu au hasard. Un amateur de vieux objets trouve un rouet chez une paysanne : celle-ci n'a aucune idée de l'intensité du désir qu'il en éprouve. Pour un homme bouleversé par un événement qui l'oblige d'arriver vite en un endroit éloigné, la voiture qu'il l'y conduira n'a pas de prix. Mais le plus souvent l'homme n'a qu'à faire appel à son expérience, et à se guider un peu sur ce que font les autres, pour sortir d'indécision, savoir ce qu'il doit préférer, et jusqu'à quel point. Le sauvage lui-même se souviendra qu'il a pleuré le soir, parce qu'il avait vendu son lit le matin pour avoir du rhum. Les hommes qui ne sont pas sous l'empire exclusif des sens, ou de telle ou telle passion, par simple réflexion et bon sens, en viendront à distinguer les besoins d'après l'ordre réel de leur importance. La nature des besoins n'en sera pas changée : ils resteront irréductibles l'un à l'autre. Il n'en reste pas moins que l'homme se souviendra qu'il a mieux valu pour lui satisfaire celui-ci que celui-là, et dans telle mesure. Il aura d'ailleurs une tendance à suivre l'exemple des autres, par sympathie naturelle, et aussi parce que le grand nombre de ceux qui agissent ainsi laisse supposer qu'ils ont de bonnes raisons ; et il s'apercevra, en effet, qu'il s'en trouve mieux. Ainsi se formulera dans sa pensée une échelle des valeurs, une hiérarchie des besoins qui sera son œuvre, qui exprimera son expérience ; en quoi la prévision et la limitation des dépenses conformément à des règles générales serait-elle impossible dans ces conditions ?

Oui, mais on ne nous explique pas d'où cette « échelle » et cette « hiérarchie » tirent leur force. Voici des hommes dont la conscience est traversée par une série de besoins qui n'ont entre eux rien de commun ; il est naturel de penser qu'ils vont satisfaire à chaque moment celui qui est le plus intense alors, soit qu'on l'ait trop longtemps sacrifié à d'autres besoins plus urgents, soit qu'il se trouve stimulé, par l'effet d'une habitude ancienne, ou d'une excitation immédiate. L'ouvrier dépensera presque tout son salaire en nourriture quand il aura faim. S'il reçoit son salaire alors qu'il a mangé à sa faim, il s'achètera des cravates, un vêtement qu'il remarquera et convoitera à une devanture. À un moment où ni la nourriture, ni les vêtements ne le solliciteront, il louera un appartement trop cher. On ne trouvera dans ses démarches aucun ordre, et, entre sa conduite et celle d'autres hommes qui agiront de même au hasard, aucune ressemblance. On nous dit que, cependant, les ouvriers ont la faculté de prévoir, parce qu'ils sont capables de se souvenir. Si leur budget tend à s'équilibrer, si leurs dépenses diverses tendent à demeurer entre elles en des rapports définis, s'il y a là de l'ordre au lieu du désordre, c'est que l'expérience leur en a enseigné le prix. Mais tout dépend des caractères de cette expérience. Si elle est vague, si elle ne porte que sur des sentiments de plaisir et de peine, elle ne pourra fonder qu'une prévision très en gros, très incomplète. Il est entendu que nous ne dépenserons pas tout notre revenu en nourriture, parce que nous ne pourrions ni nous loger, ni nous vêtir. Mais jusqu'à quel point

limiterons-nous nos besoins nourriture ? Quel degré de satisfaction prévoyons-nous pour nos besoins logement et vêtement ? C'est impossible à dire.

Cependant les individualistes croient avoir trouvé un moyen de résoudre la difficulté. C'est la théorie de l'utilité finale ou marginale, qui consiste à rendre compte de la valeur d'un bien par le dernier (c'est-à-dire le moins intense) des besoins que ce bien peut satisfaire. Étant donnés par exemple dix seaux d'eau, l'utilité de chaque seau sera différente, puisque chacun répondra à un besoin différent, plus ou moins pressant. Mais la valeur de chaque seau sera déterminée ou mesurée par l'utilité de celui qui satisfait le besoin le moins pressant, puisque, si l'on me prive d'un seau quelconque, c'est ce besoin, et celui-là seul, que je ne pourrai pas satisfaire. Dans cette théorie, on admet d'abord qu'à chaque espèce de biens correspondent toute une série de besoins, et que l'individu, avant tout échange et toute entente avec les autres, sans sortir de son for intérieur, est capable de ranger ses besoins suivant une progression décroissante, comme des grandeurs. On admet, d'autre part, qu'aux diverses espèces de biens (plus précisément à des quantités définies de diverses espèces de biens) correspondent toute une série de besoins que l'individu, dans les conditions que nous venons de dire, peut ranger de même. Alors il est possible d'expliquer que chaque homme puisse comparer d'avance ses dépenses et régler son budget. « Comment chacun de nous distribue-t-il sa consommation ou sa dépense ? De façon évidemment à en tirer le meilleur parti, c'est-à-dire à se procurer le maximum de jouissance compatible avec un revenu donné. Il tâtonne inconsciemment, augmentant l'article du budget consacré à son logement, diminuant celui consacré à sa nourriture, ou bien majorant celui consacré à ses aumônes, et rognant sur celui consacré au théâtre, jusqu'à ce qu'il soit arrivé à une position d'équilibre ; et cette position d'équilibre est atteinte lorsque *les utilités finales des derniers objets échangés, ou, si l'on préfère, les intensités des derniers besoins satisfaits sont égales*. En effet, si le sou consacré à l'acquisition du dernier cigare qu'il fume dans sa journée ne lui procurait pas une satisfaction égale à celle du sou consacré à l'achat du dernier journal, réflexion faite, il changerait l'emploi de ce sou, il achèterait *un cigare de moins et un journal de plus*. La consommation se ramène donc à une sorte d'échange, où c'est notre for intérieur qui est le marché, et nos propres désirs en lutte qui sont les coéchangistes »<sup>1</sup>.

En réalité, cette théorie repose sur une grosse confusion. On croit que les besoins sont en eux-mêmes, abstraction faite de toutes relations sociales entre les hommes, des quantités. La psychologie introspective moderne a montré sans doute suffisamment quelle était l'origine de cette erreur, et qu'elle vient de ce que l'on confond les états de

---

<sup>1</sup> Gide et Rist. *Histoire des doctrines économiques*, 1909, p. 613. M. Gide, l'auteur du chapitre d'où est extrait ce passage (les hédonistes, p. 592-623, en particulier les écoles mathématique et psychologique), avait déjà, fort clairement exposé la théorie de l'utilité finale, dans ses *Principes d'économie politique*, 7<sup>e</sup> édition, 1901, p. 64 sqq.

conscience avec leurs causes ou leurs manifestations physiques, alors qu'on ne connaît pas du tout quel rapport il y a entre celles-ci et ceux-là. Souvent, l'équivoque saute aux yeux. Mais prenons un cas qui paraît favorable à la thèse que nous discutons, puisque l'objet de nos appréciations est alors un rapport numérique très défini. Il s'agit de l'incertitude où nous sommes, quand nous tirons des boules d'une urne. On dira que si on passe d'un cas où il y a 99 boules blanches et une noire à celui où il y a 99 boules noires et une blanche dans l'urne, en parcourant tous les intermédiaires, l'espoir de voir sortir une boule noire croîtra d'une façon continue. Mais c'est une affirmation gratuite, car l'examen attentif de nos états de conscience ne nous révèle rien de semblable. Il se peut que, pendant toute une série de coups (où les chances, au sens mathématique, vont croissant) notre attente ne change pas, et qu'au contraire elle se modifie brusquement et beaucoup d'un coup au suivant. En tous cas, on ne peut pas dire que les chances mathématiques expriment le degré de notre attente. Si notre attente prend une forme quantitative, bien plutôt, c'est parce que nous sommes avertis, du dehors, du degré mathématique de probabilité de l'événement attendu. De même, « il est invérifié et invérifiable que le prix de marché résulte des appréciations quantitatives des individus parties à ce marché, parce que la vérité est que ces appréciations individuelles à forme quantitative, même si elles influent sur la formation du prix considéré, dérivent en réalité elles-mêmes d'un prix antérieur, qu'elles impliquent donc et qu'elles n'expliquent pas, et qui ne peut lui-même s'expliquer que par des phénomènes de même espèce que lui <sup>1</sup> ». Mais, à plus forte raison, sur ce marché qu'est notre for intérieur, comment une évaluation et une comparaison des biens et de leur utilité pour nous serait-elle possible, si nous ne sommes pas déjà avertis du dehors du prix qu'on leur attribue ?

D'autres théoriciens ont pensé qu'on pouvait, tout en maintenant qu'il n'y a que des besoins et des tendances individuelles, ne pas s'enfermer dans une conscience, ne point isoler les hommes les uns des autres, mais considérer qu'ils entrent en rapports, s'associent et s'influencent de bien des façons, en sorte qu'il y a entre eux tout un système complexe d'actions et de réactions. Ils ont invoqué surtout le fait de l'imitation <sup>2</sup>. – Si nous posons alors de nouveau ce problème : comment chacun de nous distribue-t-il ses dépenses, et d'où viennent les règles auxquelles il paraît se conformer,

<sup>1</sup> Simiand (François), *La Méthode positive en science économique*, 1912, p. 149.

<sup>2</sup> C'est là ce point de vue que s'est placé l'économiste Schmoller. Bien que les théoriciens de l'utilité limite puissent être considérés comme les continuateurs d'Adam Smith et de l'école économique orthodoxe et libérale, il est curieux que l'école historique, qui s'oppose à celle-ci sur tant de points, s'inspire au fond des mêmes conceptions individualistes en psychologie. Voir notre article : *Les besoins et les tendances dans l'économie sociale*. Revue philosophique, février 1905. Voir aussi: Schmoller, *Grundriss...*, 1<sup>er</sup> Teil, p. 15 sqq. En effet, bien qu'il désigne du nom de « cercles de conscience » les sentiments et besoins tels qu'ils se présentent dans la société, il n'entend point par là qu'il y ait des représentations et des tendances proprement sociales, et qui ne se ramènent point à des états de conscience individuels.

on nous répondra : nous savons que nous devons être prévoyants ; pour apprendre comment nous devons l'être, nous nous inspirons de la conduite des hommes qui nous entourent et qui se trouvent dans les mêmes conditions économiques que nous. Si nous classons nos besoins en tant de catégories, en des catégories de telle nature, c'est que les autres nous en donnent l'exemple. Si nous attribuons à tels biens telle valeur, nous ne faisons en cela qu'imiter les démarches des autres. Mais ces exemples nous sont donnés par des individus, et ces démarches, pour multiples qu'elles soient, restent individuelles. – Nous demanderons alors qu'est-ce qui confère une valeur assez grande aux actions de nos semblables pour que nous devions les prendre pour modèles. Parlera-t-on de sympathie naturelle, d'imitation machinale ? Mais nos impulsions propres ne seront-elles pas beaucoup plus fortes, et ne pourrions-nous pas d'ailleurs invoquer, comme un prétexte ou comme une excuse à l'indépendance de nos démarches, la diversité des goûts, des circonstances internes ? On suppose, il est vrai, que nous n'imitons pas un de nos semblables, mais plusieurs. C'est leur nombre qui importe, c'est parce qu'ils sont nombreux que nous leur attribuons de « bonnes raisons » d'agir ainsi. Mais quel est ce nombre ? Et pourquoi le fait d'être nombreux augmente-t-il à nos yeux leur prestige ? Si tous les hommes que nous rencontrons sont pour nous de simples individus, qui ne se rattachent à rien et n'expriment rien qui les dépasse, les mêmes raisons que nous avons de nous dérober à l'imitation de l'un d'entre eux vaudront encore ici, et se trouveront peut-être renforcées. La première rencontre pouvait m'impressionner. Mais maintenant j'ai l'idée d'une différence entre moi et tel autre, et je ne m'étonnerai point de la retrouver entre moi et tels autres. Mes motifs individuels d'agir en un sens sont plus importants pour moi que tous les motifs individuels d'agir en un sens différent qui se peuvent observer chez eux. – On dira que, pourtant, la diversité sous d'autres rapports des hommes qui agissent de même en ce point ne peut manquer de m'apparaître. Alors, pour qu'ils aient adopté la même attitude, je dois leur supposer une raison, un motif supérieur. C'est ici qu'il faut que les théoriciens individualistes prennent leur parti d'abandonner leur thèse, ou de renoncer à invoquer l'imitation. Car, s'ils veulent expliquer l'imitation par le grand nombre des personnes agissant de même qu'on imite, ils sont bien obligés, pour expliquer qu'un grand nombre de personnes agissent de même, d'invoquer l'imitation. S'ils ne veulent pas commettre ce cercle vicieux, alors ils doivent supposer que cette identité de l'attitude et des démarches d'un grand nombre d'individus a son principe ailleurs que dans leurs consciences isolées, même juxtaposées et additionnées après coup, mais dans la conscience du tout, du groupe qu'ils constituent. Imiter, ce n'est point conformer sa conduite à celle d'un certain nombre, quel qu'il soit, de personnes particulières, c'est, chez l'individu qu'on imite, reconnaître la présence d'une règle d'action, d'une coutume qui dépasse celui-ci comme les autres, et l'adopter parce qu'elle est telle.

## II

### Les besoins et la société

[Retour à la table des matières](#)

S'il en est ainsi, si, d'une part, l'individu est convaincu qu'il doit ne pas céder purement et simplement à ses désirs du moment, mais prévoir les besoins à venir, et, par suite, limiter la satisfaction de ceux qui le pressent actuellement, si, d'autre part, dans cette prévision même, et pour déterminer la part à faire à chacun d'eux, il s'inspire des actes accomplis par les autres membres du groupe dont il fait partie, on comprend qu'il soit nécessaire de distinguer d'abord les besoins en quelques grandes catégories, et que le principe de cette distinction ne puisse être autre que social. En effet, l'individu ne s'en tient pas à une prévision vague ; mais il n'imité pas dans le détail la conduite des autres ; il n'achète pas exactement les mêmes objets, au même prix. Nous avons reconnu une tendance certaine, dans des groupes étendus, à maintenir un rapport déterminé entre les dépenses nourriture, logement, vêtement, et les autres dépenses. Le cadre général du budget tend à se définir ; mais dans le détail bien des divergences subsistent, et c'est là que la diversité des goûts, des tempéraments et des caractères se manifeste. Maintenant, que quatre dépenses essentielles (dont se distinguent, ou auxquelles se rattachent les dépenses blanchissage et mobilier) soient envisagées séparément, cela nous paraît à expliquer par les conditions de la vie sociale.

Peut-être la diversité des objets de nos besoins, et de leur rôle, y est-elle pour une part. Mais, à y bien réfléchir, d'autres caractères, par où ces objets et ces besoins se rattachent, ne sont pas moins importants. Les aliments servent à réparer l'organisme, les vêtements à le couvrir, le logement à l'abriter. Mais, si on s'en tient au nécessaire, n'y a-t-il vraiment aucune analogie entre le bien-être qu'on éprouve à être chez soi au chaud, et la satisfaction de se sentir bien nourri ? Ce qui tendrait à prouver qu'il y a entre eux d'étroits rapports, c'est que ces besoins se suppléent en quelque mesure. Il ne faut pas seulement dire : « qui dort dîne » ; mais, si l'ouvrier boit beaucoup d'alcool, c'est qu'il n'a peut-être pas chez lui d'intérieur confortable, ou qu'il est loqueteux et souffre du froid. Représentons-nous, d'autre part, un paysan qui vit presque exclusivement de ce que produit sa terre, ou de ce qu'il produit sur sa terre ; il file lui-même la laine de ses brebis et la tisse pour se vêtir ; il tire de son verger tous les légumes qu'il

consomme ; il ne paie pas de loyer pour la maison qui lui appartient. Le besoin d'une maison comme lieu d'habitation ne se distinguera guère pour lui du besoin de la même maison et des terres attenantes pour se nourrir, et le besoin des produits naturels dont il se nourrit ne se distinguera guère non plus du besoin d'autres produits naturels, chanvre, lin, laine, dont il s'habille. C'est donc en raison d'une organisation économique définie, c'est-à-dire sous l'influence de la société, que ces besoins essentiels se distinguent, et que chacun d'eux, en dépit de l'extrême variété de ses objets et de ses formes, revêt pour la conscience de l'individu un aspect d'unité.

## A. – La forme des besoins

[Retour à la table des matières](#)

L'influence de la société est visible d'abord dans ce que nous pourrions appeler la forme même des dépenses, et des besoins qu'elles satisfont. La jouissance d'un logement, les vêtements et les aliments sont vendus aux ouvriers par des personnes, magasins, agences, etc., en général distinctes. Entre les vendeurs préposés à chacun de ces services, il y a des dissemblances certaines. Mais ce n'est point leur aspect extérieur qui passe ici au premier plan ; car, entre le magasin d'un bouclier et d'un épicier, la différence est sans doute aussi grande qu'entre ce dernier et une mercerie. Toutes les caractéristiques extérieures, d'aspect, de langage, de mœurs des commerçants au détail (et, de même, des propriétaires de maison) dérivent du fait plus général que *les achats effectués chez eux en une fois par chaque consommateur sont plus ou moins importants, et, par suite, que l'intervalle de temps qui sépare les achats d'un même consommateur chez une même catégorie de commerçants est, en moyenne, plus ou moins long*. Sous ce rapport (et c'est bien ce que nous pouvons appeler leur forme), les besoins nourriture, vêtement, logement, et les « autres besoins » se différencient nettement, dans la population ouvrière des grandes villes. – Il est très rare que les ménages ouvriers fassent des provisions longtemps à l'avance ; c'est au jour le jour qu'ils se fournissent de denrées alimentaires, à la fois parce que la nourriture doit être achetée fraîche, et parce qu'il leur est plus commode de ne point dépenser trop en une fois. Sans doute, les magasins où l'on fait crédit, les coopératives de consommation où l'on reçoit d'avance les bons qu'on échange contre des marchandises, tendent à introduire des habitudes différentes : mais ce n'est qu'un changement en degré qui se prépare, et le plus souvent on achète encore au comptant chez le commerçant au détail. De plus, il est rare que le prix payé pour chaque achat soit considérable, quand on le compare aux



prix payés pour des meubles ou des vêtements. – Les achats de vêtements, de souliers, sont à la fois plus importants et plus rares : plus importants surtout si on les rapporte à la somme totale dépensée dans l'année pour l'habillement. Il importe peu que certains articles de mercerie soient d'un prix peu élevé (ils représentent l'accessoire dans la dépense vêtement, comme les achats les plus courants et les moins coûteux dans la dépense nourriture), et, encore, que certains magasins, pour les vêtements comme pour les meubles, introduisent l'habitude des abonnements, des paiements par acomptes (on n'en engage pas moins la dépense totale en une fois). Il reste que le besoin vêtement ne se manifeste avec intensité qu'à intervalles assez éloignés, et que chaque fois, pour le satisfaire, il faut un effort sérieux, un sacrifice important. – La dépense logement est à la fois plus élevée que chacune des dépenses vêtement, et, alors même qu'elle se paie par termes mensuels, elle oblige à des débours plus considérables. Peut-être le besoin logement ne se fait-il sentir en toute sa force, et le plus consciemment, que lorsqu'on quitte un lieu d'habitation pour en chercher un autre. Une fois qu'on est installé, on est comme enchaîné par le choix effectué. On n'a plus guère de décision à prendre, et il faut un embarras grave, ou un motif sérieux, pour qu'on cherche ailleurs. – Quant aux « autres dépenses », par définition même, elles ne constituent pas une catégorie, mais elles ne représentent pas comme une marge laissée à l'arbitraire individuel. En particulier les dépenses mobilier ont, elles aussi, un rythme propre : elles sont bien plus discontinues que toutes les autres. C'est surtout lors de l'entrée en ménage qu'elles s'effectuent, et ce sont elles, sans doute, qui obligent aux plus gros sacrifices ; elles se reproduisent ensuite lors de la venue au monde des enfants (ou quelques années après), et à certains intervalles qui correspondent à peu près à la durée moyenne de meubles (suivant leur qualité, la fréquence des déménagements). S'il y a là quelque régularité, elle est en tout cas beaucoup moins apparente que dans les cas précédents, et c'est assez pour que ce genre de dépenses, et les besoins correspondants, soient distingués des trois dépenses essentielles. Mais cela ne suffit point pour que la dépense mobilier se trouve distinguée des « autres dépenses ».

De cette différence dans la forme des besoins résultent bien des conséquences. D'abord, plus les achats d'une même espèce de marchandise sont fréquents, plus il tend à s'établir, entre le prix et la marchandise, un rapport étroit, et plus cette représentation de prix s'attache au besoin lui-même. Il suffit, pour s'en rendre compte, d'observer l'attitude de l'ouvrier vis-à-vis des divers vendeurs. Quand il achète des denrées alimentaires, il ne marchandé guère ; il lui semble que le prix est une partie de la substance même de la marchandise, qu'il est, comme elle, « naturel » ; il en vient vite à se convaincre que, quand il les paie à leur prix, il « en a pour son argent ». Cela n'est point sans exercer sur ses besoins une action transformatrice profonde. Puisque la denrée vaut le prix qu'elle coûte, elle doit procurer à l'organisme une utilité ou un plaisir égal à son prix. Ainsi, en dépit des goûts et des tempéraments, sous la pression des prix qui sont en réalité des faits sociaux, les besoins qui ont pour objet la

nourriture tendent à s'uniformiser, et leur hiérarchie à se stabiliser. L'image de l'étalage d'un marchand de denrées alimentaires, avec l'indication de leurs prix, s'impose à la conscience des acheteurs, et ils croient y retrouver le reflet de leurs propres appréciations, alors que celles-ci n'ont, souvent, pas d'autre origine. Cela n'exclut nullement, d'ailleurs, les protestations et les révoltes des consommateurs, quand les prix des denrées alimentaires haussent : ils sont si bien habitués à certains prix qu'un tel phénomène leur paraît anormal et monstrueux, qu'ils l'interprètent comme la substitution de prix artificiels aux prix naturels, et qu'ils soupçonnent là-dessous toutes sortes de menées occultes. – En revanche, chez le mercier, le tailleur, le marchand de confection, ou bien on marchande, on hésite, on discute et on tâtonne, ou bien, si les prix sont fixes, on va souvent au meilleur marché. Cette fois l'on n'est plus habitué à rattacher un prix défini à un objet déterminé, on a toujours peur d'être trompé ; on cherche alors à montrer qu'on n'est pas dupe, ou on espère l'être le moins possible, en choisissant ce qui a le moins de valeur. On tend à se rapprocher ainsi des conditions du marché alimentaire ; on préfère des vêtements qui durent peu, mais coûtent peu, parce que pour chacun d'eux, pense-t-on, l'écart absolu entre la valeur réelle et le prix doit être moindre que pour un article plus cher. – Mais c'est en face du propriétaire que l'ouvrier se sent le plus indécis. Entre le logement occupé et le loyer payé, le rapport lui semble à ce point élastique que, contre l'augmentation des loyers, il ne voit aucune raison de protester. Il ne s'en aperçoit même point, parce qu'il a toujours le sentiment que le loyer qu'il paie est hors de proportion avec le service qui lui est rendu. Pour une large part des ouvriers, le loyer apparaît comme une sorte de taxe, à laquelle on n'est point trop coupable de se dérober. La tendance ici est, plus nettement encore, de se contenter d'une qualité inférieure à condition de payer le moins possible.

De ce que le besoin nourriture se satisfait par une série de dépenses nombreuses, mais dont chacune est peu importante, il résulte encore qu'il *est le plus difficile à limiter*. Les prix des aliments sont très déterminés, et prévisibles dans le détail. Mais on calcule bien mieux d'avance ce qu'on dépensera pour le logement ou le vêtement, dans une année, que ce qu'on dépensera pour se nourrir, même pour un mois. Si un ménage fixait d'abord *ne varietur* la part de son revenu consacrée à son loyer, et la part qu'il en réserve pour son habillement, il resterait sans doute les « autres besoins », et il serait difficile de répartir le reste, d'avance, entre ceux-ci et le besoin nourriture. Mais, en outre, le revenu n'est pas entièrement déterminé ; et il reste, d'ailleurs toujours possible en cours d'année de diminuer les dépenses loyer et vêtement. La dépense nourriture peut donc varier, et son niveau se déplacer entre ce qui est strictement nécessaire pour vivre, et ce qu'on peut lui consacrer en comprimant à l'extrême tous les autres besoins. – Or nous avons déjà indiqué une raison pour que la dépense nourriture s'accroisse : les acheteurs de denrées alimentaires pensent le plus souvent qu'ils en donnent le juste prix, et reçoivent exactement l'équivalent de l'argent qu'ils donnent. Mais, surtout, ils peuvent croire que s'ils dépensent trop, étant donné leur revenu, en

aliments, il leur sera possible assez vite, peut-être dès la semaine suivante, de rétablir l'équilibre en dépensant moins. Il n'en est pas ainsi de la dépense vêtement, encore moins de la dépense logement. C'est seulement lorsqu'ils auront besoin d'un autre habit, c'est-à-dire dans six mois ou un an, c'est seulement lorsqu'ils déménageront (et on hésite à déménager souvent), qu'ils pourront, par un effort d'économie, compenser un excès de dépense sur ces chapitres. Ainsi s'explique, dans ces cas, leur prudence accrue, et l'espèce d'insouciance, au contraire, qui préside parfois à leurs acquisitions alimentaires. Mais ce calcul est souvent déjoué. On ne s'habitue pas impunément à une consommation dispendieuse : des tendances et des goûts se développent alors qu'il est bien malaisé de ne plus satisfaire. Si bien que le besoin nourriture, en raison seulement de ce que nous avons appelé sa forme, parce qu'il réclame une série de petites satisfactions très rapprochées dans le temps, risque sans cesse de se dépasser, et de rompre l'équilibre du budget. Cela doit être vrai à un moindre degré du besoin vêtement, à un moindre degré encore du besoin logement.

Ainsi, à ne considérer que leur forme, c'est-à-dire la fréquence de leurs sollicitations, et l'importance relative de chacune de leurs satisfactions, les besoins se répartissent bien en quatre catégories essentielles. Elles ont une signification et comme un contenu social. Une telle classification des besoins est donc l'œuvre de la société. Elle s'explique par la nécessité qui s'impose aux hommes, en vertu de la vie sociale, de prévoir, de calculer d'avance l'étendue de leurs dépenses, afin de satisfaire tous leurs besoins dans la mesure où les satisfont les membres de leurs groupes. Une prévision de ce genre suppose qu'on a distingué les besoins qui réclament d'être satisfaits quotidiennement, et ceux qui le sont à intervalles plus ou moins éloignés, mais en tout cas moins rapprochés. D'autre part, cette classification exprime déjà le caractère plus ou moins social de ces besoins. Qu'est-ce, en effet, que cette tendance à se dépasser, parce qu'il s'éparpille en une quantité de désirs mal rattachés, et qu'il est difficile d'envisager d'ensemble, qui caractérise le besoin nourriture, si ce n'est l'effort des instincts naturels en vue d'échapper aux règles, aux limitations, à l'organisation que la société voudrait leur imposer ? Et qu'est-ce que cette tendance à limiter le plus possible les besoins vêtement et logement, si ce n'est un effort en vue d'éliminer de ces besoins, et des objets qui les satisfont, tout ce qui est social pour les ramener autant que possible à n'être que le besoin naturel d'un abri, et d'une couverture ? Fixer un minimum pour le vêtement et le logement, et consacrer tout le reste de ce qu'on gagne à la nourriture, c'est le plus bas degré de la prévision, la forme la plus rudimentaire de la vie sociale. Plus donc est longue l'échéance de la prévision que réclament les besoins, plus ceux-ci peuvent être dits sociaux.

## B. – La matière des besoins

[Retour à la table des matières](#)

Envisageons maintenant la matière de ces besoins. Nous distinguerons les objets auxquels ils s'appliquent, et les raisons pour lesquelles les sujets les recherchent, c'est-à-dire la signification et la valeur qu'ils y attachent, l'espèce de satisfaction qu'ils en attendent, ce qu'on pourrait appeler les principes ou les motifs de ces besoins.

### 1° Les objets des besoins

La société n'oblige pas seulement les individus à user de prévoyance lorsqu'ils satisfont leurs besoins ; elle détermine aussi pour eux, d'avance, l'espèce et la quantité des objets entre lesquels ils devront choisir. Nous n'insisterons pas sur ce point. Bernard Shaw, dans un opuscule intitulé *Socialism for millionaires*, plaint les hommes les plus riches de ce que, dans les sociétés modernes, les commerçants et industriels, les fabricants d'automobiles, les tailleurs ne songent pas spécialement à eux, mais offrent à la consommation des articles qu'ils doivent écouler dans des groupes étendus, et d'un nombre limité de types. L'homme riche pourrait acheter une plus grande quantité de vêtements, de meubles, etc., que les autres : mais, de plus en plus, ce sont des vêtements de même coupe, des meubles de même fabrication que ceux que des hommes moins riches se procurent. Cela n'est exact qu'en partie. Il reste incontestable qu'avec la disparition des coutumes locales, et le progrès de la grande industrie, les aliments, les vêtements, les logements, les meubles, au moins à l'intérieur de groupes étendus, tendent à s'uniformiser.

On peut imaginer, et il y a eu sans doute des organisations économiques où des hommes que leurs tempéraments, leurs constitutions physiologiques différencient, réclamaient des artisans et marchands une variété d'articles en rapport avec la diversité de leurs goûts. On conçoit que, dans une importante cité où n'ont pu encore se développer les grands magasins, chacun choisisse ses fournisseurs. Même alors, comme les petits commerçants sont bien moins nombreux que les clients, cela impose aux goûts et préférences de ceux-ci, déjà, certaines limites. Mais partout où la grande industrie,

les grands magasins satisfont le plus grand nombre des consommateurs, ces limites se resserrent, et il faut à la fois du loisir, et comme des aptitudes particulières, pour conserver et satisfaire des goûts originaux. – En réalité, la masse cède, modifie ses besoins, les adapte à ces conditions nouvelles. Elle ne perd pas sans doute toute capacité de réagir : les produits nouveaux qu'on lui propose doivent être en un certain rapport assez étroit, avec ses goûts habituels, et avec sa puissance pécuniaire. Mais si elle résiste, c'est toujours en reportant ses préférences sur des articles qu'elle connaît déjà, qu'elle a abandonnés depuis plus ou moins de temps : elle se résigne à tourner dans un cercle de besoins socialement déterminés. Et, le plus souvent, elle ne résiste pas. Il semble que, d'avoir déjà sacrifié une partie de ses goûts individuels, c'est-à-dire modifié ses dispositions physiologiques en bien des sens, suivant les variations de la mode et de l'industrie, cela n'ait fait qu'accroître sa plasticité.

Les conséquences en sont assez remarquables. C'est d'abord, à mesure qu'on s'élève à des parties de la société plus « intégrées », une indifférence croissante par rapport aux satisfactions que l'organisme doit retirer de la nourriture, de l'habillement, du logement, ou aux inconvénients physiologiques à en attendre. Une telle proposition n'est point paradoxale.

On objectera la préoccupation qui se fait jour de plus en plus, dans les hautes classes, de l'hygiène, du développement physique. On suit des régimes alimentaires, on se prive d'alcool, etc. ; on aère les pièces jour et nuit ; on couvre le moins possible les enfants, on s'endurcit à sortir sans pardessus ; l'importance croissante des exercices physiques, la mode des sports d'hiver expriment la même tendance. Mais qu'est-ce qui nous prouve que ces habitudes nouvelles ne sont pas d'origine sociale ? Est-ce le corps qui se porte spontanément à de telles démarches, parce qu'elles lui sont agréables ? Nous ne nous demandons pas si ce genre de vie est, en fait, favorable à la santé, à l'équilibre physique et moral. Spencer, dans son livre *De l'éducation*, trouve absurdes ces pratiques nouvelles. Pour lui, le régime végétarien est débilitant ; les petits paysans joufflus et roses n'ont que l'apparence de la force ; à faire aller les enfants presque nus on leur ôte, sous forme de chaleur rayonnante, une forte part de leur énergie vitale. Il est au reste curieux que l'individualiste le plus caractérisé du XIX<sup>e</sup> siècle prenne aussi délibérément le contre-pied de la thèse soutenue au XVIII<sup>e</sup> siècle par Rousseau. Peut-être se laisse-t-il entraîner précisément par son hostilité à l'égard des habitudes sociales quelles qu'elles soient, comme Rousseau jadis. En admettant qu'il ait tort, et que ces nouvelles coutumes soient conformes à la physiologie, c'est de la science, c'est-à-dire d'un ensemble de propositions que la société a formulées, et qu'elle accepte, qu'elles dériveraient, non de la « nature » et de l'instinct. Mais ce n'est certainement pas de la science seule.

Thorstein-Veblen a brillamment soutenu la thèse que les riches veulent avant tout montrer, par la façon dont ils se nourrissent, s'habillent et se logent, qu'ils ne travaillent pas, qu'ils ont des loisirs<sup>1</sup>. Ainsi s'expliquerait que les repas des riches fatiguent l'estomac, alourdissent et paralysent l'organisme, ou lui communiquent une surexcitation factice que suit une dépression, au lieu de le fortifier en vue d'une dépense d'énergie ; que les habits des riches soient peu pratiques, qu'ils gênent et engoncent, et empêchent de travailler de ses bras, et que leurs logements soient plus luxueux parfois que vraiment salubres et confortables ; que l'idéal pour les femmes et les jeunes filles ait été longtemps la maigreur, une apparence de débilité, une contexture frêle et délicate, et que la forte carrure et la santé trop éclatante ait passé chez les hommes pour un signe de lourdeur et de vulgarité. Si ces préjugés sont en voie de disparaître, c'est, sans doute, que les conditions sociales se sont elles-mêmes modifiées. Autrefois, l'opposition était, surtout entre les paysans et artisans, qui travaillaient en plein air, aux champs ou dans de petits ateliers bien ouverts sur la rue, et la noblesse dont la vie s'écoulait plus recluse, en des châteaux, des palais, des appartements où l'air et la lumière ne pénétraient point à flots. D'autre part, l'exercice des facultés intellectuelles devait passer pour un luxe ; entre la vie intérieure et la vie naturelle la distinction était d'autant plus tranchée qu'elle était presque une distinction de classe, et l'une devait se manifester le mieux par l'arrêt ou le ralentissement de l'autre. Mais, depuis le développement de la grande industrie, et la formation d'une classe ouvrière, de tels contrastes d'apparence et de vie ont perdu leur signification. Les ouvriers qui passent la plus grande partie du jour à l'usine, dans l'atmosphère épaisse et viciée des machines, ne retrouvent pas au dehors, dans les quartiers urbains où ils s'entassent, l'air et la lumière des champs. Un travail plus intense, plus monotone, les exténue, et leur épuisement, comme leurs conditions de vie et de travail mauvaises, se lisent sur leur visage fatigué, aux traits tirés, mettent leur marque sur tout leur corps trop souvent anémié et débile. Puisque les hommes des basses classes montrent des « visages intéressants », et que les femmes des basses classes, les ouvrières confinées tout le jour et mal nourries, se distinguent par la finesse de leur taille et leur teint pâle, il est nécessaire que l'idéal des hautes classes se transforme. À présent, ce qui prouve la fortune et le loisir, c'est l'apparence de vigueur et de santé, c'est qu'on a pu consacrer beaucoup de temps et de peine aux sports les plus variés. Que, le plus souvent, le bien-être réel soit hors de cause, qu'on ne tienne pas avant tout à atteindre un heureux équilibre des facultés, c'est ce qui résulte des exagérations mêmes de ces goûts. Il y a des performances excessives, qui sont de réelles déformations. Bien des hommes consacrent à ces exercices un temps et une activité qu'ils auraient plus agréablement dépensés en travaux et distractions de nature plus intellectuelle. Mais la conscience de classe y trouve son compte. Quant au travail intellectuel, il a perdu beaucoup de son prestige, depuis que cette culture s'étend à plus d'hommes, depuis qu'elle est devenue surtout un moyen en vue de fins utilitaires.

---

<sup>1</sup> Thorstein Veblen, *The Theory of the leisure class*. New-York, 1899.

En somme, et à travers toutes ces transformations, l'ouvrier continue à suivre et satisfaire ses appétits organiques plus que l'homme des hautes classes. Celui-ci réfléchit bien plus, quand il mange, et se défie bien plus de ses goûts. Il accepterait avec moins de répugnance de se nourrir de pâtes ou de concentrés insipides préparés par les chimistes. On dira que, dans ses vêtements de forme et d'étoffe plus variée, moins rudes et plus légers et souples, mieux adaptés à ses diverses fonctions ou inactivités, il se sent plus à l'aise, et que son logement, meublé, éclairé, chauffé à son goût, plus confortable et plaisant à l'œil, exprime mieux son originalité. Mais cette aisance n'est atteinte qu'au prix de beaucoup d'étude et de contrainte : c'est l'adaptation à la société, ce n'est point la satisfaction de l'organisme. Dans ses vêtements plus durables, moins dépendants de la mode, mais auxquels il est vite habitué, ou plutôt auxquels il donne les plis et la forme qui lui conviennent, l'ouvrier paraît moins élégant, mais moins gêné : plus ajustés que la blouse, ils lui laissent à peu près le même jeu. Qu'est-ce qu'il y a de comique, dans une assemblée d'ouvriers vêtus en bourgeois ? C'est, sans doute, « du mécanique plaqué sur du vivant », mais, plus précisément, de l'individuel qui ne veut pas se mouler sur le social, des originalités physiques qui ressortent d'autant plus qu'on a la prétention de les effacer. – Ces originalités sont de toute autre espèce que celle d'un intérieur aisé, qui n'est faite que de social. Bien monotones et réduits sont les besoins physiques auxquels satisfait le logement : s'asseoir, se coucher, posséder un local pour y manger, pour s'y chauffer en hiver, pour s'isoler de la rue et des étrangers ; dès qu'on pénètre dans un intérieur ouvrier, ce sont bien eux qu'on évoque d'abord, et l'on reconnaît sans peine leur espèce et leur intensité, et si les habitants sont rudes, ou si leur corps plus délicat réclame des sièges et un lit plus moelleux, plus ou moins de lumière, et d'éloignement des bruits du dehors ; à côté de cela, le luxe relatif, les commodités sociales proprement dites passent au second rang. Au contraire, dans un intérieur riche, ce qui concerne les besoins physiques en tant que tels frappe beaucoup moins, et l'attention se porte sur la richesse et l'élégance du mobilier, le goût dont témoigne l'aménagement des diverses pièces, sur tout ce qui est disposé là en vue de satisfaire les besoins sociaux. C'est ainsi que quand on visite la chambre à coucher de quelque prince, on ne se demande guère s'il y dormait bien, s'il y était bien chauffé et éclairé : on regarde le brocart des fauteuils, les tapisseries et les tableaux, les glaces.

Ainsi, à mesure qu'on passe à des groupes où la vie sociale est plus intense, mieux organisée, plus compliquée, à mesure aussi on voit les besoins se vider de tout leur contenu « primitif », s'émousser, et presque s'évanouir les impressions organiques naturelles et les satisfactions qui en dérivent. Il arrive qu'elles disparaissent plus en droit qu'en fait, et que la nature prenne sa revanche. Que la société commande de les oublier, et de leur en substituer d'autres qui ne se rattachent parfois aux premières que

faiblement, qu'elle réussisse en somme à déformer et façonner à son gré la sensibilité physique des hommes, c'est en tout cas, ce qui paraît incontestable.

Mais, et c'est une autre conséquence de cette plasticité sensible, la vie sociale enrichit peut-être la vie organique, alors qu'elle ne paraît que l'appauvrir. Elle crée, presque de toutes pièces, des appétits et des satisfactions organiques nouvelles. Le goût de beaucoup de mets compliqués et rares, de vins de choix, etc., est, dans beaucoup de cas, acquis : c'est que l'habitude a développé des tendances vagues, imposé des directions à toute une partie indéterminée de notre sensibilité. De même, on éprouve un bien-être physique à se sentir couvert de linge propre. Le plaisir que donne un intérieur bien tenu, où, dans les formes et les couleurs, tout est ordre et harmonie, est, dans une large mesure, physique. Si l'on retournait à la barbarie ou à la sauvagerie, si les règles et les usages sociaux disparaissaient, ils emporteraient sans doute avec eux ces sensations physiques artificielles ; leur prédominance ne s'explique donc que par la pression sociale. Mais les sensations plus vulgaires, qui accompagnent la satisfaction de goûts moins raffinés, bien qu'elles soient appauvries et affaiblies, tirent une nouvelle force, et reçoivent comme un contenu nouveau, de leur mise en rapport avec ces sensations nouvelles. Dans les menus des ménages riches, les aliments les plus simples reparaissent et sont d'autant plus appréciés ; les vêtements de maison, et, dans un logement luxueux, les pièces meublées plus simplement, où tout est sacrifié au confort, les *rocking-chairs* à côté des chaises dures et des fauteuils fragiles, satisfont des besoins apparemment physiques. Au reste il ne faut pas interpréter tout ce côté de la vie sociale comme une survivance du primitif dans le social, comme le signe d'un besoin périodique qu'éprouverait l'homme de la société d'oublier celle-ci, et les contraintes qu'elle lui impose. Cet ordre de sensations est devenu lui-même artificiel, et tout le plaisir qu'elles donnent naît le plus souvent de leur contraste avec des sensations plus raffinées. Surtout, sur ces objets aussi la société met sa marque : que des mets ordinaires, et qui sont l'ordinaire des ouvriers, soient préparés avec plus d'art, et servis dans une vaisselle plus luxueuse, qu'une robe de chambre, un peignoir, un veton d'intérieur témoignent de quelque recherche, qu'un boudoir, un cabinet de travail soient de style, cela montre que, pour être admis en la société des autres, les besoins organiques et naturels doivent se déguiser et s'accoutrer.

Quoi qu'il en soit, la vie sociale élargit singulièrement notre sensibilité physique, parce qu'elle combine et rattache en ensembles assez systématiques des sensations d'ordre, de nature et d'intensité très diverses. Un aliment n'est plus apprécié en lui-même seulement, mais aussi pour sa place et son rôle dans un repas, tout de même que chaque détail d'un habillement est mis en valeur par son rapport avec les autres et tout l'ensemble. Il ne suffit pas qu'un meuble soit commode et élégant, il doit faire bien là où il est. Ainsi rattachées, les diverses sensations se renforcent : c'est ce qui s'appelle faire l'éducation de son palais, ou s'il s'agit du mobilier ou du vêtement) de son goût.



Grâce à cette discipline, l'homme cultivé et l'homme riche découvrent en eux des possibilités toujours élargies de sentir. À compliquer et multiplier ainsi nos besoins, à éparpiller nos désirs sur un nombre croissant d'objets, la société nous soustrait de plus en plus à l'empire exclusif d'un besoin ou d'un goût prédominant. Nous sommes conduits de plus en plus à rechercher non pas un plaisir, mais un ensemble de plaisirs bien harmonisés, et nos préférences sont communes à tout le groupe de ceux qui s'y attachent. Comme ces ensembles expriment d'ailleurs une expérience sociale qui nous dépasse, nous devenons capables d'éprouver et de goûter toutes les sensations qui s'y trouvent comprises, et dont certaines sont nouvelles pour nous. Rien ne montre mieux l'influence de la société, que cette substitution, à des besoins isolés, individuels, qui se succèdent et se supplantent suivant les dispositions de l'organisme, de systèmes de besoins communs à tout un ensemble d'hommes, qui s'impliquent et se renforcent, et sont aussi solidaires l'un de l'autre que des plantes dont les racines s'entremêlent : forme commune de la sensibilité organique dans le groupe tout entier.

Alors, non seulement les objets que la société nous offre évoquent de moins en moins les sensations physiques qu'ils procureraient à des individus isolés, et sous l'empire des seules impulsions primitives, mais encore nous nous représentons, à propos d'eux, tout un ensemble d'objets auxquels ils sont liés pour nous, et la satisfaction que nous en attendons nous paraît inséparable de celle que nous procurerait cet ensemble. Quels sont ces systèmes de besoins, quels principes en expliquent la constitution ? C'est ce que nous allons maintenant rechercher. En tout cas, qu'ils existent dans la société, que les diverses tendances comprises dans le besoin nourriture se rattachent et se lient, et de même les tendances comprises dans le besoin vêtement, et dans le besoin logement, parce que les hommes forment des groupes, c'est une nouvelle preuve que chacun de ces besoins possède une unité, et que celle-ci est de nature sociale.

## 2° les principes des besoins

[Retour à la table des matières](#)

Dire d'un besoin qu'il est social, cela pourrait signifier qu'il est la résultante et la moyenne des besoins de plusieurs individus. Ce n'est pas ainsi que nous l'entendons. Sans doute, puisqu'une famille comprend plusieurs membres, et que les commerçants mettent en vente des objets qui doivent convenir à tout un groupe, il s'exercera, des goûts des uns sur ceux des autres, toute une série d'actions et de réactions. Mais il n'y

a aucune raison pour que les besoins des uns, des plus nombreux, des plus forts, l'emportent, ou qu'ils en viennent avec les autres à une sorte de compromis, tant que ne s'est pas dégagée parmi eux, et imposée à eux, la représentation du groupe lui-même et de ce qui lui convient. Quand un ménage décide de se nourrir, de se vêtir, et de se loger de telle façon, il y a bien entre le père et la mère, et, encore, d'autres parents ou des enfants âgés, un échange de remarques, quelquefois des discussions et une entente : mais ce qui domine tout cela, et ce sur quoi ils finissent ou commencent par s'accorder, c'est l'idée de ce qui convient à la famille envisagée comme un tout.

Maintenant, nous devons encore admettre que ce sentiment social peut exister de deux façons, comme en deux « lieux » différents, suivant qu'il se renferme à l'intérieur du groupe familial, que les membres de celui-ci, qui accomplissent ou décident ses divers actes de consommation, songent à l'idée que la famille se fait et doit continuer à se faire de son rang social – ou qu'il en sort, c'est-à-dire que ces mêmes membres songent à l'appréciation des membres du groupe social plus étendu dont la famille n'est qu'une partie.

Il y a en effet d'étroits rapports entre les sentiments familiaux et les sentiments de classe. On considère communément que tous les membres d'une famille, au moins tant qu'ils vivent ensemble, font partie d'une même classe, sont à un même niveau. Comment en pourrait-il être autrement, puisque le rang social se manifeste surtout par les conditions de nourriture, de logement, d'habitation, et que celles-ci sont les mêmes pour toute la famille *stricto sensu* ? Et comme c'est une large partie du bonheur de l'homme que de se rattacher à un groupe de condition élevée, comme, d'ailleurs, le sentiment d'être d'un même monde ou d'un même milieu crée un lien nouveau entre les hommes, il est naturel que les membres de la famille, dans la mesure où ils s'aiment les uns les autres et sont préoccupés de fortifier la solidarité de leur groupe, se classent tous comme indivisément, et par un même jugement, dans la société, et tendent d'un effort commun à maintenir leur famille à son rang.

Cela se manifeste, dans la vie courante familiale, par une des fonctions de ce groupe, qui est de donner aux enfants une éducation appropriée. Ce qui explique que les manières, le langage, les idées et jugements, et toutes les coutumes, qui sont comme les supports, et en tout cas les signes immédiats de la conscience de classe, se conservent avec une telle ténacité et une telle pureté chez les individus, c'est précisément qu'ils leur ont été appris de bonne heure dans la famille, et qu'ils tirent une partie de leur substance des sentiments de famille eux-mêmes. Cette fonction de la famille se développe parfois à un tel degré qu'elle en devient l'essentiel, et qu'elle ne laisse plus assez de place aux sentiments individuels : des parents se privent de la présence de leurs enfants, parce que cela est nécessaire pour que ceux-ci conservent leur rang social ; à l'intérieur de la famille, il s'introduit parfois des habitudes de politesse un peu froide,

et d'apparente indifférence, simplement parce que cela paraît de bon ton. Il est inutile d'insister sur les cas où le sentiment de classe est assez fort pour maintenir à lui tout seul la cohésion de la famille (soit entre deux conjoints, soit entre les enfants et les parents), ou quelquefois pour l'amputer d'un de ses membres (au cas d'une mésalliance). D'autres fois, le sentiment de classe est au contraire dans le prolongement exact des sentiments familiaux, les développe et les intensifie jusqu'à l'extrême : une famille s'imposera des sacrifices désespérés pour empêcher qu'un de ses membres ne se déclasse, pour obtenir, encore, qu'un de ses membres se hausse à un niveau plus élevé, comme s'il devait y entraîner les siens (ce qui arrive parfois). Est-ce à un sentiment de classe, ou à une forme du sentiment familial, et n'est-ce pas à tous les deux, qu'obéit un homme qui s'astreint à un travail excessif et à de rudes privations, pour que sa femme soit vêtue luxueusement ? Il lui délègue en quelque sorte le soin de représenter au dehors le rang de la famille, mais en même temps il lui procure des satisfactions incontestables de vanité.

Le plus souvent, lorsqu'un individu s'élève ou s'efforce de s'élever à une situation sociale qui n'est pas celle où se trouvent les membres de sa famille, on constate qu'en même temps son attachement à celle-ci est singulièrement affaibli. Bien des hommes se sentent gênés dans leur effort pour s'adapter à un monde, à une famille, ou à un groupe social quelconque nouveau où ils entrent, par leur origine, par leurs rapports de parenté, et en veulent aux leurs de l'éducation incomplète, et insuffisante pour leurs fins actuelles, qu'ils en ont reçue. Il faut rapprocher de ces cas ceux où un membre d'une famille, sans en sortir en fait, semble sacrifier le bien-être et jusqu'au nécessaire des siens à la satisfaction d'appétits ou de passions en apparence individuelles : le chef de famille qui dépense en alcool une forte part de son revenu, la femme éprise de robes et objets de toilette de prix. Le plus souvent, ces goûts ne sont individuels qu'en apparence. L'alcoolique le devient à force de fréquenter le cabaret ; il préfère à la société des siens celle de ses camarades, aux joies de famille celles de la rue, où il se trouve dans des groupes moins consistants, plus éphémères, mais sociaux aussi. La femme est coquette pour la rue, de même ; elle tient à imposer une certaine espèce de considération à la foule qu'elle coudoie, au cercle de ses relations. Il se peut, d'ailleurs, qu'on soit entraîné à ces excès, dont souffre toute la famille, en son bien-être et sa solidarité, par le souci initial de représenter dignement celle-ci aux yeux des autres, qu'un homme ne prenne l'habitude de la boisson que pour avoir voulu trop souvent « traiter » les autres, et la femme, le goût du luxe des vêtements, que pour avoir trop tenu à faire figure de ménagère cossue. C'est un sentiment de classe et un sentiment de famille mal entendus qui sont à l'origine de telles déviations, et ce n'est qu'au moment où l'un et l'autre meurent que l'on peut parler d'appétits ou de vices purement individuels. Dans leur corruption même, ces deux sentiments restent solidaires.

Ainsi, les membres d'une famille peuvent désirer que celle-ci ait une certaine idée de son rang dans la société, ou que la société ait une certaine idée du rang de cette famille. Si ces deux désirs, ou tendances sont parfois étroitement liés, il importe de les distinguer quand nous parlons des principes de nos besoins : il peut en effet arriver que ces tendances, et par suite ces principes, s'opposent ; en tout cas, ils se limitent toujours mutuellement.

\*

\* \*

Quand un ménage règle sa dépense nourriture, et choisit ses aliments, il semble qu'il se préoccupe assez peu de l'appréciation des autres. – Sans doute, il y a des repas où l'on invite des étrangers ; entre ces repas et ceux de chaque jour, l'écart paraît devoir être au moins aussi grand dans la classe ouvrière que dans la classe bourgeoise, parce que la qualité et l'abondance des mets sont le principal moyen, pour un ouvrier, d'afficher un train de vie un peu large (la vaisselle, le mobilier, le service, l'appartement y suppléent en partie dans l'autre classe), et aussi parce que la satisfaction personnelle que tire le ménage lui-même d'un bon repas est plus forte ici que là. Resterait à connaître la fréquence de ces repas où l'on invite, et leur influence sur la nourriture habituelle : ils développent peut-être le besoin nourriture, mais en même temps, par les dépenses plus fortes qu'ils occasionnent, ils obligent davantage à le limiter. En somme, ils s'expliquent plutôt par les habitudes alimentaires du ménage qu'ils ne contribuent à former celles-ci. – D'autre part, le ménage ouvrier n'est point protégé contre la curiosité des autres par le double obstacle des escaliers de service, et des domestiques. C'est la ménagère qui fait elle-même les achats. Elle rencontre dans les boutiques, et dans la maison même, d'autres ménagères. Comme la nourriture occupe en général, dans la pensée des ouvriers, une place plus importante que dans celle d'autres hommes, ils en parlent davantage entre eux. Autant de raisons pour qu'ils soient souvent mis au courant de ce que mangent leurs voisins ou leurs amis, qu'ils se scandalisent de leurs excès, leur reprochent leur parcimonie, aient pitié de leur pauvreté, et pour que ceux-ci en tiennent compte. Toutefois, ces informations sont le plus souvent lacunaires ; elles contribuent plutôt à entretenir, dans le groupe où elles s'échangent, une opinion générale sur l'espèce de nourriture qui convient ; il est facile de donner le change aux indiscrets, et d'échapper souvent aux investigations malveillantes. – Bien plus important est le jugement que la famille porte sur elle-même à l'occasion des aliments qu'elle consomme.

Pour l'ouvrier, entre les heures qu'il passe au travail le matin et l'après-midi (quand il rentre chez lui pour déjeuner), entre celles-ci et celles qu'il consacre au sommeil, l'essentiel de la vie de famille paraît bien le repas pris en commun avec la femme et les

enfants. Pour la femme, qu'elle travaille ou non au dehors, la préparation des repas est l'occupation domestique essentielle. Pour les enfants, qu'ils soient à l'école, jouent au dehors, commencent leur apprentissage, l'heure des repas est celle où ils se retrouvent avec leurs parents. La table de famille, où le père, au retour du travail de l'usine, a la place d'honneur, et ces repas préparés surtout d'après ses goûts et ses préférences, symbolisent périodiquement son autorité de chef du groupe. Toutes les solennités familiales, les fêtes, les jours de repos sont marqués surtout par des repas plus substantiels et meilleurs. Les pays où la poésie de la vie de famille est le plus goûtée et le plus répandue sont aussi ceux où les écrivains ont le moins hésité à décrire avec sentiment les mets dont se nourrissent les ménages modestes, à célébrer les aptitudes culinaires des femmes, à s'attendrir sur les joies simples des enfants groupés autour de la table.

Sous ce lyrisme, on trouverait une appréciation assez juste de tout ce que représente, pour l'ouvrier, le repas pris en famille. C'est d'abord, sans doute, la satisfaction égoïste qu'il éprouve à réparer ses forces. Mais tandis qu'au travail, et lorsqu'il dépense de l'énergie, l'ouvrier, nous l'avons dit, perd de vue la société, se trouve seul en face des choses, prend conscience de son isolement, et d'être surtout un instrument matériel et mécanique engagé dans la nature brute, lorsque, sous forme d'aliments, il recouvre de nouvelles forces, il oublie momentanément l'usine, le travail, et que c'est pour retourner dans celle-ci et continuer celui-là qu'il doit renouveler sa substance. Du moins, il tend à y parvenir. Précisément parce qu'il y a un rapport entre la consommation d'aliments, et le travail de l'ouvrier, si celui-ci n'envisage dans le fait de se nourrir, que l'obligation de se refaire en vue du travail, ses repas deviendront comme une pièce et un complément nécessaires de ses opérations productrices, et c'est la vie de l'usine qui pénétrera profondément dans la vie sociale, sans s'y confondre. Mais cela est pénible. Pour oublier ce rapport, il faut séparer en pensée les deux phases solidaires, considérer que la consommation est en elle-même une fin, et que l'ouvrier travaille en vue de se nourrir, non qu'il se nourrit en vue de travailler.

Il faut donc que les repas se présentent de plus en plus sous un aspect social, et non matériel, et qu'ils soient pour l'ouvrier l'occasion et le moyen essentiel de rentrer dans la société. Même s'il les prenait seul, il y parviendrait, parce que, nous l'avons vu, les tendances qu'on groupe sous le nom « besoin nourriture », et les objets qui les satisfont, sont, dans une large mesure, l'œuvre de la société. Quand il choisit chez les commerçants ses aliments, quand les mets lui sont présentés, il n'évoque point, comme l'y engage Adam Smith, toutes les activités qui ont collaboré pour les créer et les préparer, et toute la division des travaux qu'ils supposent ; mais il en a un sentiment vague. Il sait que l'ordre des repas, l'habitude de consommer certaines nourritures, et le prix qu'on attribue à chacune d'elles, sont de véritables institutions sociales. Lorsqu'il mange en se conformant aux usages de la société, il prend conscience de

participer à une vaste vie collective, extérieure, dans ses représentations et ses fins, au travail productif matériel et extra-social.

Ce sentiment s'intensifie, lorsque au lieu d'arrêter sa pensée sur lui, seul, il la reporte sur les siens. La famille est l'unité consommatrice par excellence ; on peut même dire que consommer est sa fonction sociale essentielle, la seule qui manifeste au dehors sa réalité. Car ce n'est pas comme famille qu'elle travaille (dans notre système économique), alors même que tous ses membres iraient à l'usine. Aussi, comme chef de famille, l'ouvrier prend le mieux conscience d'être un membre de la société. Il n'obéit pas à l'instinct animal (le plus remarquable) qui porte la mère à assurer la subsistance de ses petits, mais au besoin social d'assurer à sa famille (où il se confond) et de lui conserver sa place et son rang dans la société. Il n'y a point de famille, nous l'avons vu, sans un sentiment de classe commun à tous ses membres. Un certain niveau de consommation, l'habitude d'une alimentation à la fois aussi régulière et variée que possible, où les aliments de qualités diverses se trouvent en des proportions définies, servent le mieux à entretenir dans le groupe domestique le sentiment de sa situation sociale. Au sortir de l'usine, où sa place est déterminée par des considérations de mécanique, l'ouvrier a besoin de retrouver dans la société une autre place, qui est déterminée par des règles collectives, c'est-à-dire son rang, et il prend conscience de ne point l'avoir perdu, s'il participe aux biens de la société dans la même mesure et sous la même forme que ceux qui y prétendent comme lui. Mais il se sent en même temps obligé d'y élever avec lui tous les siens, c'est-à-dire de donner à tous les siens le sentiment qu'ils s'y élèvent, ou y demeurent. – Tel est bien le principe dont tendent à s'inspirer les ouvriers, lorsqu'ils se nourrissent.

\*

\* \*

On ne peut pas soutenir sérieusement que le plus grand nombre des logements habités par les ouvriers dans les grandes villes aient été construits ou transformés en vue de satisfaire leurs besoins. Une quantité d'ouvriers sont installés dans des maisons vieilles, délabrées, vieux hôtels et vieilles maisons bourgeoises « désaffectées », construites à une époque où l'on tenait moins qu'aujourd'hui à l'air et à la lumière. Des cloisons subdivisent les anciens logements où les familles d'autrefois s'espaçaient. D'autres occupent les mansardes, ou les étages les plus élevés, ou les logements sur la cour, qui sont comme les dépendances des maisons plus modernes, des appartements en façade loués à des ménages plus aisés. Sans doute de telles conditions correspondent à la phase transitoire traversée par la plupart des grandes villes, où la population augmente, et où les propriétaires trouvent avantage à ne construire que très lentement

de nouveaux immeubles, afin d'exploiter à plein ceux qui existent déjà. Nous avons expliqué ailleurs <sup>1</sup> pourquoi l'effort des constructeurs s'est plutôt porté sur les quartiers riches, et quelle routine a présidé à la formation des quartiers qu'habitent les ouvriers, à Paris. Mais il en a été de même dans quantité d'autres grandes villes. Là où, systématiquement, on a voulu construire des maisons pour les ouvriers (nous ne parlons point de l'œuvre des sociétés de maisons à bon marché, bien trop négligeable), on a considéré que ceux-ci tenaient avant tout au bas loyer, le moins au confort, à la propreté, à la salubrité, à l'élégance ; et les maisons nouvelles, plus imposantes peut-être de façade, ne contiennent guère de logements qui diffèrent beaucoup de ceux que les ouvriers peuvent trouver en d'anciens quartiers.

Nous nous demandions, dans le même ouvrage, s'il n'aurait pas été possible de faire, sous ce rapport, l'éducation des ouvriers, qui n'ont pas l'expérience de meilleures conditions de logement, et qui, l'ayant, auraient consenti peut-être, pour un logement bien plus confortable, à payer un loyer légèrement plus élevé. Mais, en Europe au moins, on ne l'a pas tenté sur une échelle suffisamment vaste. Et on aperçoit bien quelques raisons de cette passivité ouvrière. C'est d'abord que les loyers sont très élevés, que la formation d'une classe ouvrière étendue et compacte a précipité de plus en plus leur mouvement de hausse, et que l'on peut sans doute, moyennant un faible surplus de dépense, se donner le luxe d'une alimentation meilleure pour quelques jours, tandis que, pour être mieux logé, il faut un sacrifice plus sérieux et plus durable, devant lequel on recule en général. C'est ensuite que, tandis que la monotonie de « la table », le retour trop fréquent des mêmes aliments médiocres, est pénible, à vivre longtemps dans un même local, même étroit, pauvre et sordide, on finit par s'y accoutumer, par n'en plus sentir les inconvénients, par s'y attacher. Les psychologues distingueront l'habitude d'une nourriture de l'habitude d'un logement, en disant que, dans le premier cas, l'adaptation est passive, et, dans le second, active ; en effet, il y a toute une série de réactions motrices qui se doivent accorder avec la forme, les dimensions, l'ameublement du logement ; or il est toujours pénible de les modifier.

Enfin il reste incontestable que si, dans une ville, certaines rues tendent à être fréquentées par les gens riches, d'autres par des pauvres, aux heures où les ouvriers ne sont pas à l'usine, la rue est à eux, tandis que les non-ouvriers rentrent ou restent dans leurs maisons : de même que les classes tendent à s'isoler l'une de l'autre dans l'espace, de même aussi on trouverait que ce n'est pas aux mêmes moments de la journée, ni aux mêmes jours de la semaine, qu'elles se trouvent aux mêmes endroits. En tout cas, quand les ouvriers sont dans la rue, il semble qu'ils y demeurent plus volontiers que les hommes des autres classes. Peut-être y éprouvent-ils plus pleinement que dans leurs maisons le sentiment de la liberté et de la vie sociale reconquise, parce que leur

---

<sup>1</sup> *Les Expropriations et le prix des terrains à Paris, 1860-1900*, 1909, p. 386 sqq.

logement est étroit et fermé comme l'atelier, parce que leur sociabilité, si durement et longuement refoulée, se détend, et qu'au delà de la famille, c'est le groupe mouvant des hommes de leur classe, et même de toutes les classes, où ils aiment à se replonger. Tandis que les non-ouvriers affectent dans la rue une certaine réserve, parce qu'ils trouvent ailleurs des occasions multipliées de satisfaire leurs instincts sociaux, l'animation de la rue dans les quartiers ouvriers, au sortir des usines, s'explique par la raison inverse. La barrière qui sépare la vie sociale de l'autre, c'est la porte de l'usine plutôt que la porte de la maison. Il est alors inévitable qu'entre la rue et le logement les communications soient plus fréquentes, que la malpropreté et le bruit du dehors pénètrent au dedans, et que, des intérieurs, on se penche trop volontiers sur l'escalier et sur la cour, et sur toute la rumeur et l'agitation des voies populeuses. Peut-être est-ce en partie, au reste, parce que le logement est mal tenu et pauvre, que l'ouvrier s'attarde avant d'y rentrer. Par tout cela s'explique la facilité de l'ouvrier à s'accommoder d'un local d'habitation médiocre, et la faiblesse de ses revendications en matière de confort intérieur.

Pourtant, nous l'avons vu, il existe un rapport entre le chiffre du revenu et celui de la dépense logement. À mesure que les ouvriers gagnent davantage, ils augmentent, au moins dans la même proportion, le chiffre de leur loyer ; et il vient un moment où toute une partie d'entre eux au moins semblent s'apercevoir que cette dépense a été toujours trop réduite, où sa proportion même augmente. Quel est le principe de cette attitude ? Il est certainement social. Mais est-ce à la famille, est-ce à un groupe social plus étendu, que l'on consent ce sacrifice ?

L'habitation répond à des besoins assez divers, qu'il peut être intéressant de distinguer suivant qu'en leur forme sociale ils se laissent rattacher à l'un des deux principes ci-dessus dits. Bien qu'on puisse dormir en plein air, ou en un dortoir, ou dans une chambre, ailleurs que sur un lit, nous admettons que le besoin physique de dormir, sous l'influence de la société, tend à se satisfaire sur un lit, et dans une chambre réservée à la famille. Nous écarterons, comme médicale, la question du cubage d'air, dont ne s'occupent guère les ouvriers. Mais le nombre de personnes par pièce, et le nombre de personnes par lit, sont deux caractéristiques du niveau de vie d'un ménage : ces notions, de contenu social, sont à envisager d'abord. Quand trop de personnes sont entassées dans une pièce, qu'il n'y a pas assez de lits pour que chaque enfant en ait un, qu'il n'y a pas assez de chambres pour que les parents et les enfants, les garçons et les filles soient séparés, que là où les pièces ne sont même pas assez larges pour qu'un paravent y mette comme une amorce de cloison, il se développe dans le groupe des habitudes de promiscuité qui correspondent à un niveau social inférieur, et par suite à une cohésion diminuée de la famille. Au lieu que le logement soit un abri social, il redevient un lieu de vie animale, et comme une annexe de l'usine où l'homme se trouve hors de la société. La famille ne mérite son nom que dans la mesure où ses membres



trouvent en elle le moyen de transformer en besoins sociaux leurs impulsions physiologiques, c'est-à-dire de satisfaire leurs tendances dans des formes collectives. Le besoin de dormir purement et simplement n'est que physique, mais le besoin de dormir (de se coucher et de se lever) dans certaines conditions de propreté, d'isolement et de confort est social : substituer de plus en plus dans la famille les besoins sociaux aux besoins physiques, c'est multiplier les communications et rapports entre la famille et le groupe social auquel elle prétend se rattacher, c'est insérer de mieux en mieux le groupe familial dans les couches les plus hautes de la société où l'on peut atteindre.

C'est un progrès, en ce sens, que les individus ne se partagent pas un même lit et ne s'entassent point en une même pièce. Mais voici un principe plus général, qui, en même temps que cette tendance sociale à réserver à chaque membre de la famille une place indépendante, en explique d'autres encore : *la société tend à satisfaire isolément chaque espèce de besoin, chacune des tendances en lesquelles se décompose un besoin : d'une part elle divise des besoins qui se présentaient d'abord sous forme massive et non dégrossie, en séparant les lieux et les objets qui satisfont les tendances élémentaires confondues en eux ; d'autre part, à un objet ou à un lieu qui répondait d'abord à divers usages, elle substitue plusieurs objets et lieux dont chacun n'a plus qu'une fin propre.*

Un logement répond d'autant mieux à cette exigence sociale qu'il est plus spacieux, qu'il contient plus de pièces, et que, de ces pièces il est tiré un meilleur parti. Dans une chambre unique, où la famille s'entasse, on fait la cuisine, on mange, on dort, on reçoit les voisins ; la table où restent des débris de victuailles, le fourneau mobile, les lits et paillasses, les escabeaux et chaises, le baquet à lessive, les cuvettes et cruches (quand il y en a plusieurs), les coffres à linge et les vêtements, tout voisine en un désordre où l'on se reconnaît peut-être par habitude, mais où se reconnaît surtout l'absence de préoccupations sociales, et de toute idée de la société. Ce qui est trop visible dans ces conditions, c'est que la famille n'a ni le temps, ni le goût, ni les moyens de réfléchir avant de satisfaire ses besoins, comme une armée qui n'a pas su prévoir et séparer dans le temps ses rencontres avec plusieurs ennemis, mais doit leur livrer bataille à tous à la fois, sans méthode. Qu'il y ait, au contraire, dans un logement ouvrier, une cuisine, une salle où l'on mange (où l'on reçoit au besoin), une ou plusieurs chambres où l'on dort, une pièce de débarras : cela mesure le champ qui a été laissé, pour organiser la vie matérielle, à la réflexion collective, le degré de prévision où l'on s'est élevé, en distinguant les besoins, et en limitant d'avance chacun d'entre eux. D'ailleurs, le désordre et l'imprévoyance sont contagieux : comme ce n'est pas sans doute d'un même effort, et au même degré, qu'un ménage donnera la forme sociale à tous ses besoins, comme il importe que les avantages obtenus dans une direction ne soient pas compromis par l'exemple du retard où l'on est par ailleurs, et comme par un découragement général, il importe d'isoler ces besoins les uns des autres et de considérer chacun

comme une fin indépendante. Les uns tiendront à la propreté de leur cuisine, l'attention des autres se portera sur la salle où l'on mange, où l'on demeure réunis le soir, d'autres enfin meubleront surtout bien les chambres où l'on couche. Peu à peu on pourra mettre en harmonie avec les pièces les mieux disposées celles qu'on a négligées, si l'on n'a pu faire régner partout l'ordre et un certain luxe. Ce ne sera possible que si chaque pièce est bien distincte, comme fonction, des autres.

Enfin, à ralentir un peu la satisfaction des besoins, à ménager, entre les moments où l'on obéit à chacun d'entre eux, des intervalles pendant lesquels on oublie les précédents pour tourner sa pensée par degrés vers les autres, on affaiblit l'impulsion physiologique, et on laisse aux représentations sociales qui s'y rattachent ou s'y substituent de l'espace pour se développer. L'isolement de la chambre où l'on mange, et de celle où l'on se couche, importe surtout ici : on prolongera la veillée, on songera moins à dormir, et, la faim chassée, on ne sera pas sollicité immédiatement par un autre besoin. Mais l'isolement de la cuisine, et de la pièce où l'on mange, en ralentissant peut-être le service, permettra de mieux préparer et présenter les mets, tandis que, dans la salle à manger, le temps où l'on s'occupera de la nourriture sera plus nettement délimité. Qu'il y ait plusieurs chambres où l'on dort, cela permettra aux divers membres de la famille de ne point se coucher ni se lever au même moment, de se réserver plus de temps pour lire, pour réfléchir, pour ranger leurs effets, pour s'occuper de leur toilette, en même temps que (suivant la remarque précédente) les plus délicats, les plus prévoyants ne seront point gagnés par la paresse et la rudesse des autres. La séparation de la pièce où l'on mange, et de celle où l'on se tient, où l'on lit, où l'on reçoit, beaucoup moins urgente (puisque les repas durent peu de temps au total) correspondra toutefois au besoin de représentation et de luxe, qui peut se développer chez les ménages les plus aisés ; quand il existe, on comprend que l'on préfère prendre les repas à la cuisine, afin de posséder toujours une pièce très en ordre et qui n'évoque en rien la satisfaction de besoins matériels quelconques. On ferait des observations du même genre, à propos de l'aménagement intérieur des pièces : c'est en affectant à chaque personne, à chaque besoin un emplacement propre, qu'on s'inspirera le mieux des habitudes et préférences de la société.

La société, disions-nous, nous engage à substituer, à un objet qui répond à divers usages, divers objets dont chacun n'a qu'une fin propre. Cela s'applique aussi au mobilier. Il résulte déjà de la distribution des pièces, que les meubles, objets de toilette, ustensiles, ornements, etc., sont en rapport avec les chambres où on les place, et contribuent à en définir la fonction et à en modifier l'aspect. S'il y a des pièces différentes pour manger, dormir, faire la cuisine, on tendra à y placer des chaises, tables, armoires de forme et de valeur diverses, etc. Dans la pièce principale, à côté des chaises pour s'asseoir à table, il pourra y avoir un ou plusieurs fauteuils, même un canapé, et ce n'est pas dans la même armoire qu'on mettra le linge et les vêtements, la vaisselle,

les livres. Maintenant on peut admettre qu'un objet mobilier qui ne répond qu'à un besoin peut affecter une plus grande variété de formes, que, sans rien perdre de son utilité, il peut contenir de l'inutile, bien plus qu'un objet qui sert à plusieurs fins : une chaise ou un fauteuil sur lesquels on s'assied rarement, une armoire qu'on n'ouvre pas à toute heure du jour et où l'on n'enferme point des objets lourds, gros ou communs, peuvent être d'un travail délicat, et, en même temps qu'ils servent à des fins pratiques, plaire aux yeux et satisfaire le goût. À mesure que le mobilier évolue dans ce sens, non seulement ses divers éléments sont mieux adaptés à nos besoins, mais d'ensemble, et par tout un aspect de beaucoup de ses parties, il répond à un besoin plus lent à se développer et plus rare, mais plus social que tous les autres, au besoin de luxe. Qu'on atteigne un niveau social encore plus élevé, et cet aspect tendra à passer au premier plan ; bien plus, il arrivera que certains objets n'auront point d'autre rôle que celui-là, et que leur nombre et leur importance s'accroîtront : vases de fleurs, statuettes en plâtre, ornements divers appendus aux murs, glaces et tapis, etc.

Il est d'ailleurs assez délicat de distinguer ici ce qui vise à satisfaire la famille, à lui donner une idée élevée de son rang social, et ce qui est choisi et placé là, prévu en général, en vue des autres et de leur appréciation. Nous savons quelle part de leur revenu les ouvriers peuvent consacrer à la dépense habitation et mobilier. Nous avons analysé leurs divers besoins, et reconnu le faible développement chez eux de ce que nous avons appelé le besoin logement. Le plus souvent ils s'occupent peu des autres dans l'aménagement de leur local d'habitation, à la fois parce que les autres ne sont eux-mêmes pas très capables d'apprécier le luxe et le confort d'un intérieur, que ce n'est pas pour les ouvriers un « bien » essentiel, et que, d'ailleurs, on ne les voit point trop souvent (ou, si on reçoit de fréquentes visites, c'est que le logement est trop ouvert, et que le besoin d'une vie familiale relativement isolée est des plus faibles). En somme, hors les membres immédiats de la famille, quels sont ceux dont le jugement peut préoccuper le ménage ? D'une part, les parents éloignés, les amis intimes, les voisins : ce sont ceux-là auxquels la porte du logement s'ouvrira de façon plus ou moins régulière ; d'autre part, les amis moins familiers, les camarades d'atelier, les relations de rue ou de quartier, qui sauront en quel endroit l'on habite, qui passeront devant la maison, mais pénétreront rarement dans l'intérieur. Dans la mesure (mesure faible) où l'on se soucie des derniers, c'est le quartier, la rue, l'étage, l'accès du logement, l'escalier qui importera ; et, pour faire bonne impression aux autres, c'est aussi à cela, mais c'est surtout à l'apparence intérieure du logement, que l'on songera.

Mais tous ces sentiments (d'être logé dans un quartier, dans une rue, dans une maison, sur un palier bien habités, d'avoir assez de pièces, un mobilier confortable, luxueux) ne deviennent forts qu'à condition d'avoir été cultivés longtemps, quotidiennement, c'est-à-dire dans la famille. Il faut d'abord que les membres de la famille aient éprouvé, par eux ou pour eux, la satisfaction d'atteindre, par leurs conditions de

logement, un niveau social élevé, pour qu'ils se plaisent à le faire constater aux autres, et qu'ils disposent leur intérieur en vue de l'impression qu'il doit produire sur les étrangers. Qu'ils songent à cette impression sans l'avoir d'abord éprouvée souvent eux-mêmes, qu'ils veuillent paraître mieux logés qu'ils ne le sont, cela est à peine concevable, car cela suppose un sens de l'importance du logement qui ne peut s'être développé ailleurs que dans un logement déjà bien meublé et confortable. – Pour toutes ces raisons, le principe auquel obéit un ménage, lorsqu'il satisfait jusqu'à un certain degré ce besoin, c'est avant tout et surtout l'intérêt (moral) de la famille, le souci de lui assurer des conditions de vie en rapport avec un niveau social élevé, et de nourrir en elle le sentiment qu'elle y atteint, par la façon dont elle est logée : ce n'est qu'accessoirement, et bien moins le souci de l'opinion qu'auront de la famille et de l'ouvrier ses voisins, amis, et tous les membres des groupes sociaux auxquels il se rattache.

\*

\* \*

On ne saurait exagérer l'importance du vêtement, au regard de la conscience sociale. Au reste, il serait bien impossible d'expliquer, par voie d'évolution et d'association, en partant des deux besoins que l'on distingue d'ordinaire à son propos, besoin de se couvrir pour se défendre des intempéries, besoin de plaire aux yeux par des étoffes de couleur éclatante et des costumes de forme pittoresque, comment ou en est venu aux notions de bonne tenue, de correction, d'élégance et de richesse du vêtement. Bien souvent il y a opposition entre ces deux mobiles, dits primitifs, et le mobile social : les vêtements les plus chauds, en hiver, les vêtements les plus légers, en été, ne sont pas nécessairement les plus élégants ; les toilettes les plus voyantes ne sont pas les plus correctes, ni du meilleur goût. En réalité l'appréciation sociale du vêtement est un jugement original, qui ne résulte pas d'instincts ou tendances individuels (le besoin de plaire aux yeux, d'origine sexuelle, n'est pas primitivement social), qui ne peut se formuler que dans une conscience collective. Une fois né, ce sentiment social tend d'ailleurs à imposer sa marque, à communiquer son caractère aux besoins individuels que nous venons de mentionner.

Le même principe dont nous avons dit qu'il s'applique au logement, intervient ici : sous l'influence de la vie sociale, chaque besoin tend à se satisfaire par un objet distinct. On peut distinguer quatre phases, dans la vie de l'ouvrier, où le besoin vêtement change de nature : le travail, la vie domestique, les allées et venues dans la rue en semaine, les dimanches, jours de fête, et autres moments ou périodes où il s'agit de représenter. Le plus grand nombre des ouvriers ne prennent pas, d'autres vêtements (sans parler du linge), toutes les fois qu'ils passent d'une phase à l'autre. En tous cas le changement de mise essentiel s'opère de la semaine aux dimanches ou jours de fête ; il

faut être bien misérable pour ne pas avoir de « vêtements de dimanche » (bien qu'il faille l'être davantage pour ne pas améliorer, le dimanche, son ordinaire). Ensuite viendrait la transformation du costume qui correspond au passage de l'usine à la rue. Elle est fréquente, surtout lorsque les vêtements portés à l'atelier ou au travail sont trop sales, ou trop gênants, ou trop singuliers, et, encore, quand on travaille à demi nu ; il est rare que quelques détails au moins de l'accoutrement ne soient point modifiés (on remplace la blouse par une veste, on remet une cravate) ; mais il est rare que le changement soit si radical que l'ouvrier, dans la rue, se puisse confondre avec le non-ouvrier. Les ouvriers, dans la rue, adoptent donc un genre de costume intermédiaire, qui, suivant leurs revenus et l'importance qu'ils attachent au vêtement, s'éloignera plus ou moins du vêtement de travail, mais se distinguera des vêtements du dimanche. Il semble que la rue soit un milieu social tout mêlé et pénétré encore des choses de l'usine, qu'aux représentations de vie sociale s'y confondent des images de machines, de travail matériel, d'ouvriers encore à l'œuvre. Des charrettes y transportent les matières premières, les produits à demi ou tout à fait ouverts. Des travailleurs y passent, chargés de leurs outils, serruriers, maçons, vitriers, etc., ou qui n'ont pu encore, comme les mineurs, les ouvriers des carrières, les terrassiers, etc., ôter leurs vêtements de labeur et se nettoyer de toutes les poussières qu'ils emportent. Il y a des métiers qui s'exercent dans la rue, ou en vue de la rue. Dans les débits on va aussi bien dans les intervalles de la journée de travail qu'à son terme. Ainsi se constitue un milieu qui n'est plus l'usine, mais qui n'est pas encore rien que la société (du moins pendant la semaine), et de là vient que dans la rue se côtoient, sans humiliation et sans gêne, des ouvriers qui ont simplement un peu rajusté et brossé leurs vêtements de travail, et d'autres qui ont substitué au bourgeron, à la blouse, un veston ou une jaquette défraîchis, anciens vêtements du dimanche, vieux vêtements achetés d'occasion ou reçus. Ce n'est point là une séparation nette, car des vêtements de travail neufs, ou souvent renouvelés, sont plus corrects, plus considérés que des vêtements « de bourgeois » en loques ou sales : ce n'est donc point d'après cela que les mises se classent. – Quant aux vêtements de maison, ils doivent manquer entièrement, quand les habits portés dans la rue sont suffisamment simples.

À cette première sorte d'adaptation des vêtements aux besoins, il en faut ajouter d'autres. On porte des vêtements différents suivant les saisons. Il est vrai que tout se passe plutôt comme si la société, à l'occasion d'un changement de saison, imposait à ses membres un changement de costume. Et on peut concevoir, il se produit en fait qu'on se défende du froid, et qu'on supporte la chaleur, par d'autres moyens : les ouvriers, en hiver, à défaut d'un pardessus assez épais, porteront un maillot, une blouse sous leur veste, et, en été, n'auront pas de gilet, iront un peu « débraillés » ; les ouvrières, sur un costume tailleur draperont un châle, mettront une fourrure. D'autre part, bien que les membres de la société, par la diversité de leurs professions, de leurs logements, de leur nourriture et surtout de leurs tempéraments, soient exposés inéga-

lement à souffrir du froid et de la chaleur, ils s'habillent tous d'après les mêmes modes. Ainsi l'habitude de changer complètement de genre, de forme, de couleur de costume d'une saison à l'autre est sociale, en ce sens que c'est un moyen choisi par la société, entre beaucoup d'autres peut-être plus pratiques, et imposé par elle à tous les hommes, malgré leur diversité, de satisfaire les besoins vêtement qui correspondent aux diverses saisons. Maintenant, tandis que, dans les couches les plus hautes de la société, on multiplie encore la variété des vêtements, en apparence et peut-être en partie pour des raisons pratiques, mais surtout pour des motifs sociaux, qu'on porte des vêtements de sport, de chasse, de bains de mer, d'excursion, etc., dans la classe ouvrière, ou bien l'on porte le même costume (modifié seulement dans le détail) pendant toute l'année, ou l'on se contente de vêtements de confection de mauvaise qualité.

En somme, à travers ces deux séries d'adaptations, nous voyons bien que la vie sociale conduit les hommes à multiplier le nombre et l'espèce de leurs vêtements, pour satisfaire à tous ces besoins par des objets appropriés : c'est à cela, à leur multiplicité et à leur diversité, que se mesure le luxe en ce domaine. Mais il ne suffit pas d'avoir beaucoup de vêtements, d'en changer autant de fois qu'on passe d'un milieu, d'une occupation, d'une saison à une autre. La garde-robe d'un homme qui achèterait chez un fripier beaucoup de costumes sales et abîmés, d'un ménage très soigneux qui conserverait depuis longtemps des vêtements d'époque, de mode très différente, ne serait point luxueuse.

D'abord, les vêtements doivent être neufs (en tous cas ne doivent pas être très usagés), et le linge propre, pour qu'on paraisse bien habillé. Ce besoin social ne se rattache que de très loin au besoin physique d'être à l'abri de la vermine, au besoin pratique d'être recouvert de tissus solides, en bon état. On comprend que laisser les vêtements qui évoquent le travail pour des habits qui ne l'évoquent point, et porter du linge qui n'est point chargé de sueur et taché de poussière, c'est oublier plus complètement l'usine, c'est participer mieux à la vie de la société, où l'on tend, dans les hautes classes, à s'habiller d'une façon qui révèle qu'on est oisif. Entre l'ouvrier à l'usine et l'homme du monde, la différence ici est profonde. Le premier est un organisme aux prises avec la matière : il se salit, s'use et se déchire à son contact ; il interpose entre elle et lui des tissus qui subissent toutes ses atteintes, en même temps, devenu lui-même force en exercice, matière en mouvement, ses sécrétions sont plus abondantes, et ses gestes plus nombreux et violents. L'homme du monde est exposé à beaucoup moins de souillures et de chocs externes, et, lorsqu'il se dépense physiquement, il porte un costume et du linge appropriés. Les vêtements usés nous offusquent, et le linge sale nous répugne, parce qu'ils sont la livrée ordinaire de l'ouvrier au travail.

Ensuite, les vêtements doivent être à la mode, élégants, corrects. Plusieurs notions sont ici à distinguer. Nous avons dit que le besoin de plaire par la façon dont on

s'habille a des racines sexuelles. Mais ici, comme dans le domaine des besoins physiques en général, la conscience sociale est intervenue, elle a modifié, déformé et recomposé à tel point que les manifestations de l'instinct sexuel, et presque tout son contenu, est devenu social. Il arrive encore que, dans quelques couches sociales (à peine sociales) inférieures, le besoin sexuel soit stimulé par des couleurs vives, des ornements grossiers et brillants, des tatouages, etc. ; et qu'il soit stimulé encore, à l'intérieur de la société, par des procédés de ce genre, encore qu'atténués; dans cette mesure, d'ailleurs, le besoin sexuel n'est plus que physique, et ceux qui y cèdent sortent (momentanément) de la société. Ils y restent au contraire, tout en le satisfaisant, dans la mesure où les costumes, bijoux, soins du corps, parfums, etc., qui les attirent, outre leurs caractères physiques, ont une signification sociale, dans la mesure où il s'y découvre du raffinement (de l'étude, de l'élégance acquise) et du luxe. Chez des hommes ou des femmes réellement intégrés dans leur classe et qui ne sont point sous l'empire d'un tempérament exceptionnel, ce besoin ne s'éveille guère, et en tout cas n'est entretenu et ne dure, que quand son objet se présente dans le costume, avec les ornements et les manières extérieures (le langage, la tenue) en usage dans leur groupe social, ou dans les groupes supérieurs. Peut-être est-ce un moyen (entre autres), pour la classe supérieure, de se défendre contre les mésalliances ; mais c'est aussi, et surtout, la reconnaissance d'une supériorité de culture, de sociabilité. Elle se produit en même temps que l'impulsion physiologique, et change profondément le caractère de celle-ci. Aussi, lorsqu'un ouvrier ou une ouvrière s'habillent en vue de plaire aux yeux, c'est le plus souvent des modes et costumes des hautes classes qu'ils s'inspirent, quittes à commettre des fautes de goût de toute espèce, et à se dépouiller de parties de leur costume qui les avantagent (par exemple les paysannes qui substituent à des coiffes seyantes des chapeaux de mauvais goût, etc.).

Distinguons de ce besoin (malgré leur voisinage) celui qu'on éprouve de porter des habits ou des pièces d'habillement luxueuses non plus pour éveiller le désir sexuel chez les autres, mais pour s'attirer leur attention, leur considération. Il s'agit de leur donner une haute idée de son rang, de sa situation sociale, telle qu'elle permet à la fois de dépenser beaucoup pour son vêtement et d'acquérir le sentiment de l'élégance. Ce besoin explique un trait commun à l'ensemble des ouvriers, qui est l'originalité de leurs costumes. Elle vient de ce qu'ils tendent à imiter les hautes classes, et d'abord de ce qu'ils ne peuvent les imiter qu'en partie. Les uns porteront, avec une jaquette, un pantalon de toile, et pas de faux-cols ; d'autres arboreront des cravates flamboyantes, des gilets de fantaisie, avec des vêtements élimés et pauvres, des souliers rapiécés ; bien des romanciers qui ont décrit la vie populaire ont tiré des effets comiques de pareils disparates. En réalité l'ouvrier est retenu trop longtemps à son travail, et ce n'est pas dans les rues populaires qu'il peut faire l'éducation de son goût en matière d'habillement et apprendre ce que portent les hautes classes. Dans les magasins de confection, il trouve bien des vêtements, et ailleurs, des chapeaux, des cravates, du

linge, qui, en étoffes de moins bonne qualité, et avec une façon plus grossière, imitent de loin les modes des quartiers plus riches. Mais comment adapter les uns aux autres ces divers articles, de façon à ce que l'ensemble soit dans un même ton, s'harmonise ? Nous avons vu que les costumes des hautes classes, et non seulement le costume, mais tous les détails de leur tenue, et la façon dont ils portent leurs vêtements, doivent révéler au dehors, non seulement qu'ils y ont consacré beaucoup d'argent, mais qu'ils y ont donné beaucoup de temps, tout celui qu'ils ont passé à les choisir, à les essayer, à « se préparer » chez eux, devant leur glace, et, encore, en visites, et à fréquenter les endroits (salles de spectacle, restaurants villes d'eaux, etc.), où l'on peut observer les groupes qui donnent le ton. Peut-être la mode et ses changements fréquents s'expliquent-ils surtout par là ; il est plus difficile de se tenir au courant, cela exige une étude plus attentive, et cela contribue mieux à différencier les classes oisives (ou qui veulent se donner pour telles) des ouvriers.

De tout cela il résulte que le principe du besoin vêtement, c'est l'idée à la fois de se conformer aux habitudes des autres, et de leur donner, par son costume, une juste idée de son rang social, sans que la considération de la famille intervienne ici beaucoup, ni surtout autant que pour les deux besoins précédents. Certes, c'est une satisfaction, pour des parents, de savoir que leurs enfants ne vont point en haillons. Posséder dans ses armoires des vêtements propres, bien entretenus, assez de linge, dont on peut changer fréquemment c'est de l'ordre, et c'est pratiquer une vertu ménagère essentielle. Tout homme a une plus haute idée de lui-même lorsqu'il se sait bien habillé, et la représentation des vêtements de ses membres est une partie intégrante de la conscience que la famille prend d'elle-même et de son rang. Mais ce sentiment, les membres de la famille le rapportent du dehors ; s'ils ne devaient pas être vus dans la rue, s'ils passaient brusquement de l'usine dans la famille, et inversement, ils consacraient beaucoup moins à cette dépense. Il est trop certain que les membres d'une famille ne se jugent point les uns les autres d'après les vêtements qu'ils portent, et il est trop certain aussi que c'est sur cela, essentiellement, que s'appuie le jugement immédiat porté sur eux par les membres de la société qu'ils croisent au dehors. Que les dépenses nourriture (pour des raisons autres que l'alcoolisme) ou logement s'exagèrent, l'équilibre du budget sera compromis. Certains besoins ne seront pas satisfaits. Mais la famille en profitera, quand même, dans son ensemble. Que la dépense vêtement s'exagère, ce sera au détriment certain de la cohésion et du bien-être du groupe domestique. Aussi, tandis que la dépense nourriture en partie, la dépense logement presque exclusivement, mesurent le degré où les sentiments de famille (les sentiments de classe en tant qu'ils concernent la famille) sont développés, l'importance qu'on attache au jugement, à l'appréciation de groupes sociaux autres que celle-ci s'exprime surtout dans la part de la dépense totale consacrée au vêtement.



\*

\* \*

En résumé, il convient de distinguer dans la classe ouvrière quatre catégories essentielles de besoins, et cette séparation est naturelle, puisqu'elle est l'œuvre de la conscience sociale. La société, d'abord, nous conduit et nous oblige vite à prévoir les conditions dans lesquelles nous effectuerons nos diverses dépenses, à les classer, précisément, d'après l'espèce de prévision que chacune comporte. Or, ce qui passe ici au premier plan, c'est le rythme particulier à chacune de ces dépenses, c'est l'importance des achats et l'intervalle qui les sépare (c'est ce que nous appelions *la forme* des besoins). De ce point de vue, trois rythmes de dépense assez réguliers se reconnaissent, les achats de nourriture étant plus fréquents et moins importants que les achats de vêtement, et ceux-ci entraînant des dépenses moins rares et plus modérées que le règlement des termes du loyer. Quant «aux autres dépenses», leur rythme moins régulier (en tout cas plus complexe) invitait, de même, à les classer à part. Ce caractère, tout extérieur en apparence, des dépenses, nous constatons qu'il déterminait déjà dans la classe ouvrière des jugements différents sur le rapport entre les objets de consommation et leur prix ; tandis que le prix des aliments paraît naturel, semble attaché à leur substance même, entre les vêtements et leurs prix, le rapport est supposé bien moins étroit, bien plus arbitraire ; quant aux prix des logements, toute base d'appréciation manque aux ouvriers pour en mesurer l'exactitude, et ils s'habituent vite à voir dans le loyer une taxe abusive et insupportable.

Nous disions ensuite que la société prévoit pour les individus, et à leur place, l'espèce et la quantité des *objets* de nos besoins. Cette action de la société est d'abord négative. Par un travail lent et méthodique de décomposition, de limitation et surtout de substitution, elle vide peu à peu nos besoins de tout leur contenu organique primitif, elle détruit l'échelle des valeurs des diverses satisfactions physiologiques qui tend à s'établir spontanément chez l'individu, d'autant plus qu'il est moins intégré dans la société. À mesure qu'on passe à des groupes plus cultivés, à mesure aussi diminue la part d'appétits ou de joies « naturelles » mêlée aux tendances et aux satisfactions éprouvées et appréciées dans ces groupes. Mais cette action est aussi et surtout positive. La vie sociale enrichit la vie organique, en lui ouvrant des perspectives nouvelles et indéfinies ; elle la complique et la raffine. De ce que les besoins se forment, se précisent, évoluent dans la société, il s'ensuit qu'ils se rattachent progressivement en systèmes plus ou moins consistants, de mieux en mieux liés en tout cas à mesure qu'on s'élève à des couches sociales plus hautes. Or, que ces besoins répondent à un niveau de vie, qu'ils l'expriment, cela explique qu'ils acquièrent, à se trouver associés, plus d'intensité, et que chacun d'eux profite de toute la force que possèdent les autres. Mais tous les besoins de toutes les espèces ne sont pas ainsi, d'emblée, rattachés à la multi-

plicité anarchique des tendances individuelles, la société ne substitue pas tout de suite un besoin unique, qui concernerait tout un niveau de vie, et qui ne varierait qu'en degré, une série de besoins dont chacun serait ressenti, en son unité, par tout un groupe, et qui correspondraient à des niveaux de vie différents. Une telle unification (si elle est possible) implique d'abord que les besoins élémentaires se soient déjà groupés en quelques ensembles, d'après leur espèce. Nous constatons que les biens, les objets de diverses espèces forment des ensembles distincts parce que, dans la société, nous sommes habitués à rattacher, à envisager d'ensemble les satisfactions et les tendances corrélatives. Mais pourquoi forme-t-on ces groupes ou ces ensembles, pourquoi les distingue-t-on, et quelle signification la société attache-t-elle à chacun d'eux ?

C'était aborder l'étude des *principes* de nos besoins. Si nos besoins sont l'œuvre de la société, leurs principes (de même que leur forme et leurs objets) ne peuvent s'expliquer que par elle. La valeur attribuée par nous aux divers biens économiques dépend surtout de l'espèce de satisfaction sociale qu'ils nous procurent. Or, comme l'ouvrier, hors de l'usine, se rattache au moins à deux groupes sociaux : à sa famille, et à la société en général dont il coudoie les membres dans la rue et dans les divers endroits publics (en particulier, dans la société, à ses amis, et aux hommes de sa classe), ses représentations, prétentions, satisfactions sociales se peuvent répartir en deux groupes : les unes se rapportent à l'opinion que la famille (et lui dans sa famille) a du rang qu'elle occupe dans la société ; les autres à l'opinion que la famille donne, ou est préoccupée de donner à la société, du rang qu'elle y occupe. Il nous a semblé que le besoin nourriture, envisagé comme besoin social, qui est satisfait dans la famille (en général), qui est l'occasion principale pour les membres de celle-ci de se rapprocher et de prendre conscience de leur unité collective, rentrait dans le premier groupe ; le besoin vêtement, au contraire, ne se rapporte que très peu, très indirectement à la famille et se développe dans la mesure où on attribue de l'importance à l'opinion de la société plus large dont elle n'est qu'une partie. Le besoin logement est plus complexe ; en tout cas, les conditions de vie des ouvriers, leurs mœurs et leurs idées laissent supposer que, dans l'effort pécuniaire qu'il détermine, la représentation de la société (*lato sensu*) joue un rôle très effacé : ce serait donc la famille, son bien-être matériel et moral, et l'idée de son niveau de vie, qui interviendraient presque seules ici. Mais qu'il soit tenu, et qu'il puisse surtout être tenu compte, dans le choix et l'arrangement du logement, de l'opinion de la société extérieure à la famille, c'est ce qui conserverait au besoin logement, dans la conscience sociale, une place et une existence indépendantes.

### III

## Conclusion. La famille et la classe ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

De toute cette analyse il résulte bien que la nature des besoins essentiels, et leur nombre, s'expliquent par la société. Mais on n'en peut pas déduire quel est, quel sera dans un groupe (d'une grandeur de famille, et d'un revenu, ou encore d'une profession, ou d'un lieu donnés) leur ordre d'importance, leur intensité relative. Pour en être avertis, il fallait se reporter aux faits : c'est ce que nous avons tenté dans la partie de notre livre qui précède. Et nous pouvons, sans doute, comprendre mieux maintenant tout le sens des propositions où nous sommes arrivés. – Quelques-unes sont purement négatives : nous avons cherché en vain quelle influence pouvait exercer, sur la répartition des dépenses dans la classe ouvrière des grandes villes, les différences de métier et d'industrie, et les différences de lieu. Les quelques cas exceptionnels d'action de ces facteurs relevés ne permettent pas de conclure à l'existence de relations régulières et générales entre ces conditions et ce phénomène. – D'autre part, l'étude des rapports qui apparaissent entre la grandeur et le revenu des ménages, et la répartition de leurs dépenses, nous a d'abord appris combien ils étaient complexes. Les exceptions, irrégularités, obscurités, qui empêchent qu'on s'en puisse tenir aux proportions simples et classiques formulées autrefois par Engel, s'expliquent sans doute par d'autres actions sociales. Sur celles-ci, sur leur origine et leur jeu, nous avons dû nous en tenir à proposer des hypothèses (d'ailleurs en conformité avec tous ces faits). Nous croyons qu'une partie de ces irrégularités s'expliquent par le passage fréquent de familles d'une catégorie de revenu inférieur à une catégorie plus élevée (où elle emporte, au moins pour quelque temps, ses anciennes habitudes de vie, où elle reste, fidèle à certains chiffres absolus ou relatifs de dépense), ou par le passage inverse (peut-être moins fréquent). Au reste, ce n'est là qu'un résultat d'une disposition plus générale, commune sans doute à toute la classe ouvrière. Les ouvriers s'attachent à leurs habitudes. Ils refusent de laisser diminuer leur niveau de vie. D'autre part, n'ayant ni l'idée nette, ni surtout l'expérience d'une condition plus élevée, alors même que leur revenu augmente, il leur faut quelque temps pour modifier la répartition de leurs dépenses. Mais quand

le changement se produit, précisément parce qu'on a attendu, il apparaît profond. Ainsi se créent des différences marquées entre les groupes. Ainsi, à certains moments, les variations, à mesure qu'on passe d'un revenu à un revenu supérieur, deviennent irrégulières et discontinues.

Malgré ces accidents, nous avons pu dégager un certain nombre de lois, qui ne correspondent pas exactement à celles d'Engel. – Sans doute, à mesure que le revenu augmente, la proportion de la dépense nourriture totale diminue. Mais d'abord il y a des retards, et des mouvements brusques dans cette baisse. De plus, par une étude plus détaillée de la dépense nourriture, nous avons montré que non seulement (comme le disait Engel) le chiffre absolu de cette dépense augmente, mais encore que l'espèce des mets consommés (la proportion des divers aliments) se modifie, et en quel sens. Ceux auxquels l'opinion, pour une raison ou l'autre, attribue plus de valeur, ceux qui paraissent réservés aux riches, se substituent aux autres. Les régimes alimentaires des ouvriers des basses et des hautes couches sont radicalement différents. On pourrait aller plus loin, montrer, par la comparaison de quelques menus, que tandis que le régime alimentaire des ouvriers les plus pauvres est à la fois monotone et irrégulier, celui des ouvriers les mieux situés manifeste de plus en plus le souci à la fois de varier et « d'ordonner » les repas, si bien que le chiffre de la dépense indique mal ici le progrès réalisé, une même somme employée avec économie et intelligence procurant des satisfactions à la fois plus nombreuses et plus intenses. – Toujours est-il qu'à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des revenus, la proportion de l'argent disponible pour toutes les autres dépenses augmente. Mais il nous a paru qu'Engel se trompait, quand il disait que la proportion des dépenses logement et vêtement demeurerait approximativement la même. Nous avons reconnu que dans l'ensemble la dépense vêtement augmentait de façon assez continue, et que la dépense logement devenait (toujours en proportion) très vite stationnaire, et même baissait. C'est là un résultat essentiel, et dont on aperçoit bien toute l'importance, après l'analyse théorique des besoins que nous venons de proposer. *Ce qui nous frappe, c'est la modération certaine de la dépense logement.* Elle n'est pas du tout conditionnée par la dépense nourriture, puisque à mesure que le revenu augmente, la proportion de celle-ci baisse. Elle ne s'explique point par l'absence d'une marge suffisante du revenu, puisque la dépense vêtement continue à augmenter ; puisque, dans l'enquête de l'Office de statistique tout au moins (confirmée ici par bien d'autres enquêtes), la proportion des autres dépenses (dont les plus importantes répondent à l'assurance, et aux besoins spirituels et sociaux) continue à augmenter. *Nous avons le droit d'en conclure que les ouvriers, dès qu'ils le peuvent, au lieu de chercher un meilleur logement, d'améliorer leur intérieur, leur mobilier, etc., consacrent le surplus d'argent dont ils disposent à des dépenses qui ont leur objet hors de la famille, dans la société au sens large, et qu'ils sacrifient le logement aux vêtements, aux distractions, à tout ce qui les met plus étroitement en contact avec les groupes de la rue, ou de leur classe.*

Lorsque nous comparions les budgets d'ouvriers et d'employés, ce qui nous frappait déjà, c'est que l'écart entre la proportion de la dépense loyer à la dépense totale dans les deux groupes devenait d'autant plus grand qu'on passait à des revenus plus élevés. Lorsque nous avons réparti les ménages atteints par l'enquête de l'Office de statistique allemand en cinq ou six grands groupes, d'après le mode général de répartition de leurs dépenses, nous en distinguons deux ([lettre grecque], avec 133 ménages, et €, avec 130), caractérisés le premier par une assez forte dépense loyer (toutes les autres dépenses se limitant), le second par une modération certaine de la dépense loyer, un accroissement net de la dépense vêtement, une très forte proportion des « autres dépenses ». Or ces deux groupes sont d'un niveau social (par leur revenu, et en tenant compte de la grandeur des familles qu'ils comprennent) plus élevé que les trois précédents; mais le groupe € comprend des ménages nettement plus aisés en moyenne que ceux du groupe [lettre grecque]. Il est donc assuré qu'assez vite la dépense loyer tend à s'immobiliser, et à baisser (en proportion), plus tard, mais de même, en somme, que la dépense nourriture. Au reste, entre les logements des ouvriers et les logements habités par des hommes d'autres classes, l'écart est bien plus grand encore qu'entre le régime alimentaire des uns et des autres.

On aurait pu prévoir, pensons-nous, mais il était nécessaire d'établir par l'étude des faits que *de tous les besoins économiques ressentis par les ouvriers, c'est le besoin logement qui se trouve le moins développé* : par là surtout la classe ouvrière se distingue et se trouve isolée de la classe supérieure. – Bien que les loyers aient fort augmenté, depuis un demi-siècle, dans les maisons habitées, à Paris, principalement par des ouvriers, la hausse des loyers dans les quartiers riches est souvent plus notable, et les conditions du logement s'y sont en tout cas bien davantage améliorées. – Il serait intéressant de rechercher quelle proportion d'ouvriers on trouvait autrefois, on trouve aujourd'hui dans les quartiers riches, et dans les maisons habitées par des riches : ou nous nous abusons fort, ou l'on constaterait qu'elle a, en moins de cinquante ans, énormément déchu. Et qu'on n'invoque pas la spéculation, qu'on ne s'en prenne point à la pratique des propriétaires, qu'on ne soupçonne point comme une tactique équivoque de la classe riche, qui aurait tenu à s'isoler dans l'espace des groupes ouvriers. Si les logements de ceux-ci sont demeurés si peu confortables, c'est qu'il ne s'est pas développé, avons-nous dit, dans la classe ouvrière, un besoin intense de logements meilleurs ; nous ajouterons maintenant : c'est que le goût de la vie de famille, et de toutes les satisfactions qui s'y rattachent, n'est pas devenu assez fort pour obliger les ouvriers à revendiquer de meilleurs logements, quitte à consentir spontanément un léger sacrifice pécuniaire.

Nous pouvons maintenant mesurer jusqu'où s'étend, hors de l'usine, dans toute la partie de la journée, ainsi que dans les espaces urbains, qui devraient être consacrés à

la vie sociale, l'influence des conditions de travail de l'ouvrier. – Nous disions que l'usine est un milieu qui ne contient plus rien de social, où l'ouvrier se trouve isolé parmi des matériaux, des produits, des machines, et des corps en mouvement ou immobiles, mais toujours raidis, en des attitudes contraintes et peu humaines. La situation de l'ouvrier s'explique par ceci, que le progrès dans la division du travail a consisté surtout à dissocier les fonctions d'exécution matérielle d'une part, et, d'autre part, l'œuvre de direction, d'organisation, d'adaptation des travaux les uns aux autres et aux besoins des groupes. Sur les relations de l'homme avec la nature inerte, comme sur une base nécessaire, mais inférieure, se sont édifiés des systèmes de plus en plus complexes de relations entre les hommes et entre les groupes. Or toute la vie sociale est concentrée dans ces systèmes. Elle expire, dès qu'on en sort, comme l'électricité répandue dans un corps solide et qui s'échapperait par les pointes. Les agents d'exécution, tournés vers la matière, laissent ainsi fuir et se perdre toute la vie sociale qui s'écoulait en eux. – La famille est le milieu le plus opposé à celui-là : les liens qui unissent ses membres, qu'on les appelle les liens du sang ou autrement, sont avant tout sociaux, non matériels. Les rapports qu'ils ont entre eux ne sont pas mécaniques, mais vivants et souples ; loin que l'homme y soit considéré et évalué comme une chose, et qu'on lui en puisse substituer indifféremment un autre, on connaît là (et on ne connaît souvent que là) le mieux ses sentiments, ses goûts, ses qualités et ses défauts, et tout son passé, c'est-à-dire ce qui en fait un individu unique, et qui ne se pourrait remplacer. Plus la famille forme un groupe intégré, plus elle étend jusque sur les choses qui l'entourent, dans les chambres du logement, sur les meubles, sur toute la maison et ses environs immédiats, comme une couleur de familiarité, plus elle les entraîne dans le cercle de sa vie et de ses préoccupations.

Mais elle ne joue pleinement ce rôle qu'à condition que ses membres en éprouvent le besoin. Elle ne peut procurer ces satisfactions, et d'autres encore, (car la famille peut être la source principale de notre culture, et le chemin le plus direct pour pénétrer jusqu'au cœur de groupes familiaux parents, voisins ou amis) que si on a le loisir et le désir de les éprouver. Si le goût de la vie de famille s'affaiblit, c'est le signe le plus sûr que l'homme a perdu (n'a peut-être jamais possédé) l'aptitude à entrer dans le contact le plus intime avec la partie de la société où il se sentirait le plus loin de la matière, où il oublierait le plus complètement le travail machinal et rude, et qu'il se contente de séjourner, dans l'intervalle de ses heures d'activité industrielle, en des zones où la vie sociale est plus ralentie, plus éparpillée, et comme alourdie encore par l'influence de forces mécaniques voisines.

De fait, entre l'usine et la famille, la rue est bien cela, et nous avons vu que trop souvent le logement n'en reste qu'une dépendance et un prolongement. Sans doute il y a des rues de circulation, et des rues de peuplement, avec, des unes aux autres, toute

une série d'intermédiaires<sup>1</sup>. Certaines avenues, des squares, des allées ombragées et bordées de villas, en quelques parties des grandes villes, évoquent et imitent la vie campagnarde, sont en continuité presque avec la pelouse ou le jardin abrités derrière la grille. Mais dans les quartiers ouvriers, il y a continuité au contraire entre les cours intérieures des maisons-casernes et des « cités », et les voies populeuses ; et les maisons ne sont pas intérieurement aménagées pour qu'entre elles et la rue de réelles barrières s'interposent. Or les foules qui circulent par les grandes voies et les rues plus étroites, ou bien se décomposent en individus isolés, qui passent leur chemin en échangeant à peine un regard, ou bien ne forment que des groupes discontinus et éphémères, où naît pour un instant une conscience collective des plus diffuses. Un besoin commun de distraction, de mouvement et de plein air, une curiosité commune (badauderie devant les étalages, ou autour de quelque spectacle pénible ou bouffon de la rue), à la rigueur une exaltation collective de joie, de tristesse ou de colère (mais cela, sauf en période de crise, à intervalles tout à fait lointains), ce n'est guère autre chose que nous peut découvrir une psychologie des foules, et c'est certainement le plus bas degré de la conscience sociale. Dans de tels groupes, les individus deviennent ou restent des unités impersonnelles, et leurs actions et réactions, tout le système de rapports qui s'en dégage, malgré un peu plus de liberté et de flottement, imite les relations mécaniques entre les choses. Pascal disait : « un homme qui se met à la fenêtre pour voir les passants, si je passe par là, puis-je dire qu'il s'est mis là pour me voir ? Non ; car il ne pense pas à moi en particulier. » De fait, sous les costumes et vêtements, qui rentrent dans un nombre limité de cadres, sous les expressions et les gestes, presque tous de convention, un observateur ordinaire ne découvrira pas mieux la diversité et l'originalité des êtres, que, derrière les rangées symétriques des étages, des fenêtres et des balcons, les multiples aspects de la vie domestique. Que deux amis, deux membres de familles amies se rencontrent au milieu de cette fouie anonyme, c'est un coin de vie réellement sociale qui se découvre, auquel on se retient un instant, avec la même surprise, ou presque, que de se rencontrer en pleine campagne. Pour un citadin qu'un excès de vie sociale intense a fatigué, la rue est un repos presque, au même titre que la solitude des champs ; on y éprouve un peu le même sentiment qu'au milieu d'une nature arrangée, humanisée : ici, c'est la société qui s'est désintégrée, et un peu « mécanisée ». Quand les sociologues organicistes veulent retrouver dans la société toutes les fonctions du corps vivant, assurément ils se trompent ; mais c'est aux groupes urbains, aux mouvements de circulation qui s'y produisent, à leur organisation et différenciation spontanée en quartiers et rues qui jouent dans la ville des rôles distincts, et définis, que cette comparaison s'appliquerait (quoiqu'elle reste inexacte) le moins mal. En tout cas, la rigidité et l'étroitesse ou la largeur des rues, les formes géométriques des places et des pâtés de maison, l'ensemble des directions que représente un carrefour, la série des montées et des descentes, l'encombrement, le sens et la

---

<sup>1</sup> Sur la distinction de ces deux espèces de voies, voir notre livre déjà cité (*les Expropriations*, etc.), p. 161 sqq.

division des courants de circulation, imposent de plus en plus à l'individu qui s'y doit conformer l'idée qu'il n'est qu'un morceau de matière en mouvement. Et nous ne parlons pas de tous les moyens de transport, de plus en plus mécaniques, qui introduisent encore dans cet ensemble de représentations matérielles la notion de vitesse. Les membres des familles qui descendent dans les rues et s'y éparpillent, tombent pour quelque temps sous l'influence partielle des lois qui régissent les solides inertes. C'est très littéralement que la rue représente le « dehors », c'est-à-dire le monde extérieur.

De ce que les intérieurs ouvriers sont tout pénétrés d'une telle atmosphère, on en voit bien les conséquences. Au lieu, dès qu'ils sortent de l'usine, de parcourir en hâte les rues qui les ramènent chez eux, beaucoup s'y attardent, ou, s'ils se hâtent, ils se laissent trop impressionner au passage par toutes les influences, absorber par toutes les images de la rue : ils trouvent là un degré de vie sociale qui les satisfait déjà, s'il ne leur suffit point tout à fait. Faut-il dire que la cause en est dans l'organisation imparfaite de la vie de famille ? Mais la cause est peut-être l'effet, et c'est parce que la famille ne parvient qu'à grand peine à armer d'assez de représentations et sentiments sociaux chacun de ses membres pour qu'il puisse jusqu'à son retour se défendre contre les forces qui le « désintègrent », qu'elle y échoue, et qu'elle laisse ces forces, de proche en proche, étendre leur action jusque chez elle. En réalité, il n'y a pas à distinguer ici cause et effet : l'importance de la vie de la rue pour l'ouvrier et la faible consistance de la famille s'expliquent à la fois par l'action rayonnante, qui s'exerce à partir de l'usine, des conditions du travail de l'ouvrier sur ses conditions de vie. Les différences relevées entre la répartition des dépenses dans la classe ouvrière et dans, la classe haute se ramènent donc (puisqu'elles l'expriment dans le domaine de la consommation) à ce caractère fondamental du travail ouvrier, qu'il est nécessairement effectué « hors de la société ».

Mais ainsi s'explique aussi qu'à l'intérieur de la classe ouvrière on ne relève pas de subdivisions d'un caractère social, et que l'unité de cette classe reste entière. – Il est probable qu'il n'en est pas ainsi de la classe haute. Notre objet, n'était nullement d'étudier celle-ci en sa contexture et ses éléments. Il nous sera permis cependant de conjecturer, d'après beaucoup d'indices, qu'on y reconnaîtrait plusieurs couches sociales superposées, et qui n'admettent de l'une à l'autre que des relations (non professionnelles) assez rares. Il ne nous paraît pas moins vraisemblable que c'est la fortune possédée, ou que certaines dépenses laissent supposer, qui est le principe de ces subdivisions, de même qu'on peut imaginer un grand nombre de vases reliés par tout un système de canaux et siphons, mais qui ne communiquent qu'avec ceux dont le niveau est le même que le leur. Cela suppose que les vases existent, suffisamment clos, et qu'il s'établit à l'intérieur de chacun d'eux un niveau. C'est-à-dire : il faut qu'il y ait des familles définies et intégrées, dont le niveau de vie, la puissance pécuniaire



apparaissent au moins dans certaines dépenses. Tel est assurément le cas dans la classe haute, et nous sommes certains de ne pas nous tromper en admettant que, quelle que soit l'importance qu'on attache d'ailleurs aux autres dépenses à titre de signes extérieurs de la fortune, la dépense logement passe ici, le plus souvent, au premier plan. On voit pourquoi. Comme un des traits qui caractérisent les autres classes, par opposition aux ouvriers, est le prix qu'elles attachent à la vie de famille, comme l'intensité de celle-ci est en rapport étroit avec la qualité du logement, on est assuré que, le plus souvent, le prix du logement sera dans un rapport défini avec le revenu total (rapport qui pourra varier d'ailleurs avec les revenus), et que ce rapport sera comme le centre de gravité de tout le budget, ce qui en déterminera les conditions d'équilibre. On comprend ainsi que, d'une part des intervalles assez nets séparent les prix du logement les plus fréquents, que, d'autre part, à chaque chiffre de la dépense loyer se trouvent associés, dans la conscience sociale, des chiffres définis pour chacune des autres dépenses. À des niveaux de vie déterminés correspondront des couches sociales distinctes. – Cela n'exclut pas l'hypothèse que beaucoup de familles exagèrent leur dépense logement ; mais pourquoi, sinon parce que d'ordinaire, entre la dépense logement et les autres, les rapports sont fixes, et que celle-ci, sans doute plus visible, est devenue le signe le plus fréquent de celles-là ?

Que, dans la classe ouvrière, nous n'ayons pas trouvé de tels intervalles entre divers niveaux de vie bien définis, cela prouve *qu'elle n'a pas encore pris conscience de l'importance sociale du logement*. Il est permis de voir là un des effets les plus certains de l'affaiblissement chez ses membres, par suite des conditions anormales de leur travail. des sentiments et désirs sociaux. Nous avons expliqué comment, sous l'influence de la société, les hommes sont amenés de plus en plus à *prévoir* les satisfactions de leurs besoins, à les envisager d'ensemble, et, pour cela, à répartir la multiplicité de leurs tendances en quelques groupes essentiels. C'est déjà de l'ordre, de la prévision, mais c'est incomplet. Ils demeurent à mi-chemin, tant qu'ils n'ont point rattaché les uns aux autres les besoins essentiels eux-mêmes, et qu'ils ne les ont pas organisés en niveaux de vie. Or ils ne l'ont pas pu, parce qu'ils n'ont point reconnu l'importance majeure d'un de ces besoins, qui sans doute exige d'eux le plus sérieux effort de prévision et de calcul (moins en raison du chiffre de la somme que parce que celle-ci doit être versée en une fois pour un long intervalle, et qu'une telle dépense engage l'avenir), mais dont le degré de satisfaction conditionne le plus toute leur vie sociale. Si une partie d'entre eux s'en étaient convaincus, s'ils avaient consenti un réel sacrifice pour cette fin, il n'est pas douteux qu'ils se seraient rattachés en une conscience collective commune, et socialement différenciés des autres. Qu'on n'invoque pas, d'ailleurs, le faible taux des salaires ouvriers, la limitation nécessaire de leur gain : si toute une partie de la classe ouvrière, avait éprouvé profondément ce besoin, elle aurait obtenu de le satisfaire. Les relations entre de telles familles, l'habitude de se réunir dans les maisons les unes des autres, auraient contribué à développer encore, au

moins à consolider le besoin logement. Bientôt, non seulement les besoins nourriture et vêtement se seraient trouvés étroitement liés et subordonnés à celui-ci : mais d'autres besoins se seraient greffés sur lui, à mesure que la famille aurait échappé à la prise des tendances individuelles et organiques et qu'elle serait devenue capable de prévision : besoins intellectuels et sociaux, en particulier souci de plus en plus marqué d'assurer l'avenir des enfants, etc. – Mais l'étude des faits ne nous a révélé rien de ce genre. Sans doute, il y a un effort, dès qu'on passe à des ménages un peu plus aisés que les pauvres, en vue d'être mieux logé, mais un effort qui a vite atteint son but. Il n'y a peut-être pas une limite inférieure, mais il y a une limite supérieure de la dépense logement dans la classe ouvrière, qui est située assez bas (en comparaison de ce qu'est cette dépense dans les hautes classes) et qui est bien rarement dépassée.

\*

\*   \*

Au terme de cette étude, où nous ne nous proposons pas d'étudier l'évolution des classes, nous nous refusons à jeter un regard sur des « perspectives d'avenir », et à émettre quelque hypothèse sur ce qu'il adviendra de ces groupes. Nous nous bornerons à interpréter, du point de vue où nous sommes maintenant parvenus, les deux « coupures » essentielles que nous avons relevées dans le corps social.

Nous disions que les groupements ruraux sont caractérisés par une pénétration constante de la vie professionnelle dans la vie domestique ; mais il ne s'ensuit, pas que celle-ci s'en trouve disloquée ou ralentie. Car la vie domestique, à son tour, pénètre et enveloppe la vie professionnelle. Le paysan travaille souvent avec sa famille, en vue de sa maison, et (malgré la rudesse de son labeur), ne se sent pas tout à fait isolé en face de la matière. Qu'il conserve, dans beaucoup de cas, au moins une apparence d'initiative et d'indépendance, cela distingue son travail de celui qui s'effectue à l'usine. Le groupe domestique rural est si bien adapté au sol et à ses occupations traditionnelles, qu'il réalise un type de vie sociale original, où le paysan, sans s'éloigner du lieu de son travail, trouve à satisfaire presque tous ses instincts sociaux. Les fêtes et réunions villageoises élargissent pour un moment cet horizon, éveillent et contentent les quelques besoins qui dépassent le cercle de la famille, opèrent l'adaptation périodique (d'ailleurs assez superficielle) des groupes familiaux paysans les uns aux autres, et à tout l'ensemble de la société. C'est une vie collective morcelée, plutôt que diffuse, qui se suffit, et ne tend pas à se dépasser. C'est pourquoi il ne convient pas de la considérer comme socialement inférieure à la vie collective urbaine, mais, simplement, comme autre.

Le développement de la grande industrie et la formation des grandes villes ont eu pour résultats généraux, d'une part, de séparer profondément, d'isoler l'une de l'autre la vie professionnelle et la vie domestique, d'autre part, dans la vie professionnelle même, de diviser le travail productif en deux ensembles de fonctions, dont les unes peuvent s'exercer au sein de la société, et n'enveloppent l'homme que dans des relations sociales, dont les autres l'isolent en face de la matière et des machines, et l'obligent, pendant qu'il s'en acquitte, à sortir de la société. – La seconde de ces deux décompositions a entraîné la division de la partie non paysanne de la société en deux ensembles, caractérisés par leur participation nettement inégale à la vie sociale, c'est-à-dire en deux classes. – La première séparation (entre la vie professionnelle et la vie domestique), bien qu'elle paraisse formelle et nette (puisque l'ouvrier, après ses heures de travail, est aussi bien hors de l'usine que l'employé hors du bureau) n'a pas exercé sur l'une et l'autre classe la même action. Elle a été réelle pour la classe haute (au reste, c'est là qu'elle était la moins pressante, puisque les deux parties de la vie qu'elle distinguait étaient l'une et l'autre sociales); il a pu se développer librement dans la famille une vie collective intense, qui a conduit les familles de niveau économique semblable ou voisin à se rattacher, pour l'intensifier encore ; de là la décomposition (probable) de la classe haute en couches sociales distinctes et exclusives. Elle a été apparente pour la classe ouvrière (où, cependant, elle eût été le plus nécessaire, puisqu'il s'agissait d'affranchir la partie de l'existence réservée à la vie sociale de tout rapport de continuité avec celle qui se déroule hors de la société) : les habitudes contractées à l'usine se sont révélés trop durables, il a été trop difficile à l'ouvrier de réveiller en lui l'homme social, pour qu'il devienne capable de constituer une vie de famille sur des bases assez solides et qu'il en éprouve fortement le besoin. Il n'a pas trouvé dans le sentiment profond de l'importance de l'intérieur domestique et du logement un principe au nom duquel il aurait groupé ses besoins en niveaux de vie définis. Il s'est contenté d'introduire dans ses appétits et ses tendances un ordre incomplet, de les rassembler en quelques groupes auxquels la prévision peut s'appliquer, mais qui ne se rattachent les uns aux autres que par un lien lâche. Il est resté dans cette zone à demi superficielle de la vie sociale, où il subsiste encore trop de passivité et d'inertie.

Mais la conscience de la classe ouvrière a gagné en étendue ce qu'elle perdait en profondeur. Privés encore des biens les plus grands de la société, moins « sociables » que les autres, les ouvriers sont plus « solidaires ». Il ne faut pas s'en étonner. C'est en présence des forces matérielles menaçantes ou déchaînées, c'est après quelque catastrophe, ou au cours de leur lutte contre les agents naturels, que les hommes se rapprochent le plus étroitement, que la société humaine se sent le plus une. Or, nous l'avons souvent répété, c'est la fonction des ouvriers que de se trouver, presque en permanence, en contact avec la matière, aux prises avec ses résistances, et d'endurer, pour en venir à bout, un isolement gros parfois de périls, et toujours douloureux : car l'homme est naturellement fait pour la société. Dès qu'ils y rentrent, que leur première réaction

soit le sentiment confus de ne faire qu'un avec tous ceux qui partagent leur sort, on pouvait s'y attendre. Et il est probable que, quelles que soient les destinées de la classe ouvrière, cette solidarité consciente entre tous ses membres, sous une forme ou l'autre, subsistera.

## La classe ouvrière et les niveaux de vie

# Annexe I

## Les enquêtes par budget de familles. Bibliographie et remarques critiques

[Retour à la table des matières](#)

Bien que nous nous en soyons tenu, dans cet ouvrage, à l'analyse des deux enquêtes allemandes les plus récentes (nous avons expliqué pour quelles raisons), nous avons au préalable pris connaissance de toutes les autres enquêtes par budgets de familles les plus importantes. C'était indispensable, afin de nous assurer que nos deux enquêtes nous offraient une base d'études plus large et plus solide que celles qui les avaient précédés. Et comme ce sont là, d'autre part, les matériaux sans doute les plus importants pour l'étude de l'évolution des dépenses dans le temps, il était utile d'en reconnaître sommairement l'espèce et la valeur.

Notre revue ne prétend pas être complète. Elle porte en tout cas sur un plus grand nombre d'enquêtes que la bibliographie qu'on trouvera aux pages 14\*-16\* de l'enquête de l'Office impérial allemand de statistique. D'autre part, tandis que, dans cette bibliographie, les enquêtes sont rangées par ordre chronologique et par pays, nous avons tenté de les classer à la fois d'après leur durée et la méthode adoptée. Enfin, toutes les

fois que cela nous a paru opportun, nous avons accompagné cette revue de remarques critiques de portée plus ou moins générale. – Nous n'avons retenu, en principe, que les budgets d'ouvriers de l'industrie dans les grandes villes.

## — A —

### Les budgets proprement dits (réellement tenus)

On a obtenu des budgets de familles par bien des méthodes. Nous distinguerons les budgets qui sont tenus par les « sujets » de l'enquête de ceux qui sont établis par les enquêteurs.

#### 1° Les budgets tenus spontanément

[Retour à la table des matières](#)

Il y a des budgets que les intéressés tiennent sans en avoir été priés, et pour leur propre compte : à ceux-là on doit reconnaître l'avantage de la spontanéité, c'est-à-dire de la sincérité (car l'intéressé les tient pour lui, et ne songe pas que d'autres les consulteront) et, d'autre part, on n'a pas à craindre que le fait de tenir momentanément un compte de ses recettes et de ses dépenses modifie les habitudes de vie du ménage (puisque cette tenue d'un livre est dans le sens de ses tendances)<sup>1</sup>. Ils peuvent être soit de vieux livres de compte dont les auteurs ont disparu<sup>2</sup> (ce qui rend d'ailleurs impossible d'obtenir des explications, corrections ou compléments), soit le livre tenu

---

<sup>1</sup> C'est ce que Schnapper Arndt appelle « die vorgefundene Bücher ». Vorträge und Aufsätze, 1906, p. 27.

<sup>2</sup> Voir, même volume, *Aus dem Budget zweier Schuhmachergesellen des 17. Jahrhunderts*, à titre d'exemple.

par le chef de famille, ou le livre des comptes du ménage tenu par la femme (où les dépenses faites au dehors par le mari n'apparaissent pas) <sup>1</sup>.

## 2° Les budgets tenus sur la demande de l'enquêteur

[Retour à la table des matières](#)

Les livres qui sont tenus à l'instigation de l'enquêteur peuvent ne pas se distinguer trop des précédents, si l'intéressé ne fait que reprendre des comptes qu'il avait interrompus, s'il continue après et de lui-même ce travail qui ne l'importune pas, et qui est, en somme dans ses goûts, comme on lui a donné l'occasion de le reconnaître, si, encore, il y a chez lui un livre de cuisine, et s'il a l'habitude de garder les quittances. Mais, le plus souvent, de tels budgets seront bien des données artificiellement obtenues, parce que l'ouvrier doit faire un effort plus ou moins grand, plus ou moins contraire à ses habitudes, pour tenir ses comptes. De là sans doute un avantage : c'est que l'enquête ne portera pas seulement sur des familles rangées et particulièrement prévoyantes, qu'on ne pourrait, pour cette raison, considérer comme typiques; mais de là aussi bien des perplexités pour l'enquêteur : défaut d'habitude, négligences, défiance et mauvaise volonté, désir de paraître plus pauvre ou plus riche qu'on n'est. Toutefois c'est rarement aux ouvriers misérables qu'on s'adresse. Presque tous les enquêteurs ont remarqué qu'on ne peut obtenir des budgets valables que d'ouvriers «bien situés <sup>2</sup> », ou, du

---

<sup>1</sup> Toujours dans le même volume, *Nährkele, ein sozialstatistisches Kleingemälde aus dem Schwäbischen Volksleben*, p. 190-253, monographie et budget d'une couturière pauvre, dans une petite ville de l'Allemagne du Sud ; elle avait tenu ses comptes de 35 à 48 ans, mais n'avait gardé que ceux des quatre dernières années, 1879-1882. Voir aussi : Henriette Fürth, *ein mittelbürgerliches Budget über einen zehnjährigen Zeitraum*, Iéna, 1907, tenu par la famille d'un ancien marchand devenu employé, à Francfort. Voir, surtout (reproduits par Hampke (Karl), *das Ausgabebudget der Privatwirtschaften*, Iéna, 1888), deux budgets obtenus par Hofmann (Dr. E., Pfarrer), tenus pendant 20 ans, l'un par un commis dont la femme tient un commerce d'épicerie, l'autre par un Sekundarlehrer, d'après des livres de comptes. Hofmann. *Zwei Haushaltbudgets über einen Zwanzigjährigen Zeitraum*, Archiv. für soz. Gesetzgbg., Bd. 6, 1893.

<sup>2</sup> Landolt, dans *Method und Technik der Haushaltsstatistik*, Freiburg und Leipzig, 1891, pose en principe qu'on ne doit choisir que des ouvriers dont on soit sûr qu'ils seront capables de tenir ces budgets. Même remarque, chez Adolf Braun, en tête de l'enquête de Nurenberg. Et, dans notre enquête elle-même des travailleurs des métaux, bien qu'on nous dise : « on a fait le possible pour obtenir des budgets non seulement d'ouvriers bien payés, mais encore d'ouvriers de situation

moins, d'ouvriers sérieux, ce qui est une catégorie dans le groupe des ouvriers en général.

Peut-être aurait-on pu trancher par l'expérience la question technique de l'agencement du carnet qui est remis aux enquêtés. Les uns, comme Landolt, dans son excellente enquête de Bâle <sup>1</sup>, ont laissé les intéressés libres d'indiquer leurs recettes et leurs dépenses sur des pages distinctes, ou simplement dans l'ordre chronologique, sur une même page, en soulignant les recettes. Le plus souvent on remet aux enquêtés des formulaires ou des livrets avec diverses cases que l'ouvrier n'a qu'à remplir. – Quant au contrôle, le mieux serait que l'enquêteur disposât de termes de comparaison <sup>2</sup>. Pour la dépense nourriture, il est commode de demander une double inscription journalière, celle des menus, et celle des achats d'aliments, et de les comparer <sup>3</sup>. D'autre part, bien que la nourriture des ouvriers des villes soit plus diverse, et leurs habitudes moins régulières que dans la classe paysanne, il y a quand même des retours périodiques des achats, et comme une durée normale des provisions, qui permet de contrôler, à l'aide des achats d'une période, ceux d'une autre. Il en est quelquefois de même pour le vêtement : dans certaines régions, il y a des époques fixes, notamment la semaine de la fête, où l'on achète le linge, où l'on renouvelle les habits ; mais cela se rapporte aux petites villes. Ailleurs, on peut procéder comme on l'a fait dans l'enquête américaine de 1907 dont nous parlerons (Louise Bolard More). « Quand il n'y avait pas de comptes tenus de la dépense vêtement, l'enquêteur passait en revue très soigneusement, pièce par pièce, tous les vêtements portés par chaque membre de la famille » : c'était l'occasion, pour la ménagère, de se rappeler ce qu'elle avait acheté dans l'année. Mieux vaut encore, naturellement, faire un inventaire complet des vêtements et du mobilier, au début et au terme de la période d'enquête (nous aurons l'occasion de parler des inventaires dressés par Le Play, Landolt, et à Dresde). Certaines dépenses, le logement, les impôts, seront indiquées sans risque d'erreur. Mais, en dehors de ces grandes catégories, il peut y avoir bien des omissions, par oubli ou à dessein. Elles apparaîtront dans le bilan, mais à la condition qu'au début on ait pris note de ce qui est « en caisse » et aussi des dettes et des créances. Alors on aura dans le double bilan (du

---

moyenne et mauvaise » (p. 7), on reconnaît, à la même page, qu'on ne s'est adressé qu'à des personnes sur qui on pouvait faire fond (zuverlässige).

<sup>1</sup> Landolt (Carl) *Zehn Basler Arbeiterhaushaltungen*, Zeitschrift für schweizerische Statistik, XVII Jahrgg. 3 Heft, Bern, 1891.

<sup>2</sup> Landolt raconte comment, des 80 ménages qu'il avait décidés à tenir leur budget, et dont il avait dressé l'inventaire, il n'en put décider que 17 à continuer pendant une année. Il les convoquait de temps en temps en des réunions, où l'on discutait et corrigeait en commun les résultats obtenus. « Il en vint 74 à la première, 43 à la deuxième, 28 à la troisième, etc... Une ou deux fois par semaine, ajoute-t-il, je me rendais chez eux pour échanger les livrets, et j'exerçais un contrôle rigoureux ». Livre cité p. 282.

<sup>3</sup> C'est la méthode que nous avons employée, quand nous avons, en avril 1907, fait dresser 81 budgets, pour 4 semaines, en France, pour le compte de M. Seebohm Rowntree, et c'est elle qu'il avait appliquée pour l'établissement des budgets contenus dans *Poverty, a study of town life*, London, 1902.



début et de la fin de la période), et dans la comparaison hebdomadaire ou mensuelle des revenus et des dépenses, deux termes comparables et qui devront se correspondre <sup>1</sup>.

### 3° Les budgets tenus une année ou plus

[Retour à la table des matières](#)

Avant de passer en revue quelques enquêtes qui s'inspirent d'une autre méthode, voyons pendant combien de temps ont été tenus les budgets proprement dits que nous possédons (ou du moins les plus importants). On peut distinguer ici les livres de comptes qui se rapportent à plusieurs années (Haushaltungsbücher), les comptes annuels (Jahresausgaberechnungen), et les budgets tenus pendant moins d'une année. Les premiers sont les plus rares. Nous avons déjà mentionné (p. 458 note 3) le budget (non ouvrier) d'H. Fürth, ceux de Hofmann. Hampke, dans l'ouvrage cité au même endroit, s'est appuyé sur six budgets tenus de une à quatre années, mais, pour cinq d'entre eux, il n'a publié que les comptes d'une année <sup>2</sup>, pour le sixième <sup>3</sup>, deux comptes annuels à trois ans d'intervalle <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> À défaut de ces moyens de contrôle, quelques enquêteurs se contentent à trop bon compte. Ainsi, dans les trois *Frankfurter Arbeiter Budgets* (Schriften des freien deutschen Hochstifts), qui furent tenus pendant toute l'année 1888 sous la direction de trois membres de la section économique de cette fondation (un travailleur des ateliers des chemins de fer, par Adolf Baumann ; un travailleur d'une fabrique de produits chimiques, par Opificius ; un Haushilfearbeiter, par Uhlfelder) et où on a pris soin de joindre au budget des dépenses un inventaire, on s'inquiète, quand même, de cette remarque de Baumann : «l'ouvrier a été surveillé d'abord tous les huit jours, puis à plus longs intervalles. Comme il n'y a pas une dépense qui ne soit nécessaire, on peut dire que le budget est typique. On sait que, dans les basses classes, les conditions de vie sont nécessairement uniformes, en sorte qu'il n'y a absolument aucune place pour les divergences individuelles, fantaisies, inclinations »... (p. 24). Dans le troisième de ces budgets, alors qu'il y a un article chauffage-éclairage, le pétrole et l'alcool à brûler sont compris dans la nourriture. On n'indique de dépense ni pour le beurre, ni pour la graisse. Il n'y a pas de dépense vêtement dans le 1<sup>er</sup> semestre. Du premier au second semestre, sans raison apparente, la dépense nourriture monte de 85 marks 54 à 181 marks 68.

<sup>2</sup> Un peintre (dépense totale, 801 marks), un maître tailleur (1.254 marks), un rentier, ancien marchand (3.045), un grand fabricant (7.945), un haut fonctionnaire (18.206).

<sup>3</sup> Employé de chemin de fer, dépense de 1.046 à 1.117 marks.

<sup>4</sup> Karl. v. Keller, dans *Wirtschaftsrechnungen* (Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft, 62 Jahrg. 4 Heft, Tübingen, 1906 – et *Wirtschaftsrechnungen*, Leipzig, 1908, a publié son budget tenu pendant 10 ans, de 1895-96 à 1904-05, et sa continuation jusqu'en 1907 (revenu de 2.057 à

De tels budgets, tenus pendant une période de plusieurs années, nous permettraient seuls de répondre à bien des questions. Comment, par exemple, déterminer l'influence de l'âge, aussi bien des enfants que des parents, sur l'ordre des dépenses ? Il ne suffirait pas de comparer des ménages composés de membres d'âges différents, mais formant une série, pris à une même époque, dans un même groupe. La courbe ainsi obtenue serait fictive, tant qu'on n'aurait pas constaté, par l'étude directe de l'évolution de chacune de ces familles qu'elle s'y conforme bien en moyenne. – On a essayé, de même, de substituer à une succession dans le temps une série dont tous les termes étaient observés au même moment, en supposant que les conditions n'ont point changé. Quand l'Office du travail français<sup>1</sup>, pour calculer comment a varié le prix de la vie, prend une quantité d'aliments consommée par des ouvriers en 1889, et cherche quel en aurait été le prix en 1841, il suppose que la consommation était aussi forte alors qu'aujourd'hui, que les besoins n'ont pas changé. C'est ce que fait encore l'Office de statistique de Dresde, pour une période d'ailleurs bien plus courte<sup>2</sup>. De même, lorsque l'Office de statistique danois indique le prix dans les villes de province des aliments consommés par les ménages de Copenhague, et inversement, il suppose que ces ménages n'auraient point changé de goûts ni d'habitudes, en passant d'un endroit dans l'autre<sup>3</sup>. – Mais, si on ne veut pas faire de telles suppositions, si on veut tenir compte de ce que non seulement les conditions économiques générales, mais les besoins des groupes évoluent, et peut-être de façon assez irrégulière, on voit difficilement comment ne pas observer les mêmes familles pendant plusieurs années consécutives, ou à des années prises à intervalles plus ou moins éloignés. C'est ce dont quelques auteurs ont bien eu le sentiment. L'un d'eux<sup>4</sup> s'est préoccupé de ceci : est-ce que les travailleurs qui quittent la campagne pour la ville améliorent ainsi leurs conditions d'existence ? Il s'est adressé à des travailleurs de Königsberg, chefs de famille ou célibataires, anciens journaliers de la campagne, qui exerçaient à la ville une même profession depuis au moins un an. Il a reconstitué leur budget immédiatement avant et après leur émigration. Il n'a pas appliqué la méthode dont nous nous occupons en ce moment, et a procédé surtout par interrogation. Mais on conçoit qu'il se soit trouvé quelques familles, parmi celles-là, pour tenir leurs comptes. Poursuivie assez

---

3.570 marks). Gerloff a publié (*Haushaltungsrechnungen zweier Volksschullehrer*, *Annalen des deutschen Reichs*, 41 Jahrgg., n° 3, München, 1908) deux budgets d'instituteurs, l'un, de Stettin, tenu de 1901 à 1906, l'autre, de Crefeld, tenu de 1904 à 1906. Bien que la plupart de ces budgets pluriannuels ne soient pas ouvriers, en raison de leur petit nombre nous les citons à titre d'exemples.

<sup>1</sup> *Bordereaux de salaires pour diverses catégories d'ouvriers en 1900 et 1901.*

<sup>2</sup> Voir p. 465, note 2 ; la période qui sépare les budgets réellement tenus, et le calcul de ce qu'ils auraient été avec des prix plus récents, est de deux années.

<sup>3</sup> Voir p. 466, note 4.

<sup>4</sup> Mulert (Oskar). 24 *Ostpreussische Arbeiter und Arbeiterfamilien. Ein Vergleich ihrer ländlichen und städtischen Lebensverhältnisse*. Gustav Fischer. Iéna, 1908, 228 pp.

longtemps, et à condition de porter sur beaucoup de ménages, une telle enquête serait bien instructive.

Les budgets annuels sont plus nombreux. En 1880, l'Office de statistique de Berlin obtint deux budgets annuels seulement, l'un d'un menuisier, l'autre d'un cordonnier <sup>1</sup>. En 1883, Ballin <sup>2</sup> a publié six budgets annuels de 1880, 1881 et 1882, dont trois tenus par des ouvriers, et trois autres par un fonctionnaire, un rentier et un marchand de Berlin. En 1890 furent publiés les trois budgets annuels de Francfort (voir page 461 note) <sup>3</sup>. En 1897, Max May <sup>4</sup> a recueilli 20 budgets tenus pour la plupart pendant une année, mais dont 4 seulement sont dressés par des ouvriers de grandes villes (de plus de 100.000 h.); l'auteur était préoccupé surtout d'étudier la différence des conditions de vie dans les grandes, dans les petites villes, et à la campagne (les noms de lieux sont d'ailleurs omis). En 1901, à Nürnberg <sup>5</sup>, on a recueilli et publié 44 budgets ouvriers tenus pendant une année (1<sup>er</sup> février 1899 au 31 janvier 1900), 800 travailleurs s'étaient offerts à tenir leur budget et avaient même entrepris cette tâche). Les dépenses annuelles des ménages sont comprises entre 725 et 2. 195 marks, et le nombre des membres des familles, entre deux et dix. Cette enquête, à l'époque où elle a été effectuée, était une des plus importantes, et sans doute la première où l'on eut réussi à obtenir, pour un an, un si grand nombre de budgets. Mais l'élaboration en a, certainement, été trop hâtive, ce qui rend délicat de l'utiliser <sup>6</sup>. En 1901 et 1907 parurent, à

<sup>1</sup> *Ausgaben der arbeitenden Klasse*. Statistisches Jahrbuch der Stadt Berlin. VIII Jahrgg (1880). Berlin, 1882, p. 164.

<sup>2</sup> Ballin (Paul) *Der Haushalt der arbeitenden Klassen*. Berlin, 1883.

<sup>3</sup> L'enquête sur les travailleurs des cigares du grand-duché de Bade, publiée en 1890 par Wörrishoffer (Karlsruhe, 1890), porte sur des ouvriers qui tous habitent des villes de moins de 20.000 habitants (avec consommation de produits domestiques, propriété de la maison d'habitation, etc.), et ne nous intéresse donc pas ici.

<sup>4</sup> *Wie der Arbeiter lebt*. Berlin, 1897. L'ouvrage antérieur du même auteur, *Zehn Arbeiter Budgets*, 1891, outre que les budgets en question ne sont tenus que pendant deux semaines offre les particularités suivantes : les ouvriers vivent à la campagne. C'est leur patron, qui est philanthrope, qui les a incités à tenir ces comptes. sur ces 10 ménages, 7 reçoivent des « gratifications » de leur employeur, qui a d'ailleurs introduit dans son usine toutes sortes d'œuvre de bienfaisance. On ne nous indique pas en quel endroit ils vivent. il s'agit, manifestement, de démontrer une thèse.

<sup>5</sup> *Haushaltungs-Rechnungen Nürnberger Arbeiter*. Bearbeitet im Arbeiter-Sekretariat, Nürnberg, von A. Braun. Nürnberg, 1901.

<sup>6</sup> On nous indique le nombre des personnes qui entrent dans le ménage, mais non leur âge. Surtout, dès qu'on passe d'un tableau à l'autre on note trop d'oublis, d'interversions, de notations inexactes : par exemple, considérant le tableau principal, où on indique la liste des dépenses totales, et la proportion des dépenses de chaque catégorie à ce total, on remarque ces écarts entre les chiffres de ce tableau et les chiffres correspondants à d'autres pages : 1969,26 ici, et 1996,26, p. xxx ; 1863,85, ici, et 1864,42, p. 78 ; 1636, 42 ici, et 1638, p. 35 et 77 ; 1572,02 est oublié p. 77 ; 1553,89 ici, et 1566,12 p. 35 ; 1543,06, ici, et 1542,86 p. 35 ; 1428,03, oublié p. 77 ; 1415,29, ici, et 1425, 49, p. XVIII et p. 77, et, encore, 8 écarts de ce genre ensuite – ce qui est beaucoup, pour 44 ménages. Ajoutons qu'il ne nous a été possible, d'après les données contenues dans ce livre, de retrouver la profession qui correspond à ces diverses catégories de dépenses que pour 20 ménages. – Ce n'est d'ailleurs là nullement un défaut constitutionnel des enquêtes syndicales : celle des travailleurs de métaux a été au contraire élaborée et corrigée avec le plus grand soin.

Dresde, deux enquêtes fort intéressantes<sup>1</sup>. L'inventaire de ces ménages devait servir d'introduction et de préparation à la tenue des budgets eux-mêmes. Mais, sur ces 87 ménages, 41 seulement ont tenu leur budget une année pleine (du 1<sup>er</sup> avril 1903 au 31 mars 1904). D'autre part, on s'est borné à publier les dépenses, pour les articles de consommation (nourriture et boisson) les plus importants de 25 de ces familles, de celles qui comprennent de quatre à sept personnes. On a voulu seulement calculer de combien les dépenses de ces familles, pour les mêmes quantités consommées, auraient été plus élevées en 1905-1906<sup>2</sup>. En 1905, Feuerstein a publié 26 budgets, dont 21 résultent de livres de comptes. 7 ont été tenus pendant une année entière, 17 de trois à six mois, un, deux mois, un, une semaine<sup>3</sup>. Tels sont les budgets tenus pendant un an en Allemagne. Dans d'autres pays, nous signalerons les 10 budgets annuels de Bâle, publiés par Landolt en 1891 (voir ci-dessus, p. 460 en note)<sup>4</sup>, et, d'autre part, 50 budgets ouvriers annuels recueillis en Danemark par le Bureau de Statistique de cet État<sup>5</sup>. La rareté même de ces enquêtes révèle les difficultés qui étaient à surmonter.

<sup>1</sup> Inventarien von 87 -Dresdner Arbeiterhaushaltungen (Mitteilungen des Statistischen Amtes der Stadt Dresden, 13 Heft) Dresden, 1904, – et die Dresdner Kleinverkaufspreise der wichtigsten Lebensmittel in den letzten Jahren und der Einfluss der eingetretenen Preisänderungen auf das Ausgabebudget einer Arbeiterfamilie (Mitteilungen, etc., 161 Heft), Dresden, 001.

<sup>2</sup> Ces budgets ont été obtenus avec la collaboration de l'Union des syndicats de Dresde. Les 25 familles dont les budgets sont publiés se décomposent en 12 familles de 4 personnes, 6 de 5, 3 de 6, et 4 de 7. On nous indique si leurs enfants ont plus ou moins de 14 ans. Il s'agit surtout d'ouvriers qualifiés.

<sup>3</sup> Feuerstein H., *Lohn und Haushalt der Uhrenfabrikarbeiter des badischen Schwarzwaldes* (Volkswirtschaftliche Abhandlungen der badischen Hochschulen, VII Bd., 4 Ergänzungsband), Karlsruhe, 1905. Nous avons rendu compte de cette enquête et critiqué la méthode de l'auteur, dans *l'Année Sociologique*, 10<sup>e</sup> année, pp. 616-620. Ces budgets ont été dressés pendant les années 1903-1904, sous la surveillance très attentive et appliquée de l'auteur.

<sup>4</sup> Dans *Methode und Technik der Haushaltsstatistik*, Leipzig, 1894, il a publié encore le budget d'un dessinateur de modèles dans une Stickereifabrik de Thurgau, et dans *Lohnstatistik und Haushaltungsbudgets* (Schweizerische Blätter f. Wirtsch. u. Soz. Polit. III Jahrgg., n°19), Bern und Leipzig, 1895, à ces 11 budgets il en a ajouté 4 autres de familles de Thurgau.

<sup>5</sup> *Danske Arbejder familiers Forbrug*, 1. Afdeling : Byarbejdere, 2 Afdeling : Landarbejdere, Danmarks Statistik, Statistiske Meddelelser, 4 Reihe, Bd. 6, Heft 6 u. Bd. 11, Heft 2. Kopenhagen, 1901. – Rubin M. (Directeur du Bureau de statistique de l'État danois). *Consommation de familles d'ouvriers danois* (Bulletin de l'Institut International de Statistique, XIII, 3), Rome, 1903. L'article de Rubin expose les résultats généraux de cette enquête et contient des tableaux résumés. Le Bureau fut assisté, dans la préparation de l'enquête, par différentes personnes compétentes, dont quelques-unes de la classe ouvrière. 89 maîtres d'école, et, à Copenhague, le Comité des syndicats professionnels coopératifs, distribuèrent des carnets de ménage et surveillèrent la tenue des budgets (pendant toute l'année 1897). Après un examen approfondi, on en retint 251 (50 des villes – 27 de Copenhague et 23 des villes de province ; – et 201 des communes rurales). « Nos matériaux, dit le rapport, ont été réunis exclusivement parmi des ouvriers relativement bien situés, qui ont été en état de tenir les comptes, et dont les ménages sont assez bien ordonnés. » On n'a pas pu toujours obtenir des indications sur la quantité des objets consommés ; on a dû s'en tenir souvent au montant des dépenses et se contenter de rubriques générales telles que : viande, poisson. On a renoncé à taire un inventaire (qui après tout sortait des cadres de l'enquête sur l'emploi des revenus d'une année) « parce qu'on court risque que la taxation du mobilier ne soit entièrement dépourvue de règles fixes » et surtout d'uniformité, s'il y a plusieurs centaines de familles pour l'effectuer. – Les tableaux résumés sont parfois composés au nom d'idées préconçues, ce qui met en défiance. Ainsi, dans le tableau p. 44 (de l'article), (proportion

Pour mesurer le chemin parcouru, il suffit de songer aux deux budgets recueillis à grand'peine en 1880, par l'Office de statistique de Berlin, alors qu'à Schöneberg seulement on en a obtenu 52 en 1908, qu'on compare aussi, aux 44 budgets recueillis à grand'peine à Nürnberg en 1899-1900, les 320 budgets obtenus par l'Union des travailleurs des métaux en 1900. Aux efforts individuels de Ballin, Hampke, Landolt, Feuerstein, qui, en s'y consacrant tout entiers, obtiennent 5, 10, 20 budgets annuels au plus, se substitue l'œuvre collective de grands organismes armés de moyens exceptionnels.

## 4° Les budgets tenus moins d'une année

[Retour à la table des matières](#)

Nous passons maintenant à un second groupe de budgets, qui sont bien tenus au jour le jour, et sur des livres de comptes ou par la méthode des budgets de familles, mais pendant une période de temps moindre qu'une année. – Nous avons vu que, pour l'étude des dépenses, l'année est encore la coupure la moins artificielle qu'on puisse pratiquer. Les enquêteurs en ont si bien le sentiment qu'il leur arrive de multiplier par 12 les résultats mensuels, ce qui, naturellement, n'en augmente pas la valeur<sup>1</sup>. Les budgets tenus moins d'une année ne sont cependant pas tous sans utilité. Schnapper-Arndt a raison de dire<sup>2</sup> que tout dépend de l'objet de la recherche, qu'« une obser-

---

des dépenses annuelles par unité, suivant qu'il s'agit d'artisans ou de journaliers, en province ou à Copenhague), l'auteur a réuni en un seul les articles « habitation » et « autres dépenses », pour obtenir une régularité apparente. Il dit : « ce petit tableau nous présente une répartition des dépenses à la fois si uniforme que les budgets doivent évidemment provenir de familles de la même couche sociale, et pourtant variante (*sic*) d'une manière si régulière qu'il devient l'expression rigoureuse de la différente faculté de dépense des familles ». mais, en se reportant au tableau de la page précédente (p. 43), on trouve, pour la dépense habitation, un écart essentiel, et qu'il aurait convenu d'expliquer. – Au reste les 50 budgets ouvriers sont trop peu nombreux pour qu'on puisse les répartir en beaucoup de groupes. Le tableau 3 (moyenne des dépenses annuelles par unité selon le revenu et la grandeur des familles) présente des catégories dont le plus grand nombre ne contient que de 1 à 4 budgets, ce qui est insuffisant pour fonder une moyenne.

<sup>1</sup> Trop souvent ils ne nous préviennent pas ; mais l'apparition de multiples de 12 suffit à nous édifier. C'est le cas pour un bon nombre des budgets recueillis par Hampke en annexe du livre cité, p. 458 : par exemple, les budgets de travailleurs munichoïses, par Dehn (tirés des *Annalen des deutschen Reichs*, Jahrgg 1880-81) ; il va même jusqu'à multiplier la dépense journalière nourriture par le nombre de jours de l'année ; et le budget d'un employé chez un pharmacien de la banlieue de Berlin, encore (*Concordia*, 1882, Nr. 72-73, Mainz), où la dépense de la semaine est multipliée par 54.

<sup>2</sup> Livre cité, voir p. 458, note 1.

vation exacte pendant une très courte durée, un mois, une semaine, quelques jours, ne sera pas sans valeur, si on ne prétend pas en tirer ce qu'elle ne fonde pas ».

Il y a d'abord un problème pour la solution duquel des budgets annuels ne sont pas indispensables : nous avons vu que la dépense nourriture était celle qui variait le moins, pour un même ménage, d'année en année : elle ne varie peut-être pas extrêmement de mois en mois. M. Rowntree, en 1902<sup>1</sup>, a publié les résultats d'une enquête sur les familles ouvrières de la ville d'York. Il a cherché à déterminer l'étendue de la pauvreté primaire (qui est telle que le revenu total ne suffit pas à l'entretien de la vie), en comparant au prix de la nourriture minima nécessaire (d'après les physiologistes) le revenu des familles observées (il trouva que 15,46 0/0 de la classe ouvrière se trouvait en état de pauvreté primaire). Pour mettre en lumière directement l'insuffisance de l'alimentation, il a fait dresser leurs budgets par 10 familles, pour une période de une à treize semaines, avec pesée des aliments. C'est un problème du même genre que se sont posé plus récemment les enquêteurs de l'Institut Solvay<sup>2</sup>. – Nous admettons que, pour répondre à des questions simples telles que celles-ci : quel est le rapport entre la quantité d'aliments consommés en fait et celle qui serait nécessaire, entre la dépense nourriture effective et ce qu'elle devrait être, quel est le rapport entre la dépense nourriture et la dépense totale (mais, dans ce dernier cas, sous beaucoup de réserves), des budgets tenus seulement quelques semaines nous apportent des renseignements presque suffisants.

Mais l'intérêt des budgets de M. Rowntree est autre encore. Ils se rattachent à une autre catégorie de budgets hebdomadaires ou mensuels, à tous ceux qui sont dressés à titre d'illustration ou de complément à une enquête conduite d'ailleurs par d'autres méthodes. En effet, les budgets font quelquefois partie d'une monographie : c'est ici le cas. Le budget ainsi que les quelques menus de repas qu'on nous cite n'est qu'une pièce de la description de la famille et de ses conditions de vie. Et il n'y a aucune raison, en effet, pour qu'après nous avoir donné quelques aperçus sur l'aspect de l'habitation et des habitants, nous avoir cité quelques lambeaux de leur conservation, rapporté leurs

<sup>1</sup> Rowntree (B. Seebohm). *Poverty. A study of town life*. London, Macmillan, 1902, 426 p.

<sup>2</sup> À Slosse et E. Waxweiler. *Enquête sur le régime alimentaire de 1.065 ouvriers belges* (Institut Solvay, travaux de l'Institut de sociologie, notes et mémoires, fascicule 9), Misch et Thron, Bruxelles et Leipzig, 1910, 260 p.). On a envisagé 10 catégories de métiers (terrassiers, maçons, carriers, bouilleurs, constructeurs-mécaniciens, tisserands au métier à bras, au métier mécanique, cordonniers à la main, à la machine, typographes). Un carnet inventaire était remis au délégué local, et un livret de consommation à la ménagère ; ce dernier devait être tenu jour par jour pendant 14 jours. La conclusion de l'enquête physiologique est la suivante : « d'une part, une place insuffisante est faite à la consommation de l'albumine ; d'autre part, dans cet apport trop réduit, la part de l'albumine animale est, relativement, trop grande. Dans un peu plus du tiers des cas, l'apport d'énergie potentielle ne correspond pas à la pratique du travail dur exigé par l'exercice du métier ». Dans toute l'enquête, il n'est question que des quantités d'aliments, ou de substances alimentaires consommées. On n'a pas même demandé aux ouvriers ce qu'ils dépensaient pour cet objet.

remarques sur le propriétaire, sur les voisins, sur les prêtres, etc.<sup>1</sup>, on ne nous laisse pas aussi entrevoir de quelle façon ils se nourrissent. De tels matériaux valent ce que vaut l'enquête elle-même, et c'est une critique générale de la monographie comme méthode qui le déterminerait. – Il faut se défier davantage des budgets de courte durée qu'on trouve quelquefois rattachés à des enquêtes où l'on n'a point procédé principalement par cette méthode : il semble qu'on veuille fortifier par là des données qui ont été obtenues trop rapidement, et sans beaucoup de garanties. Ainsi, dans la grande enquête américaine, sur laquelle nous reviendrons, on nous dit que, dans quelques cas, des livres de compte ont été tenus; dans l'enquête (américaine aussi) de Louise Bolard More, on nous dit que, sur 200 budgets, 50 reposent sur des livres de comptes tenus de une semaine à un an. Mais les autres n'en valent pas plus pour cela ; et, d'ailleurs, on ne donne pas d'indications plus précises sur la répartition de ces budgets suivant la durée pendant laquelle ils furent tenus. On a le droit de ne voir là que des contreforts fictifs<sup>2</sup>.

Il reste un nombre d'enquêtes assez limité, où l'on s'est efforcé de déterminer la situation et les dépenses des travailleurs d'une région à l'aide de budgets de moins d'une année. On ne s'en tient plus à l'étude de la nourriture. On ne considère pas non plus le budget comme le complément ou l'accessoire d'une monographie. Il devient, avec et malgré cette limitation dans le temps, un instrument d'investigation sociale qui doit se suffire. C'est ainsi qu'on a procédé en Belgique<sup>3</sup>, dans le grand-duché de Bade<sup>4</sup> et en Bavière<sup>5</sup>. D'autre part, des particuliers ont aussi fait tenir des budgets dans les mêmes conditions<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Comme type de ce genre d'études, citons seulement le livre de Herzfeld (Miss Elsa). *Family monographs. The history of twenty-four families living in the middle west side of New York City*. New-York, 1905, 105 p. Nous l'avons analysé, et en avons discuté la méthode, dans *l'Année Sociologique*, vol. X, p. 605.

<sup>2</sup> Une autre catégorie de budgets de courte durée comprendrait les budgets tenus par les plus pauvres des ouvriers. Par exemple, dans le grand ouvrage de Booth (Charles), *Life and labour of the people in London*, Londres, Macmillan, 1902-1903, 17 vol. (les deux premières séries, 9 vol., Poverty et Industry, en seconde édition), on trouve dans le premier volume 30 budgets de famille tenus pendant 5 semaines. On se heurte évidemment ici à des difficultés spéciales, et, si on veut saisir sur le vif sans la modifier, sans l'astreindre la famille misérable, en ses habitudes et ses démarches, peut-être ne peut-on procéder autrement. D'autre part, en raison de l'état de dénuement où se trouvent ces ménages, peut-être une observation courte donne-t-elle une juste image de leur misère chronique : mais on n'en est pas sûr. Au reste, pour l'étude des classes sociales, cette couche sociale inférieure, qui ne s'élève pas à une conscience commune, n'est pas la plus intéressante, et peut-être, la rigueur n'être connue que superficiellement.

<sup>3</sup> *Salaires et budgets ouvriers en Belgique au mois d'avril 1891* ; renseignements fournis par les conseils de l'industrie et du travail ; Bruxelles, 1892 (188 budgets ouvriers tenus, sur livrets de famille, pendant le seul mois d'avril). Publié par le département de l'industrie au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. 578 p.

<sup>4</sup> *Die Verhältnisse der Industriearbeiter in 17 Landgemeinden bei Karlsruhe*. Bearbeitet von Fabrikinspektor Fuchs, und hgg von der Grossherz.-Badischen Fabrikinspektion. Karlsruhe, 1904. Il s'y trouve 14 budgets tenus pendant 7 semaines, en mai et juin.

<sup>5</sup> *Erhebung der König-Bayerischen Fabriken und Gewerbe Inspektoren über die wirtschaftliche Lage der gewerblichen Arbeiter Bayerns*. Beilageheft zu den Jahresberichten für 1905. On y

L'enquête belge semble mériter, plus que les deux autres, de nous retenir. Elle porte sur un bien plus grand nombre de ménages; elle paraît avoir été préparée de plus loin; et surtout elle a été élaborée, très sérieusement par Engel, qui en a comparé les résultats avec ceux de l'enquête belge de 1853 (où les budgets avaient été obtenus par la méthode du questionnaire)<sup>2</sup>. Nous nous contenterons de ces deux remarques. À étudier le formulaire à remplir et les instructions adressées par le ministre aux sections des conseils de l'industrie (reproduits p. 76 sqq. de l'article d'Engel), il semble bien que nous ne sommes pas en présence de budgets proprement dits, tenus par l'ouvrier, et au jour le jour, mais de questionnaires remplis par les sections (sans qu'on nous dise, d'ailleurs, si celles-ci se sont appuyées sur des livrets de famille) et où on ne porte que le total de chaque dépense (ou des quantités de chaque espèce d'aliments consommées) pour le mois. D'autre part, Engel remarque lui-même (p. 83-84) qu'il n'est guère légitime, pour obtenir les dépenses de l'année, de multiplier les dépenses du mois d'avril par 12, ce qui est nécessaire pour comparer ces dépenses aux données annuelles de 1853. Mais, ajoute-t-il, il serait tout aussi incorrect de diviser ces dernières données par 12 pour obtenir des dépenses mensuelles. Et il se tranquillise, avec la remarque que des budgets annuels, comme ceux de 1853, recueillis par voie d'interrogation écrite ou orale, impliquent aussi bien des multiplications. C'est reconnaître qu'on ne sait pas si ces derniers budgets sont mensuels ou annuels en réalité. Mais alors il en est de même des budgets de 1891, comme il ressort du § 7 des instructions ministérielles (p. 80)<sup>3</sup> Si

---

trouve 36 budgets, dont un certain nombre résultent de livrets de familles tenus à jour pendant un ou plusieurs mois.

<sup>1</sup> Abelsdorff (Walter), *Beiträge zur Sozialstatistik der Deutschen* Buchdrucker (Volkswirtschaftliche Abhandlungen der badischen Hochschulen, IV Bd. 4. Heft), Leipzig, 1900. on y trouve 15 budgets (Maschinenmeister, Setzer, Drucker, dans 11 villes allemandes), tenus deux mois (octobre et novembre 1897). C'est une des meilleures enquêtes de ce genre. Les budgets ont bien été tenus au jour le jour.

<sup>2</sup> Engel (Ernst). Die Lebenskosten belgischer Arbeiter-Familien früher und jetzt. Ermittelt aus Familien-Haushaltrechnungen und vergleichend zusammengestellt. Bulletin de l'Institut International de Statistique, Tome IX, première livraison, Rome, 1895, 124 p. - Les résultats de l'enquête de 1853 avaient été publiés par Ducpétiaux en chiffres absolus, et non élaborés et groupés en tableaux systématiques : les conclusions auxquelles il arrivait, et qu'Engel reproduit en annexe, p. 22, sont, dit celui-ci, « bien plus des intuitions que des inductions ». Une enquête avait été tentée en 1886 ; elle fut très insuffisante. 66 budgets furent recueillis, mais un très petit nombre reposaient sur des livrets, plusieurs étaient fournis par des patrons, et le plus souvent ils étaient incomplets. Armand Julin, dans un article de la *Réforme sociale* (n°4 et 5, 1891) les avait cependant rapprochés des précédents (*l'ouvrier belge en 1853 et 1886 d'après les Budgets comparés de la Commission de statistique et de l'Enquête du travail*). La publication officielle de 1892 n'est non plus, à aucun degré, une élaboration. Engel, qui avait, dans une étude parue en 1857, *die Produktions- und Konsumtionsverhältnisse des Königreichs Sachsen* (reproduite intégralement en annexe de son article du *Bulletin de l'Institut. intern. de statist.*, ci-dessus cité, 54 p.), rapproché les budgets belges de 1853 et ceux de Le Play, publia en 1895 l'étude en question où les deux enquêtes belges sont l'objet d'une élaboration toute nouvelle.

<sup>3</sup> « Les dépenses suivantes : entretien de l'habitation, achat et entretien des meubles, frais de culture, impôts, chauffage et éclairage, vêtements, etc., etc., s'obtiendront, pour le mois d'avril 1890, en divisant le total de ces dépenses, pour l'année 1890, par 12 ».



ces budgets mensuels ont été réellement tenus, ils ne sont donc mensuels que pour une partie des dépenses (essentiellement, la nourriture), et ils sont annuels pour le reste ; mais, pour le reste aussi, ils ne sont plus des budgets proprement dits. En réalité ils ne paraissent point l'être non plus pour la nourriture (puisque les dépenses ne sont pas indiquées au jour le jour). Ce sont des estimations mensuelles soudées à des estimations annuelles. Et cela nous conduit à examiner les budgets obtenus par d'autres méthodes que la tenue de livrets de ménage, parmi lesquels ils devraient plutôt être compris.

## — B —

### Les budgets établis sur indications verbales

Le plus grand nombre des budgets que nous possédons ont été établis, en effet, sans tenue à jour de livrets de ménage, soit qu'on ait craint de perdre du temps, et que, pour étendre l'enquête à un beaucoup plus grand nombre de ménages, on ait été conduit à la simplifier (méthode extensive), soit qu'on n'ait pas vu l'utilité d'une observation directe et continue, parce que les faits en question sont plus familiers, qu'on peut les reconstituer par la mémoire, que les variations de détail, dues, pense-t-on, à des accidents, ou à des fantaisies individuelles, paraissent sans importance, soit qu'on se soit défié de relevés individuels, et qu'on ait cru arriver plus sûrement et plus vite à un résultat vrai ou vraisemblable, en écartant d'abord toutes les anomalies et circonstances particulières, en s'en tenant à quelques cas moyens.

#### 1° Les budgets établis par approximation

[Retour à la table des matières](#)

Une première catégorie de budgets de ce genre peuvent être obtenus assez vite. L'observateur social s'adresse à un ouvrier, à un patron, à tout autre homme que sa profession met en rapports fréquents avec les travailleurs, et demande : qu'est-ce

qu'un ouvrier dépense, en moyenne, par jour, par an, ou par toute autre période, pour sa nourriture, son blanchissage, etc. L'important ouvrage de Villermé<sup>1</sup> contient toute une série de renseignements de ce genre, obtenus de beaucoup de façons. Il dira, par exemple<sup>2</sup> : dans une famille de tisseurs, le père gagne 30 sous par jour, la mère 20, un enfant 11, soit 915 francs par an. Si elle occupe un grenier, un cabinet, une cave, une petite chambre, son loyer est de 40 à 80 francs ; *mettons le loyer moyen à 60 francs*. La nourriture coûte 14 sous par jour pour le mari, 12 pour la femme, 9 pour l'enfant, soit 638 francs par an ; comme il y a souvent plusieurs enfants, *mettons 738 francs*, avec le loyer, 799 francs. Reste 117 francs pour les autres dépenses. Le travail d'approximation est très visible. Il se peut, au reste, qu'une moyenne établie d'après un grand nombre de budgets effectivement dressés ne s'éloigne guère de ce résultat, mais nous n'en savons rien. Mais voici, au même endroit, un « cas individuel » : un ancien militaire, contremaître dans une filature où il gagne 1.260 francs, établit ainsi son budget (il est marié, et a quatre enfants, dont l'un de cinq mois, les autres de sept à dix ans) : logement, 20 centimes par jour, 73 francs par an, nourriture, 2 fr. 80, soit 1.022 francs, autres dépenses, 36 centimes, soit 131 fr. 40, au total 1.226 fr. 40. Cette exactitude à 10 centimes près est de nature à faire illusion ; mais on voudrait savoir comment il calcule la dépense nourriture par jour. C'est évidemment une moyenne ; mais l'obtient-il en divisant la dépense annuelle par 365 (ce qui impliquerait la tenue d'un livre de comptes), ou est-ce une approximation (mais sur quoi se fonde-t-elle, et fonde-t-elle à son tour à calculer ainsi la dépense nourriture annuelle)? En réalité il semble que la plupart des budgets de Villermé soient construits à l'aide de données (d'ailleurs instructives) sur le prix de la pension, le prix des denrées alimentaires, le prix du loyer<sup>3</sup>. Très édifiants, sous ce rapport sont six budgets, établis à Rouen d'après deux industriels, « pour les temps ordinaires, quand le pain blanc ne vaut pas plus de 15 centimes la livre, – d'après les prix de la fin de 1831, quand il coûtait 19 centimes la livre ». C'est une réponse à la question : qu'est-ce qu'un homme (une femme) dépense en moyenne à Rouen (à la campagne) ? Et Villermé discute ces chiffres : les loyers, dit-il, sont plus élevés. Et c'est pour cette seule raison qu'il trouve discutabile le calcul des dépenses d'un ménage sans enfant, qu'on obtient en additionnant les dépenses de l'homme et de la femme, en retranchant le logement, l'éclairage et le chauffage de la dernière. Mais c'est toute cette méthode de reconstruction, qui est discutabile. Que signifient d'ailleurs ces moyennes, et est-il vraisemblable qu'un même ouvrier reçoive un salaire moyen, paie un loyer moyen et fasse des dépenses moyen-

<sup>1</sup> Villermé. Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie, Paris, 1840, 2 vol.

<sup>2</sup> Département du Nord, Industrie cotonnière, Fabrique de Lille, 1835-37, tome 1, p. 100.

<sup>3</sup> Il dira, par exemple : un ménage très pauvre, à Saint-Quentin, dépense par jour : pain de ménage, 4 sous ; soupe maigre aux haricots, pommes de terre, quelquefois de bas morceaux de boucherie, de la charcuterie, 6 sous ; il faut ajouter 2 sous ou 2 sous 1/2 pour un logement sordide. C'est simplement une réponse à la question : quel est le plus bas prix auquel on peut vivre ?.. Mais quels ménages vivent ainsi, dans quels cas l'aumône, l'alcool, etc., interviennent-ils, dans ces ménages mêmes, etc.?

nes pour la nourriture, le vêtement, etc.? Il nous intéresserait de savoir si des ouvriers, et lesquels, diminuent la dépense logement pour augmenter la dépense nourriture, si la dépense nourriture d'un ménage sans enfant est plus ou moins grande que la somme des dépenses nourriture d'un ouvrier et d'une ouvrière non mariés, etc. À ces questions de tels budgets ne nous permettent point de répondre, précisément parce qu'ils sont approximatifs et moyens <sup>1</sup>.

## 2° Les budgets établis par questionnaire (méthode extensive)

[Retour à la table des matières](#)

Sans doute, de ces approximations aux budgets questionnaires dont nous allons parler, la transition est insensible. Il se peut même que les renseignements rencontrés chez Villermé aient plus de valeur, parce qu'il ne nous cache point que ce sont des évaluations, et qu'il n'en soit point autrement de beaucoup de ceux qu'on nous présente comme des constatations. Toutefois, par le nombre beaucoup plus grand de cas semblables observés, et par l'uniformité (pour chaque enquête) du cadre ou du formulaire adopté, ces ensembles d'observations forment un groupe distinct. Nous savons d'ailleurs que, pour leurs auteurs, c'est surtout de ce qu'elles sont nombreuses en chaque cas que de telles observations doivent tirer leur valeur, et que c'est de la statistique proprement dite qu'ils ont cherché à se rapprocher. – On pourrait classer ces enquêtes d'après la méthode, qui est toujours l'interrogation (les enquêtés, mais tantôt de vive voix, tantôt à l'aide d'un questionnaire ; seulement, on ne nous a pas toujours indiqué cette modalité de l'observation (ces enquêteurs sont beaucoup plus réticents que les auteurs de budgets proprement dits, peut être parce qu'ils sentent combien leur

---

<sup>1</sup> Ce qui est, par suite, le plus instructif dans ces résultats, ce sont les prix de pension (par exemple dans la fabrique de Reims, p. 236, dans la fabrique d'Amiens, p. 307). Mais, naturellement, cela ne donne qu'une idée imparfaite des conditions de vie des familles elles-mêmes, c'est un élément d'uniformité qui empêche d'apercevoir la variété des tendances ouvrières. Quant aux budgets, ils sont peut-être un cadre commode pour la présentation des données recueillies par ailleurs sur le prix de la vie (et c'est un cadre que l'Office du travail a utilisé aussi, dans l'ouvrage cité, p. 463, note 1, pour présenter de façon plus concrète les indications sur les prix au détail recueillis par l'intermédiaire des instituteurs). Mais ce ne sont pas, comme tels, des données nouvelles et de fait. – Que vaut, encore, le budget d'un chef d'atelier à la Croix-Rousse (p. 383), où la dépense totale est exactement de 1.500 francs, la dépense nourriture, de 900, le loyer, de 200, et les autres, de 400 ? ...

méthode est discutable). D'autre part, il n'y a pas une différence essentielle entre ces procédés : il faut bien, en même temps que le questionnaire, donner des explications orales ; et il est nécessaire, une fois qu'il est rempli, de réclamer des éclaircissements et indications supplémentaires. On pourrait encore les distinguer d'après le nombre et l'espèce des questions posées. La plupart de ces enquêteurs, préoccupés d'obtenir beaucoup de chiffres, qui puissent se disposer en tableaux, ont négligé ce qui accompagne d'ordinaire les budgets proprement dits, savoir la description de la famille, du logement, l'inventaire, et même le détail des dépenses diverses autres que les quatre ou cinq plus importantes. Même, dans certains cas, comme on se proposait un objet d'étude très limité, on s'en est tenu au revenu (à la dépense) total et à la dépense habitation <sup>1</sup>, ou à la dépense totale et à la dépense nourriture <sup>2</sup>. Toutefois on peut considérer que de telles enquêtes ne rentrent pas dans la catégorie des budgets, mais sont plutôt des statistiques au petit pied.

Comme les méthodes semblent surtout différer ici suivant les pays, nous distinguerons les enquêtes du type allemand, du type américain et du type anglais.

Dans la première catégorie entrent, d'abord, l'enquête belge de 1853, dont nous avons parlé ci-dessus <sup>3</sup>, puis l'enquête silésienne de 1875 <sup>1</sup>. L'Office de statistique de

<sup>1</sup> Par exemple, dans les 40.808 Hamburger « Familienbudgets » (?) empruntés aux *Anlagen zum Protokoll der im Dezember 1863 wegen des Zolls und der Accise eingesetzten Senats und Bürgerschaftskommission in Hamburg*, 1864 (revenu et loyer), et, dans le livre de Hampke ci-dessus cité (p. 458), les dépenses loyer de 264 familles de Halle en 1886 : se défiant des données de Hamburg, parce que le chiffre du revenu n'indique pas la dépense totale, puisque, plus il croît, plus on peut épargner, il a étudié les employés des postes « dont les dépenses doivent approximativement couvrir les revenus », dont il a recueilli les traitements au Zentralsteuerbureau de Halle, et quelques riches familles de Halle (dont il a obtenu le total de leurs dépenses) : il a recueilli le chiffre des loyers au Mietsteuerbureau. – Dans le livre de Feig (Johannes). *Hausgewerbe und Fabrikbetrieb in der Berliner Wäsche Industrie* (Schmollers Forschungen) 1896, on nous donne le gain moyen par semaine, le revenu annuel et le revenu de 28 ouvrières domicile et de leurs familles, de 14 Zuschneider et de leurs familles, et de 47 ouvrières de fabrique et de leurs familles.

<sup>2</sup> Kuhna, die *Ernährungsverhältnisse der industriellen Arbeiterbevölkerung in Oberschlesien*. Leipzig, 1894. L'enquête a été élaborée en 1891-92. Il a envoyé un formulaire à des personnes de confiance (employés de l'industrie, fonctionnaires) ; il a été rempli de façon à être utilisé, pour 407 ouvriers de la Haute-Silésie, et 43 d'autres districts. Préoccupé surtout d'atteindre les prix au détail et l'origine des aliments (achetés chez qui ? Pour quelle raison ?) il a recueilli aussi des renseignements sur les autres dépenses (vêtements, habitation, chauffage, éclairage). Grotjahn, (Alfred), dans son livre connu, *Ueber Wandlungen in der Volksernährung*, Schmollersche Forschungen, XX, 2, Leipzig, 1902, 72 p., remarque chez Kuhna « des invraisemblances du point de vue physiologique qui laissent douter de l'exactitude des données ».

<sup>3</sup> Ducpétiaux. *Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique*, 1855. Elle fut préparée par le Congrès de statistique international, après un travail d'essai effectué à l'instigation de la Commission centrale belge de statistique, présidée par Quetelet. On recueillit 199 budgets (dont 49 agricoles), distingués en 3 catégories sociales, et correspondant à des familles « typiques » (père, mère, et 4 enfants de 16, 12, 6 et 2 ans), à raison de 3 budgets par arrondissement. Il s'en dégageait, comme résultat général, que les ménages ouvriers des basses classes étaient bien plus mal nourris qu'on ne se l'imaginait. D'autre part, c'est en n'appuyant surtout sur cette enquête qu'Engel formulait les lois connues dont nous avons parlé ci-dessus.

Berlin, outre les deux budgets proprement dits dont nous avons parlé (p. 464), recueillit en 1879 et en 1900 un certain nombre de budgets par questionnaires<sup>2</sup>. Mais c'est surtout son enquête de 1903 qu'il faut signaler<sup>3</sup>. Hirschberg, dans l'Introduction, nous dit qu'on a recouru à la méthode extensive, parce que les enquêtes par livrets de famille d'abord tentées<sup>4</sup>, n'avaient guère abouti. Parmi les 1115 questionnaires remplis, 908 ont été élaborés ; ils viennent de travailleurs, d'artisans, et de 18 employés. Les dépenses sont comprises entre 600 et 4.000 marks. Il reconnaît que, pour une bonne part, et malgré les demandes de renseignements complémentaires et les corrections, ce sont des estimations, mais qui, une fois élaborées et classées, « acquièrent une valeur très grande ». La méthode, conclut-il, s'est révélée féconde. Mais, outre les objections de principe qu'on peut diriger contre le procédé du questionnaire, il faut relever bien des lacunes. Il n'y a pas de questions se rapportant aux emprunts, aux dépenses d'épargne, aux revenus qui proviennent de pensionnaires, ou de sous-locataires, aux produits ou avantages en nature, aux cadeaux. S'il n'y a pas lieu d'y attacher trop d'importance, c'est que ces comptes sont en eux-mêmes des appréciations trop incertaines. Elles ne cesseraient de l'être que si on appliquait avec soin (et il y faudrait des enquêteurs expérimentés et consciencieux) la méthode que Schnapper-Arndt appelle concrète-reconstructive<sup>5</sup>, qui consiste par exemple à faire l'inventaire du mobilier et à demander, à propos de chaque pièce, quand et combien elle a été achetée, en se reportant aux quittances, aux comptes, en comparant à des ménages voisins, etc. Il n'apparaît point qu'on ait pris toute cette peine.

<sup>1</sup> Frief, *Die wirtschaftliche Lage der Fabrikarbeiter in Schlesien und die zum besten derselben bestehenden Einrichtungen*, Breslau, 1816 : il obtint, par des questionnaires, des indications sur les dépenses et les revenus de 235 familles de travailleurs, composées de 5 personnes (le plus souvent le père et la mère, un enfant ou un autre membre qui gagne, et deux enfants de moins de 14 ans).

<sup>2</sup> *Ausgaben der arbeitenden Klasse*. Statistisches Jahrbuch der Stadt Berlin, VII Jahrgang, 1879. L'enquête porta sur 15 ménages auxquels on demanda, à la fin de l'année, quelles avaient été leurs dépenses en 1879. *Statistik von Haushaltrechnungen minderbemittelter Bevölkerungsklassen im Jahre, 1900* (Veröffentlichungen des statistischen Amtes der Stadt Berlin, Beilage, 1902). On a déterminé, par questionnaires, les revenus et les dépenses de 142 ménages, dont quelques-uns d'employés et de marchands.

<sup>3</sup> *Lohnermittlungen und Haushaltrechnungen der minderbemittelten Bevölkerung im Jahre 1903* (Berliner Statistik, hgg. vom Statistischen Amt der Stadt Berlin, 3 Heft). – (Voir aussi, Reichs-Arbeitsblatt, mars 1905, 3<sup>e</sup> année. *Einkommen und Lebenshaltung. Beiträge zur Lebenshaltung gewerblicher Arbeiter in Berlin*). – Les p. 1\*-48\* du fascicule traitent des salaires, les p. 49\*-60\*, des budgets. Les p. 1-38 contiennent les tableaux des salaires, les p. 39-15 les tableaux (3) des budgets. L'économie de ces tableaux est d'ailleurs bien mal entendue. Le premier nous donne la composition des ménages et la grandeur des revenus en nombres absolus, et le second, en valeurs proportionnelles 0/00 ; le troisième est la répétition (bien inutile) du premier ; seulement, au lieu de mentionner le nombre des ménages et de signaler les ménages avec déficit ou excédent, on indique le nombre des ménages de chaque profession (on en distingue 13) qui rentrent dans chaque catégorie : c'est une grande perte de place, d'autant que la plupart des colonnes correspondent à un seul ménage ; et on ne nous donne pas une quantité de totalisations essentielles, que nous avons été obligé d'effectuer, par exemple les dépenses par catégorie de revenus.

<sup>4</sup> Statistisches Jahrbuch, VI, p. 132, VII, p. 136, VIII, p. 164, IX, p. 184.

<sup>5</sup> Livre cité, p. 25 sqq.

Laissant de côté, toujours, les budgets agricoles ou d'ouvriers des petites villes, nous mentionnerons quatre enquêtes allemandes qui ont été effectuées par des méthodes très voisines de celle que nous avons vu appliquer à Berlin. Nasse<sup>1</sup> a recueilli les budgets annuels de dix familles de mineurs, pour 1889, sur des informations qui lui ont été transmises. À Mannheim<sup>2</sup> on a recueilli, en les visitant et les interrogeant, ou en leur faisant remplir des formulaires, les comptes et dépenses de douze familles d'ouvriers de la ville (et de 16 agriculteurs). Cinq budgets wurtembergeois<sup>3</sup>, et dix-neuf de Pforzheim<sup>4</sup>, ont été tous obtenus par questionnaires. Enfin les deux enquêtes suivantes s'inspirent directement la méthode berlinoise. L'une est le complément d'une étude sur les travailleurs des transports<sup>5</sup>. L'autre fut conduite en 1908, à Saint-Pétersbourg<sup>6</sup>. Le rapporteur remarque qu'on a dit se contenter d'appréciations subjectives, que, le travailleur de Saint-Pétersbourg étant moins habitué à calculer ses dépenses que le Berlinoise, on a demandé seulement les dépenses du dernier mois, non celles de l'année<sup>7</sup>.

Les enquêtes américaines ont pour caractère distinctif de s'étendre à un nombre très grand de ménages<sup>8</sup>. La plus importante fut effectuée en 1901-1902<sup>1</sup>. En 1890-

<sup>1</sup> Nasse, R. *Ueber die Haushaltung der Bergarbeiter im Saarbrückenschen und in Grossbritannien* (Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik, III Felge, IV Bd.), 1891.

<sup>2</sup> *Die Soziale Lage der Fabrikarbeiter in Mannheim und dessen nächster Umgebung* (hgg. von Wörrishoffer), Karlsruhe, 1891. Les budgets obtenus sont de contenu inégal : dans 2 cas seulement, tout le détail des dépenses est indiqué ; mais le plus souvent on n'enregistre que les dépenses loyer et nourriture. Une quantité de ces chiffres sont arrondis à la dizaine, ce qui révèle bien qu'il y a évaluation seulement approchée.

<sup>3</sup> Jahresbericht der Gewerbe-Aufsichtsbeamten im Königreich Württemberg für das Jahr 1898, p. 147 sq.

<sup>4</sup> Die soziale Lage der Pforzheimer Bijouterie-arbeiter, bearbeitet vom Fuchs, und hgg. von dem grosherz-Badischen Fabrikinspektion, Karlsruhe, 1901.

<sup>5</sup> *Untersuchungen über die Lage der Angestellten und Arbeiter in den Verkehrsgewerben*, hgg. vom Verein für Sozialpolitik, 1902. Des questionnaires, établis d'après le formulaire berlinois, ont été distribués à Berlin : on a obtenu 14 budgets.

<sup>6</sup> *Haushaltungs Budgets Petersburger Arbeiter*, von Serjev Prokopowitsch. Archiv für Sozialpolitik, Bd XXX, 1910, p. 66. La Société technique impériale russe, aidée de représentants des unions professionnelles ouvrières, obtint 1,016 réponses, dont 632 seulement furent retenues (on écarta par exemple tous les budgets qui indiquaient un déficit supérieur à 20 0/0 du revenu, ceux où les dépenses d'une seule rubrique étaient égales au salaire total ; tout cela paraît bien arbitraire, et ne prouve nullement que les autres questionnaires aient été mieux remplis).

<sup>7</sup> On ne nous dit qu'à la fin que, pour les travailleurs qui ont des sous-locataires, on regarde comme dépense loyer la seule différence ; mais ce calcul reste discutable.

<sup>8</sup> Le « 3<sup>d</sup> special report of the Commissioners, of Labor » contient une analyse et un index de tous les budgets publiés par les bureaux de statistique aux États-Unis avant novembre 1892 (préparé sous la direction de Carroll D. Wright), Washington, 1893. Illinois, 1819-80 (529 familles), 1881-82 (21), 1883-84 (2.129); Maine, 1887 (5) ; Massachusetts, 1875 (397); Missouri, 1880 (147), 1891 (75); New-Jersey, 1885 (356); Ohio, 1877 (61), 1878 (83), 1879 (97), 1880 (114), 1885 (353), 1886 (137) – soit, au total, 14 enquêtes portant sur 4.504 familles. D'autre part, et par des recherches indépendantes de celles-ci, le Commissioner of Labor (outre, en 1885, 82 budgets) ont publié (*Cost of production*, 6 and 7 annual report of the Commissioner of Labor,

1891, on avait étudié le coût de la vie pour les ouvriers du fer, de l'acier, du charbon, du coton, de la laine et du verre. Cette fois l'enquête porta sur 25.440 familles (soit 124.108 personnes) prises dans les principaux centres industriels, et distribuées dans les 33 États, suivant l'importance de la population industrielle, très exactement. L'enquête se limita à des ménages qui ne gagnaient pas plus de 1.200 dollars par année ; elle porta sur toute une année. Les données furent recueillies par des agents spéciaux et expérimentés du Bureau de statistique, par enquête personnelle, en général auprès de la ménagère, aidée souvent d'autres membres de la famille. Ces agents commencèrent par étudier eux-mêmes les prix au détail. Beaucoup de ces renseignements étaient donnés de mémoire, et tous les ou la plupart des renseignements demandés n'ont pu être obtenus que pour une partie des familles<sup>2</sup>. – À côté de ces enquêtes officielles, les enquêtes privées américaines sont plus modestes, mais appliquent la même méthode extensive, et dépassent, par le nombre des ménages observés, les enquêtes privées des autres pays. C'est, par exemple, l'enquête dont nous avons dit un mot ci-dessus (p. 470)<sup>3</sup>. Pour déterminer les dépenses des 200 ménages observés, « quand des comptes n'étaient pas tenus pour l'année entière, les dépenses de catégories diverses ne sont naturellement, que des évaluations (*estimates*); mais, dans chaque cas, une connaissance du revenu total de la famille et de son niveau de vie, des habitudes d'économie ou dépensières de la femme, des prix du marché des différents produits dans le voisinage, ont servi à suppléer et confirmer les indications de la ménagère ». On a, d'ailleurs, écarté les cas où celle-ci paraissait manquer d'ordre, de conscience, ou

---

Washington, 1890 et 1892) les budgets de 8.544 familles (44.158 têtes), prises dans tous les États. Ce ne sont, d'ailleurs, que des chapitres particuliers d'une vaste enquête sur les frais de production dans l'industrie.

<sup>1</sup> *Cost of living and retail prices of food*. 18 annual report of the Commissioner of labor. Washington, Government printing office, 1903 ; 865 p. Les budgets et leur analyse occupent les pages 13-631 ; les tableaux commencent à la page 109.

<sup>2</sup> Le tableau 4 donne un détail plus grand des dépenses de 2.567 familles (pour lesquelles on a pu obtenir ces indications), et le tableau 5 donne le revenu et les dépenses de 11.156 familles « normales » (comprenant le mari qui travaille, la femme, et 5 enfants au plus, dont aucun n'a plus de 14 ans – ni autre membre de la famille, ni pensionnaire ou sous-locataire, ni domestique, – et indiquant leurs dépenses pour le loyer, le chauffage, l'éclairage, la nourriture, les vêtements, et le reste). Ces tableaux seuls nous ont paru à retenir.

<sup>3</sup> More (Louise Bolard). *Wage-earners budgets, a study of standards and cost of living in New-York City* (Greenwich House Series of Social Studies, n° 1), New-York, Henri Holtand Co., 1907, 280 pages. L'enquête, commencée en novembre 1903, se termina en septembre 1905. Elle se limita à un quartier situé au cœur de New-York (Manhattan Island), de caractère assez complexe, où de vieilles maisons, occupées depuis des générations par les mêmes familles, sont voisines de « tenements houses » du type le plus moderne, et de maisons casernes habitées par la population la plus pauvre, – cosmopolite, et plus typique, pour l'étude de la classe ouvrière, que le Jewish East Side. Des chefs des familles enquêtées, 100 sont des ouvriers non qualifiés, 45 des ouvriers qualifiés, 55 rentrent dans ce que l'auteur appelle la « clerical class » (teneurs de livres, employés, policemen, portiers). – On nous dit que, quand un compte du montant exact dépensé pour la nourriture pendant plusieurs semaines a été tenu, on en a tiré la dépense nourriture moyenne par semaine. « Plusieurs ménagères disaient dépenser moins en été, mais cela était compensé par la dépense glace, et les autres articles étaient pratiquement les mêmes été comme hiver ». Cette affirmation semble un peu arbitraire.

d'intelligence (on reconnaît que les familles observées sont en général au-dessus de la moyenne, « *they get on somewhat better than others* »). Il apparaît bien à l'étude, et malgré bien des réserves (en raison de la méthode), que, dans cette dernière catégorie d'enquêtes, celle-ci nous offre le plus de garanties. Plus étendue encore est celle qui fut conduite, toujours à New-York, en 1909<sup>1</sup>, et qui s'étendit à 391 familles.

La statistique officielle anglaise se distingue des statistiques allemande et américaine par sa prédilection pour le budget d'une semaine obtenu quand même par questionnaire. Elle en avait recueilli 34 en 1889<sup>2</sup>. Mais, au cours de la grande enquête entreprise par le *Board of trade*, il y a quelques années, en Angleterre, en Allemagne et en France<sup>3</sup>, après avoir distribué des questionnaires « par le moyen des syndicats et autres associations ouvrières », on a obtenu dans ces trois pays respectivement, 1. 944, 5. 046 et 5. 605 budgets pour une « semaine normale » de l'année 1905. On ne nous présente d'ailleurs que les résultats très généraux qu'on en a tirés (chiffre moyen des dépenses pour cinq catégories de revenus, proportion de la dépense nourriture, loyer, à la dépense totale, proportion de la dépense pour les principaux articles de consommation à la dépense nourriture totale), ce qui fait qu'on ne peut en utiliser les matériaux pour la recherche proprement scientifique. D'autre part, les résultats généraux eux-mêmes paraissent bien contestables. Le rapporteur de notre enquête des travailleurs de métaux déclare (p. 20) : « pour éviter tout malentendu, rappelons que nos budgets nous ont donné de tout autres résultats. Nous trouvons un salaire moyen presque double de celui que le *Board of Trade* a relevé ; par suite, les dépenses nourriture, vêtement, etc., sont très différentes de celles de l'enquête anglaise ». Or notre enquête allemande a été certainement conduite avec beaucoup plus de soin. D'autre part, les syndicats n'ont aucun intérêt à critiquer une publication d'où il ressort que les

<sup>1</sup> Chapin (Coit). *The standard of living among workingmen families in New-York City*, New-York, 1909. Nous en avons rendu compte, et discuté la méthode, dans *l'Année Sociologique*, t. XI, pp. 665-671.

<sup>2</sup> *Return of expenditure by working men*, collected by Labour Department of Board of Trade, Labour statistics C. 5.861, London, 1889.

<sup>3</sup> *Cost of living of the working classes*. Report of an enquiry by the Board of Trade into working class rents, housing and retail prices. London, 1908. – *Cost of living in German towns*. Report, etc., London, 1908. – *Cost of living in French towns*. Report, etc., London, 1909. – On sait qu'il s'agissait, en somme, de déterminer l'influence, sur les conditions de vie, du régime du commerce extérieur. Tout paraît avoir été subordonné à cet objet purement pratique. On aperçoit d'ailleurs le parti qu'on a pu tirer, en faveur de la politique libre-échangiste, de tableaux tels que le suivant :

Dépense moyenne par semaine (en marks) :	Nourriture	Logement	Vêtement	Chauffage, éclairage
Allemagne	8,33	1,56	2,13	1,01
Grande-Bretagne	14,66	3,52	4,38	1,93
États-Unis	16,55	6,08	6,20	2,37
France	10,76	2,30	3,20	1,44
Belgique	10,17	2,10	4,44	1,24
Suisse	11,23	1,91	3,04	1,79



ouvriers allemands sont plus mal payés que tous les autres. Bien plus, il ajoute : « Nous *ne pouvons rechercher* si la publication anglaise a compris, dans les revenus, les revenus accessoires. Tout semble indiquer le contraire. » Et il peut dire après cela que cette lacune (et les autres) n'empêchent pas les comparaisons de pays à pays, puisque partout les enquêteurs anglais ont dû procéder de même ; mais ce n'est pas du tout certain. L'enquête vaut, peut-être, par les données qu'elle nous apporte sur les salaires, le prix des loyers, les prix au détail, etc.; mais ce grand nombre de budgets ont été recueillis de façon trop expéditive.

### 3° Les budgets établis par méthode monographique

[Retour à la table des matières](#)

Les budgets rattachés aux monographies de Le Play (et de ses continuateurs) se distinguent des budgets des deux catégories précédentes par le soin avec lequel ils ont été dressés et la richesse de détails qu'on y trouve, aussi bien que par leur petit nombre <sup>1</sup>. La méthode d'observation qu'il a appliquée et recommandée est, en ce sens, plutôt intensive. Toutefois, comme ces budgets ont été établis sur des renseignements verbaux, c'est bien à cette place que nous devons en parler. « La première condition pour décrire aussi bien que possible la famille que l'on a observée, nous dit Ad. Focillon, un des meilleurs collaborateurs de Le Play, c'est d'avoir vécu à son foyer, d'y avoir entendu tour à tour ses divers membres vous retracer eux-mêmes leur rôle sous le

---

<sup>1</sup> Le Play (Frédéric) publia, en 1855, un recueil (in-folio : « *Les Ouvriers européens* », constitué par 51 descriptions de familles ouvrières, urbaines ou rurales, qu'il avait choisi d'étudier au cours de ses longs voyages, et dans les parties du monde les plus diverses, aussi bien qu'à Paris. Une nouvelle édition de son œuvre parut en 1819 (in-8°), à Tours : le premier tome traitait de la méthode d'observation, le deuxième, des ouvriers de l'Orient, le troisième, des ouvriers du Nord, les quatrième, cinquième et sixième, des ouvriers de l'Occident (populations stables, ébranlées, désorganisées). La « Société internationale des études pratiques d'économie sociale », fondée en 1856 pour appliquer la méthode de Le Play, a publié un grand nombre de monographies de familles ouvrières dans une série intitulée : « *Les ouvriers des deux mondes* ». Cette série, en juillet 1899 comprenait 91 monographies. Dans le bulletin de l'Institut international de statistique (tome V, première livraison, Rome, 1890) ont paru : *Les budgets comparés de 100 monographies de familles, publiés d'après un cadre uniforme dans « Les ouvriers européens » et « Les ouvriers des deux mondes », avec une introduction*, par E. Cheysson et A. Toqué. L'intérêt de ces budgets résultant surtout de leur rapport avec les monographies détaillées (et non des comparaisons qu'on peut effectuer entre les uns et les autres), on ne voit guère la raison d'être de tels tableaux synoptiques, où n'apparaissent plus que des chiffres. Ils nous apprennent du moins que, sur ces 100 budgets, 51 concernent la France (dont 14 Paris et la banlieue).

toit commun <sup>1</sup>. » Il faut d'abord «s'attirer la confiance de la famille que l'on étudie », afin de pouvoir soumettre à « un interrogatoire long, minutieux, précis et détaillé » l'ouvrier et sa compagne. Un enquêteur qui a appliqué la même méthode, M. du Maroussem <sup>2</sup>, nous indique plus précisément comment il procède : pour un délai donné (soit un mois) « on se fait énumérer toutes les notes, du boulanger, du boucher, du fruitier, etc. Les souvenirs sont beaucoup plus précis qu'on ne saurait le croire. Parfois même, mais bien rarement, ils sont aidés d'un livre de comptes. » Puis, pendant les six mois qui suivent, « le monographiste, qui aura continué ses visites de loin en loin et soigneusement dissimulé un interrogatoire de contrôle dans des causeries où le cahier de notes n'apparaît plus, pourra clore définitivement son budget. Le temps lui aura apporté deux concours utiles : l'opinion des personnes qui connaissent la famille depuis longtemps, la confiance, parfois même l'amitié de la famille observée <sup>3</sup>. »

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit du cadre uniforme adopté par Le Play et ses disciples pour l'indication des dépenses <sup>4</sup> et des monographies de familles en général (voir ci-dessus, p. 163 sqq. et p. 157 sqq.). Si la littérature économique française nous a paru présenter un nombre relativement faible de budgets de famille ouvriers <sup>5</sup>, il ne faut pas oublier d'une part que Le Play a été et est encore con-

<sup>1</sup> Cité dans l'article de Cheysson et Toqué mentionné ci-dessus, p. 47.

<sup>2</sup> Du Maroussem, la *Question ouvrière*, 4 volumes, Paris, 1891-94 (le tome I, charpentiers de Paris, contient la monographie du charpentier indépendant [voir ci-dessus, p. 346] ; le tome II, ébénistes du faubourg Saint-Antoine, celle de l'ébéniste de haut luxe, du petit patron ébéniste du meuble courant, et de l'ébéniste trôleur ; le tome III, le Jouet parisien, celles du fabricant de « ouistitis en chenille », du fondeur de soldats de plomb, de la mouleuse en cartonnage [pour celle-ci le budget manque, il n'y a que l'inventaire]; le tome IV, Halles centrales de Paris et commerce de l'alimentation, celles du fort de la criée des fruits, et du journalier de la maison de commission de fruits et primeurs).

<sup>3</sup> Livre cité, tome 1, p. 223.

<sup>4</sup> Notons seulement qu'en général se trouve annexé au budget un inventaire détaillé des vêtements, du linge, et des meubles (avec indication approximative du prix).

<sup>5</sup> Nous devons encore mentionner ceux qui se trouvent dans les *Études sur le régime des manufactures*, de Reybaud (3 volumes : la soie, le coton, la laine, Paris, 1867) et qui sont le plus souvent approximatifs comme ceux de Villermé (cependant, dans le volume sur le coton, les tableaux comprenant les recettes et les dépenses de dix ménages d'ouvriers en coton à Mulhouse et aux environs (p. 392-393) ont été établis sur des données individuelles, sans que nous sachions par quelle méthode on a recueilli celles-ci). – D'autre part, dans *l'Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, publiée par l'Office du travail (Paris, 1907-1908) on trouve, dans le tome I, pour Paris, 66 monographies d'ouvrières et 11 budgets de familles, et dans le tome II, pour le département du Cher, 5 budgets, p. 211-225 ; pour le Loir-et-Cher, 1 budget, p. 353 ; pour l'Indre, 25 budgets, p. 633-669. Lesdits budgets rentrent parmi ceux qui sont établis par questionnaires, et les autres, par approximation (voir ci-dessus), comme il résulte des indications dispersées suivantes : « Ce budget est, comme presque toujours, purement théorique » (tome I, p. 672). « Il a été impossible de savoir, même approximativement, à combien s'élève la dépense pour l'habillement, la chaussure, les médicaments, etc. » (*Ibid.*, p. 670). « Ce budget a été établi par l'énumération des dépenses de deux semaines types : l'une d'été, l'autre d'hiver. » (*Ibid.* p. 706.)

sidéré à juste titre comme l'inventeur de cette méthode d'enquête, et, d'autre part, que, trop peu nombreux et trop hétérogènes pour autoriser des inductions scientifiques, ses budgets et ses monographies demeurent, pour l'historien, des *documents* de tout premier ordre.

## Annexe II

TABLEAU ÉTABLI D'APRÈS LES DONNÉES DE L'ENQUÊTE DE L'OFFICE IMPÉRIAL ALLEMAND DE STATISTIQUE  
LES MÉNAGES OUVRIERS CLASSÉS D'APRÈS LEUR COMPOSITION, LE CHIFFRE DE LEUR REVENU, ET LA RÉPARTITION DE LEURS DÉPENSES

(Tous les chiffres de ce tableau ont été calculés par nous. Sur la formation de ces catégories de ménages, et sur le mode d'élaboration des données de ce tableau, voir pp. 254-261)

	Catégories de ménages	Nombre de ménages	Nombre de quets		Dépense totale en marks			Total des dépenses en marks					En 0/0 de la dépense totale				
			au total	par ménage	Total	Moyenne	Médiane	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauf.éclair.	Autres	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauf.écl.	Autres
Ménages compre- nant 2 personnes	A 11	7	45,5	6,5	9. 438	1. 350	1. 385	4. 677	880	1. 638	536	1. 707	49,5	9,3	17,3	5,7	18
	A 12	6	39	6,5	8. 366	1. 400	1. 437	4. 236	672	1. 946	433	1. 079	50,6	8,1	23	5,2	12,9
	A 1	13	84,5	6,5	17. 804	1. 370	»	8. 913	1. 552	3. 584	969	2. 786	50	8,7	20,1	5,4	15,6
	A 21	7	49,5	6,5	11. 725	1. 670	1. 652	5. 769	1. 248	2. 398	517	1. 793	49,4	10,7	21	4,4	15,3
	A 22	6	39	6,5	9. 992	1. 660	1. 669	5. 602	748	1. 697	467	1. 478	56	7,5	17	4,7	14,8
	A 2	13	84,5	6,5	21. 717	1. 670	»	11. 371	1. 996	4. 095	984	3. 271	52,2	9,2	18,8	4,5	15,1
	A 3	5	32,5	6,5	9. 354	1. 870	1. 838	4. 323	679	1. 917	399	2. 036	46,3	7,2	20,5	4,3	21,7
	A 4	10	65	6,5	21. 677	2. 170	2. 101	10. 266	2. 605	3. 576	614	4. 516	47,3	12	17	2,8	20,9
Ménages compre- nant 3 personnes	B 11	3	25	8,35	3. 533	1. 180	1. 204	2. 274	320	423	286	230	64,5	9,1	12	8,1	6,5
	B 12	7	55,6	7,9	8. 453	1. 210	1. 209	4. 452	789	1. 675	386	1. 151	53	9,3	19,8	4,6	13,6
	B 1	10	80,6	8,06	11. 986	1. 200	»	6. 726	1. 109	2. 098	672	1. 381	56,8	9,2	17,6	5,6	11,6
	B 21	8	63,2	7,9	11. 028	1. 380	1. 400	5. 927	1. 175	1. 726	600	1. 600	54	10,6	15,6	5,5	14,6
	B 22	12	94,2	7,85	17. 173	1. 420	1. 439	8. 708	1. 144	3. 579	765	2. 977	51	8,4	21	4,5	17,4
	B 2	20	157,4	7,85	28. 201	1. 410	»	14. 635	2. 319	5. 305	1. 365	4. 577	51,9	8,2	18,8	4,8	16,2
	B 31	14	114	8,1	22. 975	1. 630	1. 634	12. 058	2. 496	3. 395	1. 025	4. 001	52,5	10,9	14,8	4,5	17,4
	B 32	15	117,8	7,8	25. 023	1. 660	1. 694	11. 808	2. 400	5. 408	1. 220	4. 187	47	9,6	21,6	4,9	16,7
	B 3	29	231,8	8	47. 998	1. 650	»	23. 866	4. 896	8. 803	2. 245	8. 188	49,5	10,2	18,3	4,7	17
	B 41	4	31,8	7,95	7. 600	1. 900	1. 802	3. 766	778	1. 275	348	1. 433	49,6	10,2	16,8	4,6	18,8
	B 42	5	38,8	7,75	9. 539	1. 910	1. 901	4. 791	848	2. 198	396	1. 306	50	8,9	23	4,1	13,6
	B 4	9	70,6	7,85	17. 139	1. 900	»	8. 557	1. 626	3. 473	744	2. 739	50	9,5	20,4	4,5	16
	B 51	11	92,7	8,3	23. 018	2. 090	2. 049	11. 080	2. 723	4. 728	906	3. 581	48,1	11,8	20,5	3,9	15,6
	B 52	8	66,6	8,3	17. 824	2. 220	2. 182	8. 531	2. 034	2. 164	598	4. 497	48	11,4	12,2	3,3	25,1
	B 5	19	159,3	8,3	40. 842	2. 150	»	19. 611	4. 757	6. 892	1. 504	8. 078	48,2	11,7	16,8	3,7	19,8

	Catégories de ménages	Nombre de ménages	Nombre de quets		Dépense totale en marks			Total des dépenses en marks					En 0/0 de la dépense totale				
			au total	par ménage	Total	Moyenne	Médiane	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauf.éclair.	Autres	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauf.écl.	Autres
Ménages compre- nant 4 personnes	C 11	6	57,4	9,6	7. 237	1. 200	1. 232	3. 606	591	1. 584	398	1. 061	50	8,2	21,8	5,5	14,6
	C 12	7	64,9	9,25	8. 860	1. 260	1. 281	5. 038	906	1. 361	527	1. 029	57	10,2	15,4	5,9	11,8
	C 1	13	122,3	9,4	16. 097	1. 240	»	8. 641	1. 497	2. 945	925	2. 090	54	9,3	18,4	5,7	13
	C 21	15	140,2	9,4	21. 887	1. 450	1. 488	12. 003	2. 090	3. 252	1. 016	3. 526	55	9,6	15	4,7	16,2
	C 22	10	94,2	9,4	14. 552	1. 450	1. 448	7. 508	1. 367	3. 020	537	2. 120	52	9,4	20,9	3,7	14,6
	C 2	25	234,4	9,4	36. 439	1. 450	»	19. 511	3. 457	6. 272	1. 553	5. 646	53,7	9,5	17,2	4,3	15,6
	C 31	19	176,1	9,25	31. 581	1. 660	1. 663	16. 814	3. 660	4. 911	1. 355	4. 841	53,5	11,6	15,6	4,3	15,3
	C 32	13	127,5	9,80	21. 829	1. 670	1. 678	11. 249	2. 457	4. 372	1. 031	2. 720	51,8	11,4	20,1	4,7	12,5
	C 3	32	303,6	9,45	53. 410	1. 670	»	28. 063	6. 117	9. 283	2. 386	7. 561	52,3	11,5	17,4	4,4	14,2
	C 41	12	115,8	9,6	22. 078	1. 850	1. 916	11. 334	2. 619	3. 551	977	3. 597	51,5	11,9	16,2	4,5	16,2
	C 42	11	105,5	9,55	20. 632	1. 880	1. 885	9. 901	2. 163	4. 361	988	3. 219	48	10,5	21,1	4,8	15,6
	C 4	23	221,3	9,6	42. 710	1. 860	»	21. 235	4. 782	7. 912	1. 965	6. 816	49,7	11,2	18,6	4,6	16
	C 51	9	90,8	10,1	19. 021	2. 106	2. 106	9. 330	2. 085	3. 646	535	3. 425	49	11	19,2	2,8	18
	C 52	15	152,6	10,2	31. 748	2. 110	2. 167	16. 654	3. 653	4. 723	1. 404	5. 314	52,5	11,5	14,9	4,4	16,8
	C 5	24	243,4	10,1	50. 769	2. 110	»	25. 984	5. 738	8. 369	1. 939	8. 739	51,2	11,4	16,5	3,8	17,4
	C 61	3	31,8	10,6	7. 414	2. 475	2. 469	3. 000	819	1. 843	277	1. 475	40,5	11	24,8	3,7	19,8
	C 62	4	41,8	10,4	10. 385	2. 590	2. 612	4. 558	1. 309	1. 622	406	2. 490	44,2	12,6	15,7	3,8	24
	C 6	7	73,6	10,5	17. 799	2. 540	»	7. 558	2. 128	3. 465	683	3. 965	42,7	12	19,6	3,9	22,4

	Catégories de ménages	Nombre de ménages	Nombre de quets		Dépense totale en marks			Total des dépenses en marks					En 0/0 de la dépense totale				
			au total	par ménage	Total	Moyenne	Médiane	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauf.éclair.	Autres	Nourriture	Vêtement	Logement	Chauf.écl.	Autres
Ménages comptant 5 personnes	D11	9	104,5	11,6	12. 092	1. 340	1. 351	6. 744	1. 171	2. 376	640	1. 161	56,1	9,7	19,8	5,3	9,6
	D12	9	98,7	10,9	12. 402	1. 380	1. 382	7. 249	1. 329	1. 699	619	1. 506	58,2	10,6	13,6	5	12,2
	D1	18	203,2	11,3	24. 494	1. 360	»	13. 993	2. 500	4. 075	1. 259	2. 667	57	10,2	16,6	5,1	10,9
	D21	9	99,5	11	14. 827	1. 640	1. 663	8. 478	1. 623	1. 950	671	2. 105	57	11	13,2	4,5	14,2
	D22	11	121,4	11	18. 655	1. 700	1. 719	9. 833	2. 343	2. 889	702	2. 888	53	12,6	15,4	3,8	15,5
	D23	11	122,7	11,2	17. 750	1. 610	1. 640	9. 306	2. 082	3. 934	590	1. 838	52,6	11,7	22,2	3,3	10,4
	D2	31	343,6	11,1	51. 232	1. 660	»	27. 617	6. 048	8. 773	1. 963	6. 831	54	11,8	17	3,8	13,4
	D31	13	148,5	11,4	25. 719	1. 980	1. 972	13. 229	3. 115	3. 521	1. 227	4. 627	51,3	12,1	13,7	4,8	18
	D32	10	114,4	11,45	19. 601	1. 960	1. 961	11. 743	2. 059	2. 898	672	2. 229	60	10,6	14,8	3,4	11,4
	D33	14	147,6	10,5	27. 182	1. 960	1. 895	13. 411	2. 640	5. 596	1. 155	4. 480	49,5	9,7	20,1	4,2	16,4
	D3	37	410,5	11,1	72. 502	1. 960	»	38. 383	7. 814	12. 015	3. 054	11. 336	53	10,8	16,6	4,2	15,6
	D41	7	87,6	12,5	16. 550	2. 355	2. 326	8. 554	2. 050	2. 321	556	3. 069	52	12,4	14,1	3,4	18,6
	D42	6	75,2	12,6	14. 150	2. 350	2. 349	7. 291	1. 667	2. 697	586	1. 909	51,6	11,8	19	4,2	13,6
D4	13	162,8	12,6	30. 700	2. 355	»	15. 845	3. 717	5. 018	1. 142	4. 978	51,8	12,2	16,4	3,7	16,2	
D5	8	104	13	21. 823	2. 725	2. 701	10. 873	2. 549	3. 498	785	4. 118	50	11,6	16	3,6	19	
Ménages comptant 6 personnes	E1	14	174,2	12,4	20. 982	1. 500	1. 517	12. 026	1. 989	3. 156	1. 035	2. 676	57,5	9,5	15,1	4,9	12,8
	E21	10	135,5	13,55	18. 346	1. 830	1. 867	9. 332	2. 697	3. 578	884	1. 855	51	14,7	19,6	4,8	10,1
	E22	12	150,1	12,5	21. 836	1. 820	1. 849	12. 186	2. 396	3. 013	1. 016	3. 225	56,7	11	13,8	4,6	14,8
	E2	22	285,6	13	40. 182	1. 820	»	21. 518	5. 093	6. 591	1. 900	5. 080	53,5	12,6	16,4	4,7	12,6
	E31	8	108,7	13,6	16. 697	2. 090	2. 068	9. 100	2. 096	2. 700	775	2. 029	54,7	12,6	16,2	4,6	12,2
	E32	4	55,6	13,9	8. 881	2. 210	2. 239	4. 530	1. 153	1. 079	357	1. 762	51	13	12,1	4	19,9
	E33	8	101,4	12,6	17. 839	2. 220	2. 152	8. 788	2. 048	3. 979	645	2. 379	49	11,4	22,2	3,6	13,3
	E3	20	265,7	13,3	43. 417	2. 160	»	22. 418	5. 297	7. 758	1. 774	6. 170	51,8	12,2	17,9	4,1	14,2
E4	6	83,9	14	18. 450	3. 075	3. 094	8. 736	2. 167	2. 891	619	4. 037	47,4	11,8	15,6	3,3	21,8	
Ménages de 7 personnes et plus	F1	11	159,3	14,4	15. 422	1. 400	1. 422	9. 288	1. 223	2. 240	779	1. 892	60	6,8	14,5	5	12,2
	F21	6	98,8	16,4	10. 635	1. 780	1. 829	5. 851	1. 132	2. 180	429	1. 043	55	10,8	20,5	4	9,8
	F22	13	208	16	22. 288	1. 710	1. 618	13. 176	2. 374	3. 054	918	2. 766	59	10,7	13,7	4,1	12,4
	F2	19	306,8	16,2	32. 923	1. 720	»	19. 027	3. 506	5. 234	1. 347	3. 809	58	10,7	16	4,1	11,6
	F3	16	272,2	17	35. 622	2. 230	2. 219	18. 340	5. 205	5. 349	1. 281	5. 447	51,2	14,6	15	3,6	15,3
	F4	9	167,3	18,6	23. 838	2. 650	2. 556	13. 301	3. 180	3. 442	872	3. 043	56	13,4	14,4	3,7	12,8
F5	6	130,4	21,8	19. 171	3. 190	3. 127	10. 966	2. 738	2. 415	784	2. 268	57	14,3	12,6	4,1	11,9	